

COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPERIEUR DE L'ARMEE DE TERRE

OBJECTIF DOCTRINE

LA DIVISION

THE DIVISION



N° 34

Edition bilingue
Bilingual edition


Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE LA DÉFENSE

C.D.E.S



COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE
ET DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPÉRIEUR
DE L'ARMÉE DE TERRE

Doctrine

Emploi de la division française. Colonel Opplert	p. 8
La constitution d'une division en vue d'un engagement. CFAT	p. 16
Le commandement de la division. Général de division Meille	p. 22

Doctrine

<i>The French division employment. Colonel Opplert</i>	p. 9
<i>Setting up a division with a view to a commitment. Land Force Command.</i>	p. 17
<i>Commanding the division. Major General Meille</i>	p. 23

Etranger

L'emploi d'une division allemande. Colonel Belde	p. 30
L'emploi tactique de la division selon la doctrine espagnole. Lt-colonel Izquierdo-Navarette	p. 42
L'«Interim division» de l'US Army. Colonel Boré	p. 48

Foreign Studies

<i>Employment of the German division. Colonel Belde</i>	p. 31
<i>The tactical employment of a division according to the Spanish doctrine. Lt-colonel Izquierdo-Navarette</i>	p. 43
<i>The US Army's Interim division. Colonel Boré</i>	p. 49

Libres Réflexions

La gestion de la zone arrière d'une grande unité. Colonel Barrière	p. 56
Doctrine et méthode. Major Simonyi	p. 62
L'évolution du système divisionnaire français de 1945 à nos jours. Lieutenant-colonel Franc	p. 66
Calcul du potentiel tactique des unités de combat : une aide rapide à la décision à tous les échelons. Chef d'escadron Guilloton	p. 70
Dégraissier le mammouth ! Chef de bataillon Sanz	p. 76

Freedom of Speech

<i>Controlling the rear area of a major unit. Colonel Barrière</i>	p.57
<i>Doctrine and method. Major Simonyi</i>	p.63
<i>The evolution of the division system from 1945 to now. Lieutenant-colonel Franc</i>	p.67
<i>Calculating the tactical strength of combat units: a rapid decision-making enabler at all levels. Major Guilloton</i>	p.71
<i>Trimming the Command Post! Major Sanz</i>	p.77

S

u

m

m

a

r

y

OBJECTIF DOCTRINE N° 34

Directeur de la publication : général Jean-Marie Veyrat - **Rédacteur en chef :** lieutenant Stéphane Carmès -
Traductions : colonel (CR) Pierre-Yves Lemerle, colonel (CR) Robert Travailot, lieutenant-colonel (CR) Jacques de Vasselot, lieutenant-colonel (CR) Daniel Sillon, lieutenant-colonel (CR) Jean-Claude Laloire - **Relecture des traductions :** général (2s) Pierre Dejean - **Maquette :** Christine Villey - **Schémas :** Geneviève Yahiouche -
Photos : ECPAD (pages 27, 74), Colonel Boré/collection personnelle (pages 50, 51) -
Photogravure, impression : Saint-Gilles (Paris) - **Gestion du fichier des abonnés :** lieutenant Stéphane Carmès -
Diffusion : bureau courrier du CDES - **Tirage :** 1 900 exemplaires - **Dépôt légal :** à parution - **ISSN :** 1293-2671 -
Tous droits de reproduction réservés. Conformément à la loi «informatique et libertés» n° 78-17 du 6 janvier 1978, le fichier des abonnés à OBJECTIF DOCTRINE a fait l'objet d'une déclaration auprès de la CNIL, enregistrée sous le n° 732939. Le droit d'accès et de rectification s'effectue auprès du CDES (Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement militaire Supérieur de l'Armée de terre) -
Cellule communication - BP 53 - 00445 ARMEES. ☎ : 01 44 42 35 91 ou 01 44 42 36 22
PNIA : 821 753 35 91 ou 821 753 36 22 - **Fax :** 01 44 42 44 29 ou 821 753 44 29
Mel : cel-com@cdes.terre.defense.gouv.fr - **Web :** www.cdes.terre.defense.gouv.fr

— . . . — . . . —

Les articles publiés dans la rubrique «**Libres Réflexions**» ne représentent pas la position du CDES et n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs qui s'expriment à titre personnel

OBJECTIF DOCTRINE est en ligne sur le site INTERNET du CDES

OBJECTIF DOCTRINE is consultable on the CDES INTERNET web site

WWW.CDES.TERRE.DEFENSE.GOUV.FR

— . . . — . . . —

Cahiers du RETEX n° 9

- La division dans la maîtrise de la violence - Le commandement de la division multinationale Sud-Est - Enseignements de l'opération SALAMANDRE (BOSNIE-HERZEGOVINE 1996), par le Général de corps d'armée (2s) de Lambert.
- *The division in violence mastering operations - Commanding the multinational division South-East - Lessons learned from the «SALAMANDER» Operation (BOSNIA-HERZEGOVINA 1996), by lieutenant-general (R) de Lambert.*
- Enseignements tirés des exercices GUIBERT, par le CEREX.
- *Lessons learned from the Guibert exercises, by CEREX.*

E ditorial

La division

Ce vocable, qui désigne dans l'armée française et dans l'OTAN¹ "une grande unité ou formation qui possède organiquement les armes et les services nécessaires à un combat d'une certaine durée (qui) se situe entre le corps d'armée et la brigade (ou le régiment)", est apparu au 18^e siècle dans l'Essai général de tactique de GUIBERT qui énonçait le principe divisionnaire. Ce principe, qui prône le fractionnement d'une armée en campagne en "divisions" et qui a "pour objet principal de simplifier les ordres de marche et de faciliter, ainsi que d'accélérer les mouvements par lesquels l'armée peut prendre un ordre de bataille", va en fait révolutionner non seulement les mouvements tactiques et stratégiques des armées, mais aussi la manœuvre de celles-ci. Adopté progressivement dans toutes les armées occidentales, le principe divisionnaire va s'appliquer non seulement en campagne (en opération si l'on emploie le vocabulaire moderne) mais aussi en temps de paix, pour permettre une meilleure préparation opérationnelle et également pour répondre aux besoins administratifs croissants des armées permanentes.

La division, grande unité interarmes dès l'origine, a connu selon les époques et les pays bien des organisations, qui ont toujours été des compromis entre les rôles et modes d'action que l'on souhaitait donner à cette formation et les moyens en hommes et matériels qu'on lui accordait, ces moyens étant souvent le critère déterminant, y compris en plein conflit. La nouvelle division française, que l'on pourrait, pour les traditionalistes, désigner sous le nom de "Division 1999", si l'on se réfère à l'année de mise sur pied des trois premiers états-majors de force (EMF), ou de "Division 2000", si l'on veut montrer son caractère novateur, reste un échelon de commandement essentiel, mais elle est devenue une entité opérationnelle temporaire, s'inscrivant parfaitement dans le cadre de la nouvelle doctrine d'emploi des forces terrestres et dans celui de l'organisation générale actuelle de l'Armée de terre.

Cette disparition de la division en tant que grande unité permanente a été vécue par certains comme une véritable trahison du principe divisionnaire séculaire. Ce jugement paraît bien sévère sinon faux quand on revient à l'étymologie du mot (fractionnement) ou quand, plus sérieusement, on étudie le rôle de cette grande unité dans l'emploi des forces terrestres et dans la manœuvre² en particulier. Ce 34^e numéro d'Objectif Doctrine et les 9^{es} cahiers du RETEX qui l'accompagnent ont pour but de mieux faire connaître cette nouvelle division française dont le manuel d'emploi vient d'être révisé en 2001. Dans la rubrique Doctrine sont ainsi présentés les principes et modes d'action de cette grande unité, sa constitution en vue d'un engagement, l'exercice de son commandement dans un cadre multinational. Ces articles sont complétés par ceux de la rubrique Etranger, qui nous font mieux connaître les grandes unités alliées du même niveau, et par certains articles de la rubrique Libres réflexions qui donnent des éclairages différents non seulement sur l'emploi de la division, mais aussi sur la préparation de son action en abordant des sujets tels que la taille des P.C. actuels et les méthodes et outils d'aide à la décision. Les cahiers du RETEX livrent quant à eux les enseignements d'une opération (SALAMANDRE en 1996) et des trois premiers exercices GUIBERT³ au niveau de la division.

1. AAP-6 (ratifié par la France et repris dans le TTA 106 – Manuel d'emploi de termes, sigles et signes conventionnels militaires).

2. "Emploi des forces sur le champ de bataille combinant le mouvement avec le feu effectif ou potentiel en vue de se mettre en position favorable par rapport à l'ennemi pour accomplir la mission donnée" (AAP-6).

3. Joués en 1999, 2000 et 2001. Les exercices GUIBERT ont pour but d'entraîner les PC de division de classe OTAN mis sur pied à partir des EME.

The Division

This term, which, in the French Army and within NATO¹, designates "a major unit (US) - or formation (GB), which organically includes the branches and services necessary to fight during some duration which is placed between the corps level and the brigade one (or battalion)", appeared in the "General Essay on Tactics" by GUIBERT in the 18th century, which established the division principle. This principle, which recommended an army in the field to be broken down into "divisions", and whose main purpose was to simplify orders of march, and thus, to facilitate as well as to accelerate the movements through which an army could take an order of battle", had in fact revolutionized not only armies' strategic and tactical movements, but also their maneuver. This division principle, progressively adopted by all Western armies, was applied, not only in the field (in operations, if we use modern vocabulary), but also in peacetime, in order to allow a better operational preparation, and also to meet the increasing administrative requirements of standing armies.

The division, a combined-arms major unit right from the start, had went through many task organizations according to times and countries, which have always been a compromise between on the one hand the missions and COAs (Courses of Action) that were intended to be given to this major unit, and on the other hand the means in manpower and equipment granted to it – these means being often the deciding factor, even during a conflict. The new French division, which, for traditionalists, could be referenced under the name of "Division 1999", if we refer to the year when the three force headquarters (EMF) have been set up, or under the name of "Division 2000", if we want to highlight its innovative character, is still an essential Command and Control echelon, but it has become a temporary operational entity, perfectly falling within the scope of the new land forces' employment doctrine, and within that of the Army's general organization.

This extinction of the division, as a standing major unit, was lived by some people as a true betrayal towards the secular division principle. This statement could seem quite severe if not wrong when we refer to the word's etymology (dividing up), or when more seriously, we study the missions of this major unit within the employment of land forces and more specifically within maneuver². This 34th issue of "Objectif Doctrine" and the inserted 9th "Lessons Learned Handbooks", aim at letting this new French division be better known, which employment's FM has just been revised in 2001. Thus, this major unit's principles and COAs are presented in the "Doctrine" heading, as well as its building up for commitment, and its command exercising within a multinational framework. These articles are supplemented by those of the "Foreign Studies" heading, which let us better know the allied major units operating at the same level, and by some articles in the "Freedom of Speech" heading, which provide different approaches, not only on the division's employment, but also on the preparation of its action, by tackling issues such as the size of current CPs³, as well as decision-making methods and tools. As for "the RETEX handbooks", they provide the lessons learned from one operation (SALAMANDER in 1996), as well as the lessons from the first three GUIBERT³ exercises.

1. AAP-6 (ratified by France and included in TTA (French FM) 106 – Manual to use military).

2. "Commitment of land forces in the field combining movement with current or planned fires, in order to be in a favorable position towards enemy forces to achieve tasked missions. (AAP-6).

3. Carried out in 1999, 2000 and 2001. The GUIBERT exercises aim at training NATO-class Division's CPs, set up from Land Force HQs.

Bien sûr, cette division qui vous est présentée n'a pas été testée "en grandeur réelle" dans des actions de haute intensité dans le cadre du mode opératoire de la coercition de forces. Mais faut-il qu'elle ait livré ses premiers combats pour être déclarée opérationnelle ? Les conflits passés et notamment la 2^e guerre mondiale ont vu une adaptation permanente des structures et des modes d'action des grandes unités, ainsi que de leurs rôles dans la manœuvre. Ainsi la Panzerdivision allemande, outil majeur de ce l'on a appelé la Blitzkrieg, est passée d'une structure 1940, prévue pour l'offensive, la rupture (deux régiments de chars à chacun deux bataillons, deux régiments d'infanterie portée à deux bataillons) à une structure 1945, mieux adaptée à l'attitude défensive qu'elle avait dû adopter sur le front de l'est (un régiment de chars à deux bataillons, deux régiments d'infanterie blindée à deux ou trois bataillons dotés de nombreuses armes collectives à haute cadence de tir et d'armes antichars puissantes, dont les canons automoteurs qui ont pris la même importance que les chars).

Dans le domaine opérationnel, en maîtrise de la violence d'abord, la division française actuelle, constituée le moment venu pour assurer une mission donnée, tout en étant apte à faire face à toute nouvelle situation, remplit le rôle qu'on lui a donné. Dans une opération de coercition, cette division, grâce à sa puissance et à la souplesse donnée par ses structures (normalement quatre brigades à chacune quatre groupements tactiques interarmes⁴), devrait pouvoir réellement manœuvrer au sein du corps d'armée ou de la composante terrestre auxquels elle peut appartenir et qui peuvent comprendre aussi plusieurs divisions.

Le choix d'organisation fait reflète logiquement ce que beaucoup ont appelé la redécouverte de la manœuvre, dans des zones d'action qui ne sont plus liées à des "volets de manœuvre" figés par l'emploi du feu nucléaire. Pour la première fois depuis longtemps, les forces terrestres françaises devraient pouvoir, "si le souffle de malheur se déchaîne sur nos têtes" comme le dit la Galette, chant de tradition des Saint-Cyriens, manœuvrer aux trois niveaux de commandement des grandes unités (corps d'armée ou composante terrestre, division et brigade), et même à tous les niveaux si l'on inclut ceux des groupements et sous-groupements tactiques. En effet, dans les conflits du passé (ou lorsqu'on s'y préparait, par exemple pendant la guerre froide), les structures données aux grandes unités (Si l'on se réfère au chiffre idéal de cinq de Napoléon : quatre pions de manœuvre plus les appuis/soutiens) ont rarement permis de manœuvrer à tous les échelons et cette capacité de manœuvre n'existait réellement souvent qu'à des niveaux élevés : corps d'armée pour l'armée du Premier Empire, armée pendant la 1^{ère} guerre mondiale, parfois groupe d'armées pendant la seconde.

Dans le domaine organique, le choix fait lors de la refondation de l'Armée de terre, avec la création des EMF, noyaux de P.C. de division de type OTAN, nous a éloigné du modèle divisionnaire classique qu'ont conservé nos principaux alliés. Seule la brigade a été maintenue "avec pour mission permanente la préparation opérationnelle et de manière circonstancielle, l'engagement au combat des unités qui la composent ou qui lui sont confiées"⁵.

Ce choix, fait dans un contexte particulier, celui des opérations de soutien de la paix, mais aussi de la réduction du format des forces, pourrait sans doute être revu si, dans un monde encore plus instable, les actions de coercition de forces reprenaient de l'importance. Au lieu du niveau brigade, qui ne met en œuvre dans l'espace de bataille que six des dix fonctions opérationnelles (commandement, systèmes d'information et de communication ou télématique, renseignement, contact, combat indirect et agencement de l'espace terrestre), ne faudrait-il pas alors privilégier à nouveau le niveau division, qui, lui, peut assurer toutes les fonctions opérationnelles, et, dans ce cas, pour faciliter la préparation opérationnelle, recréer des divisions organiques ?

La rédaction

4. Cf. TTA 904 – Manuel d'emploi de la brigade interarmes générique.

5. Charte de l'Armée de terre – chapitre 1.

Of course, this division, which is described, has not been tested "in real size" during high intensity operations within the framework of the force coercion's operating mode. But should it have to fight once to be declared operational? Last conflicts, and especially WWII, showed a permanent adaptation of the structures and COAs of the major units, as well as of their roles in the maneuver. Thus, the German Panzerdivision, a major tool of the so-called "Blitzkrieg", shifted from a 1940 structure - organized for offense and breakthrough (two tank regiments with two battalions each, two mounted infantry regiments battalions with two half battalions each) - to a 1945 structure, more fitted for the defense posture that it had to adopt on the Eastern front (one tank regiment with two battalions, two armored infantry regiments with two or three battalions, equipped with many collective weapons with a high rate of fire and with powerful anti-tank weapons, among which SP (Self-Propelled) guns which gained the same importance as tanks).

In the operational field, first in violence mastering operations, the current French division, set up at the right time to carry out a fixed mission, while being able to meet any new situation, is fully playing the role it was given. In coercion operations, thanks to its combat power and to the flexibility provided by its structures (normally four brigades with four Combined-Arms Task Forces⁴, this division should really be able to operate within a corps or within the land component to which it may be attached, and that could include also several divisions.

Selecting one organization logically reflects what many people called the maneuver rediscovery, in engagement areas, which are no longer linked to planning phases frozen by the employment of nuclear fires. First since a long time, and in the event of having the same situation, as described by "la Galette" – a Saint-Cyr traditional song: "if the wind of misfortune blows out on our heads", the French land forces should be able to operate at the three levels of command related to the major units' (Corps or land component, division and brigade), and even at all levels, if we include those of TFs (Task Forces) and company teams. Indeed, in the conflicts of the past (or when we prepared to them, for example during the cold war), the structures given to the major units have rarely allowed to operate at all the echelons (if we refer to the ideal figure of five provided by Napoleon: four maneuver units, plus combat support and combat service support units), and this maneuver capability was really only existing at higher levels: the Corps for the Ist Empire's Army, the Army during the First World War, sometimes the AG (Army Group) during WWII.

In the organization field, the choice made at the time of the French Army's radical reform, with the creation of Force HQs', which are the core of NATO-type divisional CPs, has moved us away from the conventional divisional model that our main allies have kept. Only the brigade has been kept with "as a permanent mission the operational preparation, and as a contingency one the commitment of its organic or attached units"⁵.

This choice, carried out in a specific context – that of PSOs (Peace Support Operations), but also that of forces' downsizing – could undoubtedly be reviewed reexamined if, in an even more unstable world, force coercion operations were becoming about to grow more important. Instead of the brigade level, which only implements six out of the ten operational functions in the maneuver battle area (C2, CIS or CIT, intelligence, contact battle, indirect combat and ground space management), then why should we not favor the divisional level again, as it is the one able to carry out all the operational functions, and in this case, re-create organic divisions, to facilitate operational preparation readiness?

The editorial staff

4. See TTA 904 - Manual of employment of the generic combined-arms brigade.

5. French Army's Charter - chapter I.

Doctrine

Emploi de la division française

par le colonel Opplert,
CREDAT/B1

LA RESTRUCTURATION DE L'ARMÉE DE TERRE ET LE NOUVEAU CONTEXTE D'ENGAGEMENT DES FORCES TERRESTRES ONT ENTRAÎNÉ L'ABANDON DE LA DIVISION EN TANT QU'ENTITÉ ORGANIQUE PERMANENTE. TOUTEFOIS, EN TANT QU'ENTITÉ OPÉRATIONNELLE TEMPORAIRE, CONSTITUÉE POUR REMPLIR UNE MISSION DE CIRCONSTANCE, LA DIVISION RESTE UN ÉCHELON DE COMMANDEMENT ESSENTIEL DANS CERTAINES OPÉRATIONS.

LA DIVISION "GÉNÉRIQUE" D'AUJOURD'HUI PÉRENNISE LES FONDEMENTS DU PRINCIPE DIVISIONNAIRE ÉDICTÉ PAR LE COMTE DE GUIBERT À LA FIN DU XVIII^e SIÈCLE, QUI CONSACRE LE CARACTÈRE INTERARMES DES FORCES TERRESTRES, ET SURTOUT PRÔNE LEUR ARTICULATION EN FRACTIONS POUR FACILITER LEUR MOUVEMENT, LEUR DÉPLOIEMENT, LEUR ENGAGEMENT ET LEUR SOUTIEN. C'EST UNE GRANDE UNITÉ CAPABLE DE MENER SIMULTANÉMENT DES ACTIONS AU CONTACT, DANS LA PROFONDEUR ET SUR LES ARRIÈRES DE SA ZONE D'ACTION. FORTE DE 15 À 20 000 HOMMES, ELLE COMPREND TROIS OU QUATRE BRIGADES INTERARMES (DE PRÉFÉRENCE QUATRE, EU ÉGARD À LA SOUPLASSE D'EMPLOI AINSI OFFERTE), DONT UNE OU DEUX¹ ALLIÉES, ET DES ÉLÉMENTS D'APPUI ET DE SOUTIEN DIVISIONNAIRES (EASD). ELLE PEUT ÊTRE RENFORCÉE PAR DES ÉLÉMENTS SPÉCIALISÉS DE L'ÉCHELON SUPÉRIEUR. ELLE MET EN ŒUVRE L'ENSEMBLE DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES TERRESTRES. L'EMPLOI DE CETTE DIVISION S'INSCRIT DANS LE CADRE DE LA DOCTRINE D'EMPLOI DES FORCES TERRESTRES (TTA 901), QUI PRÉVOIT LE DÉCOUPAGE EN PHASES DES OPÉRATIONS : PRÉPARER PUIS PROJETER, PRENDRE L'INITIATIVE, EMPORTER LA DÉCISION, RÉORGANISER ET, LE CAS ÉCHÉANT, SE DÉSENGAGER. LE CŒUR DE SON ENGAGEMENT SE SITUE DANS LA PHASE DE RECHERCHE DE LA DÉCISION ET DE L'EXÉCUTION D'ACTIONS DÉCISIVES DONT LE BUT EST DE REMPORTEUR UNE VICTOIRE MILITAIRE, OU DE MAÎTRISER UNE SITUATION DE CRISE, EN NEUTRALISANT OU EN DÉTRUISANT LES CENTRES DE GRAVITÉ ADVERSES.

LES PRINCIPES ET MODES D'ACTION QUI GUIDENT L'EMPLOI DE LA DIVISION SONT SPÉCIFIQUES AU MODE OPÉRATOIRE DOMINANT DE L'INTERVENTION. ILS DOIVENT NÉANMOINS PRÉSERVER SES APTITUDES À LA RÉVERSIBILITÉ DES SITUATIONS. MAIS ILS DÉPENDENT D'ABORD DE LA PLACE ET DU RÔLE DE LA DIVISION ET DU CONTEXTE DE L'ENGAGEMENT.

Place et rôle de la division

Bien que définie de "classe OTAN", dans un souci d'interopérabilité avec nos Alliés, la division se caractérise moins par son volume que par sa vocation à mettre en œuvre la quasi-totalité des fonctions opérationnelles.

En effet, la division est située normalement à un échelon intermédiaire entre celui de la brigade interarmes et celui d'un corps d'armée ou d'une composante terrestre de théâtre (JFLCC)². Elle constitue le niveau de conception et de conduite des opérations où se combinent les fonctions opérationnelles intégrantes (commandement, renseignement, logistique et SIC) et d'engagement (contact, combat indirect, défense

antiaérienne, agencement de l'espace terrestre). Elle doit être en mesure de mettre en œuvre les fonctions d'environnement (communication opérationnelle, actions civilo-militaires).

Par ailleurs, le rôle de la division dépend aussi du niveau auquel elle est placée et donc des responsabilités qui lui sont confiées. En effet, si elle assure en même temps le commandement de la composante terrestre de théâtre, la division peut être amenée à assumer des responsabilités du niveau tactico-opératif, voire opératif, en plus de ses responsabilités du niveau tactique liées à l'emploi des moyens de combat.

Le contexte de l'engagement

Avec la fin des blocs et le renouveau de la stratégie d'action, la menace actuelle est

surtout caractérisée par la multiplication et la diversification des facteurs et des acteurs de crise. Les forces adverses auxquelles une division peut être confrontée, dans le cadre d'une opération nationale ou multinationale, sont de nature et de capacité opérationnelle très différentes. Elles peuvent être regroupées en deux catégories : les forces armées nationales et / ou les factions et les bandes armées institutionnelles ou non.

(1) La présence de deux brigades alliées n'est concevable que si la division est constituée de quatre brigades.

(2) Joint Force Land Component Command, composante terrestre couramment désignée par le sigle LCC (Land Component Command) qui désigne également le commandement de cette composante.

Doctrine

The French division employment

*by colonel Opplert,
CREDAT/BI*

THE ARMY REORGANIZATION AND THE LAND FORCES NEW ENGAGEMENT FRAMEWORK HAVE LED TO ABANDON THE DIVISION LEVEL AS A PERMANENT ORGANIC ENTITY. HOWEVER, AS A TEMPORARY OPERATIONAL UNIT, SET UP TO CARRY OUT A SPECIFIC CONTINGENCY MISSION, THE DIVISION REMAINS AN ESSENTIAL COMMAND LEVEL FOR SOME TYPES OF OPERATIONS. TODAY'S "GENERIC" DIVISION HAS KEPT THE FUNDAMENTALS OF THE DIVISIONAL PRINCIPLES THAT HAD BEEN ESTABLISHED BY COUNT DE GUIBERT AT THE END OF THE 18TH CENTURY AND WHICH EMPHASIZED THE LAND FORCES COMBINED ARMS CHARACTER, AND, ABOVE ALL, RECOMMENDED TO FRACTION THEM IN ORDER TO FACILITATE THEIR MOVEMENT, DEPLOYMENT, ENGAGEMENT AND SUPPORT.

THE DIVISION CONSTITUTES A MAJOR COMBAT UNIT ABLE TO CONDUCT SIMULTANEOUSLY COMBAT ACTIONS, AT THE CONTACT, IN THE DEPTH AND IN THE REAR OF ITS ZONE OF ACTION. 15 TO 20,000 MEN STRONG, IT INCLUDES 3 TO 4 COMBINED ARMS BRIGADES (PREFERABLY 4, BECAUSE OF THE EMPLOYMENT FLEXIBILITY IT PROVIDES), AMONG WHICH ONE OR TWO ALLIED ONES, IT ALSO INCLUDES DIVISIONAL SERVICE SUPPORT AND COMBAT SUPPORT UNITS. IT CAN BE REINFORCED WITH SPECIALIZED ELEMENTS FROM THE ABOVE ECHELON. THIS DIVISION IMPLEMENTS THE ENTIRE SCOPE OF THE LAND OPERATIONAL FUNCTIONS.

THIS DIVISION'S EMPLOYMENT IS PART OF THE OVERALL LAND FORCES EMPLOYMENT DOCTRINE (TTA 901) THAT ORGANIZES THE OPERATIONS PHASING: TO PREPARE, DEPLOY, SEIZE INITIATIVE, WIN THE DECISION, REORGANIZE AND POSSIBLY GET DISENGAGED. THE CORE OF ITS ENGAGEMENT IS WITHIN THE PHASES CONCERNING THE PREPARATION FOR THE DECISION WINNING AND THE EXECUTION OF DECISIVE ACTIONS, THE AIM OF WHICH BEING TO WIN A MILITARY VICTORY BY NEUTRALIZING OR DESTROYING THE OPPONENT'S CENTERS OF GRAVITY.

THE PRINCIPLES AND COURSES OF ACTION THAT GUIDE THE DIVISION'S EMPLOYMENT DEPEND SPECIFICALLY ON THE MAJOR MODUS OPERANDI OF THE INTERVENTION. THEY MUST HOWEVER PRESERVE A CAPABILITY OF REVERSING THE SITUATION. BUT THEY DEPEND FIRST ON THE DIVISION'S POSITION AND ROLE AS WELL AS ON THE ENGAGEMENT ENVIRONMENT.

THE DIVISION'S POSITION AND ROLE

Although our division has been classified as "NATO class division" in order to be interoperable with our allies, it is less characterized by its size than by its ability to implement almost all the operational functions. As a matter of fact, the division is usually described as being the intermediate command level between the combined arms brigade and the corps or the equivalent Joint Force Land Component Command (JFLCC).

It constitutes the level of operations conception and conduct, where can be combined the integrating operational functions (command and control, Intel, Logistics and CIS) with the combat functions (contact, indirect fires, air

defense, ground space management). It must also be able to operate the environmental functions (operational communication and CIMIC). In addition the division's role depends also on the level to which it is positioned and thus on the responsibilities that are entrusted to it. As a matter of fact, if the division is also in charge of the theater LCC command and control function, it may be led to assume responsibilities at the tactical-operational or even operational level, in addition to the regular tactical responsibilities that are linked to its combat means.

THE ENGAGEMENT CONTEXT

With the termination of the East West Blocks opposition and the renewal of the action strategy, the current threat is

mostly characterized by the multiplication and the diversification of the crises factors and actors. Opponent forces, to which a division can be confronted, within the framework of a national or multinational operation, can be very different either in nature or in their operational capabilities. They can be regrouped within two categories: national armed forces and/or factions and armed groups which may be institutional or not.

Armed forces of most countries in the world are characterized by a great variety as far as quality and quantity are concerned. Some conventional forces seem to be equivalent to the French armed forces as far as volume and nature are concerned. They are however equipped with outdated pieces of equipment. They may be supported by paramilitary forces whose training level is sometimes higher.

Doctrine

Les forces armées de la plupart des pays du monde se caractérisent par une grande diversité quantitative et qualitative. Certaines armées conventionnelles paraissent équivalentes à l'armée française en volume et en nature. Elles sont cependant souvent équipées de matériels anciens. Elles peuvent être soutenues par des forces paramilitaires dont le niveau d'entraînement leur est parfois supérieur. Les bandes ou factions armées sont aisément mobilisables et rapidement disponibles, elles peuvent compter de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de combattants. Elles sont généralement dotées de matériels disparates. Leur niveau d'entraînement est variable mais leur motivation est souvent forte.

A l'évidence, quelles que soient les forces adverses, il faut intégrer certaines données déterminantes, en particulier le nationalisme exacerbé des populations, source d'agressivité chez l'adversaire, la difficulté du milieu physique, facteur de résistance du défenseur et l'existence d'armes de destruction massive dans l'arsenal adverse, cause d'imprévisibilité de l'évolution du cours de la crise.

LES MODES D'ACTION DE LA DIVISION

Le contexte d'engagement peut mettre la division en situation d'avoir à conduire deux types d'opérations décisives, des opérations relevant du mode opératoire "maîtrise de la violence", et des opérations classiques de combat relevant du mode opératoire "coercition de forces".

Les modes d'action dans le cadre de la maîtrise de la violence visent à la sécurisation d'un environnement par le biais de la dissuasion, du contrôle et de la riposte. Il s'agit du contrôle de zone, du

contrôle de zone urbaine, de l'interposition, du confinement d'une menace dans une zone (voir le schéma p. 12), du regroupement de factions, de l'interdiction de zone, du raid, de l'évacuation de communautés menacées. En maîtrise de la violence, le cadre de l'action militaire est constitué par une implication généralement forte de la communauté internationale, une composante politico-militaire déterminante, une prise en compte difficile mais indispensable de la notion de centre de gravité appliquée aux protagonistes, non pas évidemment pour conduire une "bataille" mais, au contraire, pour moduler et doser l'action, un impératif évident mais contraignant de "violence maîtrisée" pour les forces engagées, et une dimension civilo-militaire indispensable au retour à la paix.

Les modes d'action de la division s'appuient alors sur les principes de base de la tactique (sûreté, liberté d'action, économie des forces) et reposent sur un certain nombre de principes spécifiques qui sont :

- la nécessaire mais délicate "insertion de la force dans son milieu", eu égard aux impératifs résultant notamment de l'obligation de ne pas être assimilé à une force d'occupation ;
- les différentes "maîtrises" à assurer à des degrés variables selon le mode d'action mais de façon quasi-permanente : maîtrise des espaces (humain et structurel, zones et réseaux), des mouvements de masse, des armements, de la force et des forces (manœuvre d'intimidation, d'avertissement, d'inhibition ou de déception), de l'information et de la communication, de l'urgence humanitaire et du rétablissement de la vie de la cité ;
- une fréquente organisation du type "commandement de secteur",

compte tenu de l'importance prise par les facteurs territoriaux ;

- une action sur le terrain et un soutien logistique s'inscrivant dans la durée ;
- une grande attention à apporter à la sauvegarde des unités, étant donné le risque permanent de débordement et de recours à la force, ne serait-ce que dans le cadre de la légitime défense ;
- la prise en compte des inévitables contraintes d'emploi notamment générées par la présence de formations alliées au sein de la division, eu égard aux aptitudes possédées par celles-ci et aux délégations de commandement accordées.

Les modes d'action à caractère offensif ou défensif dans le cadre de la coercition sur des forces adverses visent à détruire ou neutraliser celles-ci par le combat. Il s'agit de la reconnaissance offensive, de l'attaque, du raid, de la couverture, de la défense mobile, de la défense ferme.

Avec la fin de la guerre froide, le retour de la stratégie d'action, marquée par le découplage du nucléaire et des forces terrestres, s'est traduit par un renouveau de la manœuvre, en général, et des actions offensives, en particulier. Dans ce nouveau contexte, la recherche de la décision tactique redevient le but de la manœuvre de la division, dont le succès dépend de la réunion de conditions spécifiques et de la définition d'objectifs appropriés.

Ainsi, à la notion d'effet majeur (effet à obtenir, appliqué dans l'espace et dans le temps), s'ajoute la notion capitale de centre de gravité. Ce renouveau de la manœuvre impose de redimensionner les zones d'action. Dans le cas d'un engagement à dominante "coercition sur des forces adverses", la division se déploie sur un front d'environ 60 km et sur une profondeur de l'ordre de 120 km, hors zone de brigades, celles-ci se déployant dans un espace de 30 sur 40 km.

Doctrine

Armed groups or factions can be easily mobilized and rapidly available; they may include from a couple of thousands combatants to several tens of thousands. They are often equipped with disparate pieces of equipment. Their training level is uneven but their motivation is often strong.

Obviously, whatever the opponent forces may be, some determining data have to be integrated, especially the aggravated nationalism of the populations, which is a source for fierceness among the opponents, the harshness of the physical environment constitutes a factor of resistance for the defending party, and the presence of weapons of mass destruction within the opponent's inventory which is a cause for making the crisis evolution unpredictable.

THE DIVISION'S COURSES OF ACTION

The engagement's context may lead the division to conduct two types of decisive operations, operations belonging to the violence mastering class and more conventional combat operations that belong to the coercion type. The mastering of the violence courses of action aim at securing an environment by the use of deterrence, control and response.

Controlling a zone, controlling an urbanized area, interposition, containing a threat in an area (figure p. 13), regrouping of factions, zone interdiction, raids, and evacuation of threatened communities. Within violence mastering operations, the military action framework is characterized by a generally strong involvement of the international community, a determining POLMIL component, a difficult but essential taking into account of the center of

gravity concept applied to the protagonists, obviously not to conduct a battle but, on the contrary, to understand how the action can be adjusted and balanced; this brings in an obviously imperative but very demanding characteristic of "mastered violence" for the committed forces, and a CIMIC dimension essential to restore peace.

The division's courses of action are then based on the tactics basic principles (safety, freedom of action, economy of forces) and on some specific principles, i.e.:

- *the necessary but very sensitive "integration of the force in its environment", especially because it must not be confused with an occupying force;*
- *the different "mastering" that have to be accomplished at various levels depending on the course of action, but on an almost permanent basis: mastering the areas (human and structural, zones and networks), mastering mass movements, armaments, use of force and forces (intimidating, warning, inhibition or deception maneuvers), mastering information and communication, mastering humanitarian emergencies and city life restoration;*
- *frequently, a territorial sector type organization considering the weight of the territorial factors;*
- *the need for sustained action and logistical support within a long lasting duration;*
- *the importance of the force protection considering the permanent risk of being by-passed and that force might be used, even if it is only in a self defense framework;*

- *The taking into account of the unavoidable employment limitations especially those caused by the allied units presence within the division, because of the abilities they might have or because of the command arrangements that have been established.*



The coercion offensive or defensive courses of action aim at destroying or neutralizing opposing forces by combat operations. They include the offensive reconnaissance, the deliberate or hasty attack, the raid, the covering action, the delaying action and the in-place defense.

With the end of the Cold War, the return toward the action strategy, characterized by decoupling the nuclear from the ground forces, brought a renewal of the maneuver and more especially of the offensive actions. Within this new context, seeking the tactical decision is once again the ultimate goal of the division's maneuver, the success of which depending on the combination of specific conditions and the definition of appropriate objectives.

Thus, in addition to the "major effect" notion (an effect to be achieved, applied within space and time), comes the essential notion of "center of gravity". This maneuver renewal entails a resizing of the zones of actions. For a coercion-heavy type action, the division will be deployed over a 60 km front and a 120 km depth, without including the brigades' zones, which can reach about 30 by 40 km.

Besides, because of the approved command arrangements (TACOM, TACON, OPCON), the engagement of the allied brigades reinforcing the division will include more constraints than the national brigades one.

Doctrine

Par ailleurs, compte tenu des délégations de commandement accordées (TACOM, TACON ou OPCON), l'engagement de la ou des brigades alliées renforçant la division sera soumis à davantage de contraintes que celui des brigades nationales. A cet égard, il sera préférable de confier d'emblée une mission à la fois précise et appropriée à une brigade alliée, plutôt, par exemple, que de constituer une réserve avec celle-ci, au risque de devoir l'engager ultérieurement dans des conditions plus ou moins incompatibles avec les termes de l'accord. En outre, les préoccupations liées aux affaires civilo-militaires et à la communication opérationnelle ne sont pas absentes de ce mode opératoire caractérisé par des combats de haute intensité. La constitution de la division est spécifique à chaque engagement. Elle dépend de la répartition judicieuse des moyens à affecter aux différents niveaux d'action concernés (du corps d'armée ou composante terrestre de théâtre à la brigade), du volume des effectifs autorisés à être engagés par l'autorité politique, mais également de celle de la réversibilité potentielle des engagements de "la coercition de forces" à "la maîtrise de la violence", et inversement.

Pour concevoir et conduire sa manœuvre, le commandant de division dispose d'un système de PC dont la constitution et le déploiement sont adaptés aux conditions de l'engagement. Il s'articule le plus souvent autour de deux PC : un PCP (poste de commandement principal) et un PC avancé réservé destiné à assurer la continuité du commandement lors des bascules de commandement planifiées ou inopinées. Un PC tactique doit pouvoir être activé pour permettre au général de conduire une phase particulière de l'engagement.

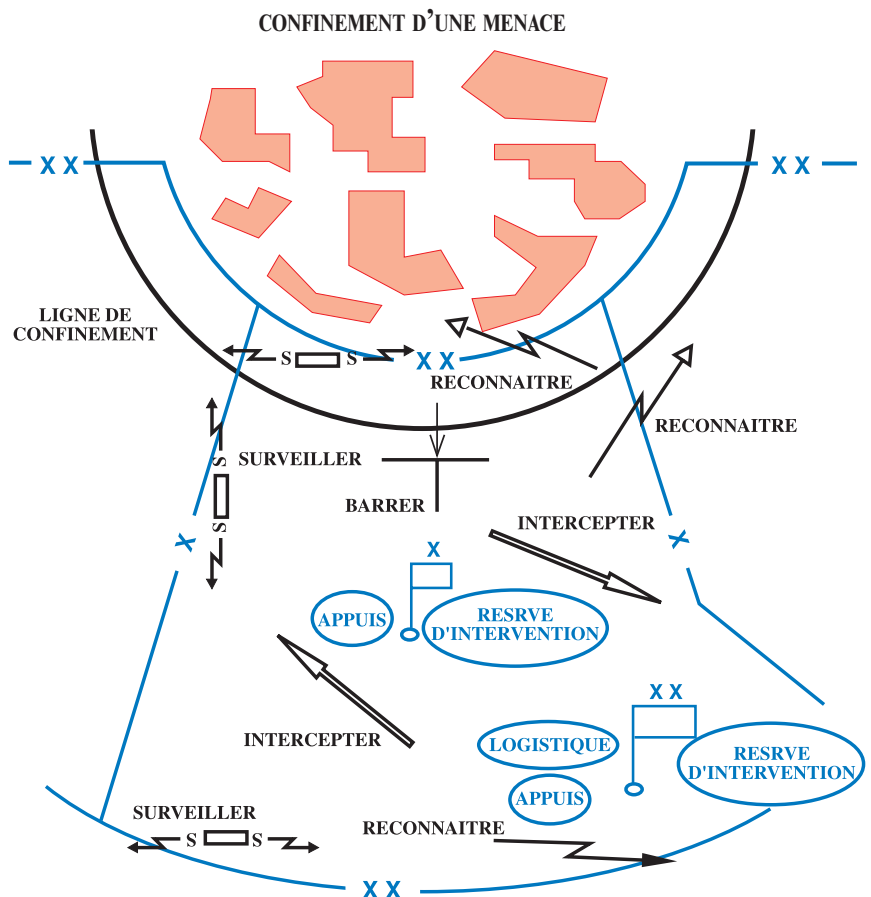
La division soutient sans intermédiaire ses unités, qu'elles appartiennent à une brigade ou à des éléments d'appui et de soutien divisionnaire (EASD). Les relations logistiques fonctionnelles qui

s'établissent entre ces unités et la division dépendent des types de soutien retenus (centralisé, décentralisé, adapté ou zonal). L'exécution de la manœuvre logistique planifiée, conçue et conduite par le bureau logistique de la division, incombe aux unités logistiques françaises et éventuellement étrangères, regroupées au sein de la base de soutien divisionnaire. Le schéma p. 14 montre un exemple d'échelonnement logistique en zone divisionnaire.

L'entité opérationnelle temporaire que constitue aujourd'hui la division dans l'architecture des forces susceptibles d'être projetées par la France en vue d'une opération constitue un compromis satisfaisant pour la manœuvre. Ses principes fondateurs ménagent en effet des impératifs que les

restructurations entreprises au cours des cinquante dernières années n'avaient pas réussi à concilier totalement : puissance, mobilité, protection. De surcroît, ils confèrent à la division des aptitudes à évoluer dans un contexte marqué par une dimension politique forte et une nécessaire coopération civilo-militaire. Grâce aussi à l'ensemble des fonctions opérationnelles qu'elle peut mettre en œuvre, la division permet au chef militaire de mieux exploiter une marge de liberté d'action parfois étroite. A notre époque en effet, les procédés d'exploitation et de conduite de la guerre ou de gestion de crise doivent pouvoir être nuancés. Mais ceci n'est pas nouveau et avait déjà été identifié comme un élément essentiel de la stratégie par le général Beaufre en 1955 ♦

EXEMPLE DE MODE D'ACTION DANS LE CADRE DU MODE OPERATOIRE «MAÎTRISE DE LA VIOLENCE»



Doctrine

For that reason, it will be often better to entrust an allied brigade with a precise and appropriate mission rather than, for instance, giving it a reserve role, at the risk of committing this unit later within conditions more or less incompatible with the established terms of the command agreement. In addition, the CIMIC and operational communication concerns are also present in that operating mode of action, characterized by high intensity fights.

The division's building up is specific to each type of engagement. It depends on the sound distribution of the assets to be assigned to the various levels of command concerned (from the Corps or Land Component Command to the Brigade), on the volume of forces to be committed permitted by the political decision-makers; but it also

depends on the potential reversibility of the type of action, from coercion to violence mastering or vice versa.

In order to conceive and conduct his maneuver, the division commander has at his disposal a command posts (CP) organization, the build up and the deployment of which being adapted to the engagement conditions. Most often, it consists of two CPs: a main CP and an advanced alternate CP dedicated to ensure a command continuity during the change of CP whether planned or not. A tactical CP must be available to allow the division commander to conduct a particular phase of the engagement.

The division supports directly its subordinate units, whether they belong to a brigade or to the divisional combat support or service support elements. The

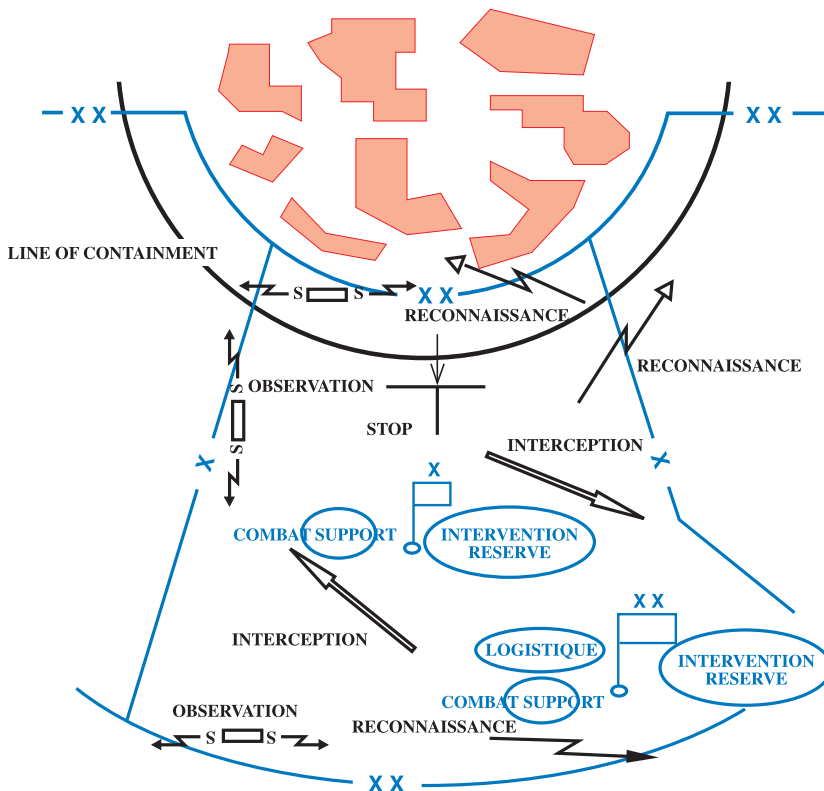
functional logistics relationships that exist between these units and the division depend on the selected type of support relation (centralized, decentralized, adapted or area support). The execution of the logistics maneuver, planned, conceived and conducted by the division's G4, resorts to the French or sometimes foreign logistical units regrouped within the division base. (Figure p.15 presents an example of a possible logistical disposition in the divisional area).



The division is now a provisional operational entity, part of the global architecture able to be deployed by France for an operation, it constitutes a rather satisfying arrangement for the maneuver. As a matter of fact, it is based on principles that were not fully reconciled by the various re-organizations that took place during the last fifty years: power, mobility and protection. In addition, they bring to the division capabilities to carry out its mission within a context heavily marked by a political dimension and a necessary CIMIC co-operation. Thanks to the wide spectrum of operational functions it can implement, the division allows the military commander to better exploit his freedom of action that is sometimes very limited. Nowadays, it is essential that the processes used to operate and conduct the war or crisis management could be balanced. But this is not new; it had already been identified as being an essential part of the strategy by general Beaufre in 1955 ■

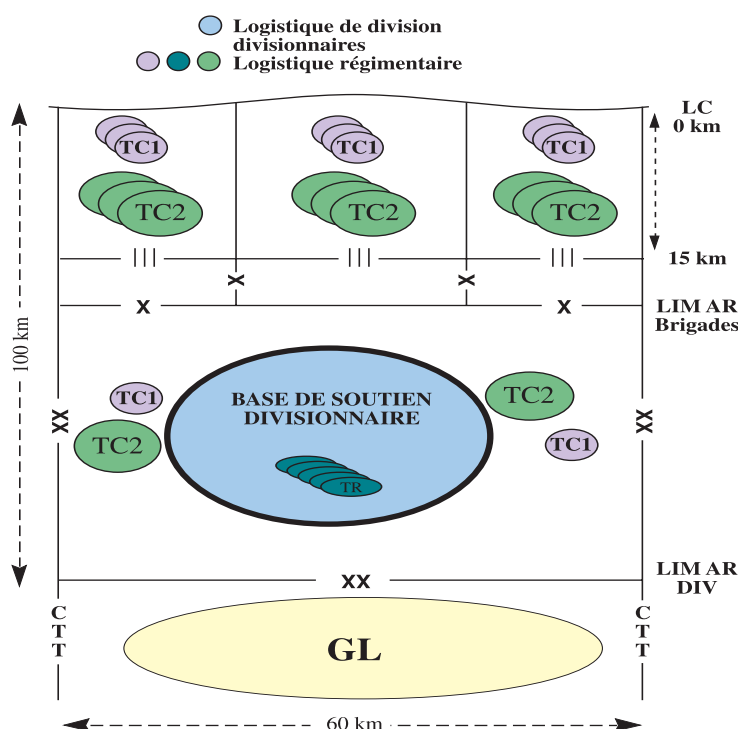
AN EXAMPLE OF A COURSE OF ACTION IN A « VIOLENCE MASTERING » SITUATION

containing a threat



Doctrine

EXEMPLE D'ÉCHELONNEMENT LOGISTIQUE EN ZONE DIVISIONNAIRE (DIVISION À 3 BRIGADES)



TC1 : Trains de combat des unités élémentaires.

TC2 : Trains de combat des régiments ou bataillons restés à proximité du PC de l'unité.

TR : Trains régimentaires regroupant le reste des moyens logistiques, dont la présence à proximité des unités n'est pas nécessaire.

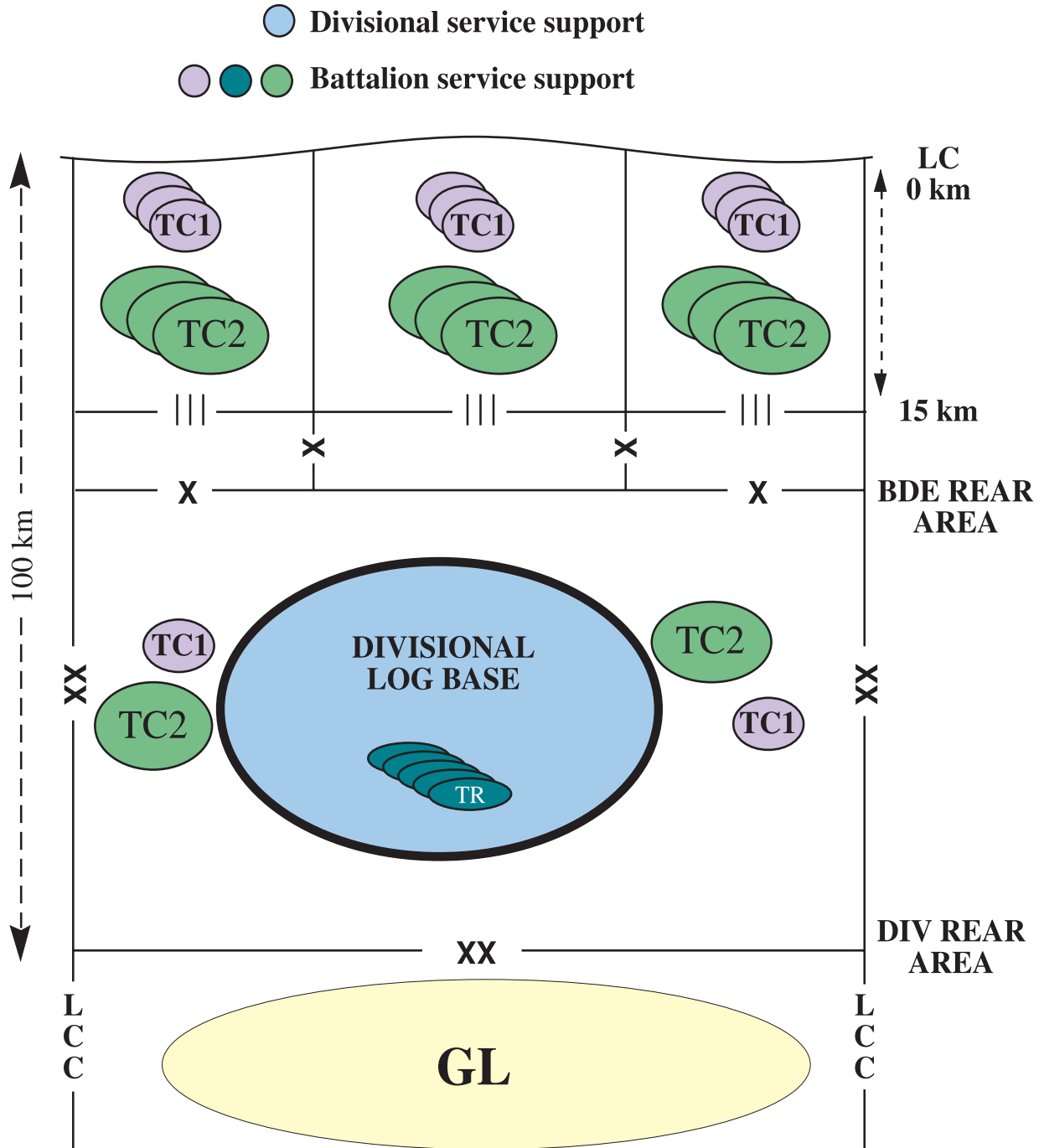
GL : Groupement logistique (responsabilité de la composante terrestre).

RECAPITULATIF DES PRINCIPAUX MANUELS ET TTA SUR LA DIVISION

TTA N°	INTITULÉ	DATE D'APPROBATION ou d'ÉDITION
TTA 903	Manuel d'emploi de la division	27 septembre 2001
SIC 903	Manuel d'emploi des SIC de la division	01 octobre 2001
IM 8000	Instruction ministérielle - constitution des forces	02 mars 1999
Manuel	Manuel d'emploi du système d'information de division et de brigade	En refonte
Manuel	Manuel d'emploi de la base divisionnaire	Edition 2001
Mémento	Mémento de fonctionnement des PC	Edition juin 1999
Mémento	Mémento d'organisation et de fonctionnement des PC de niveau 2	Edition 2000

Doctrine

EXAMPLE OF A LOGISTIC IN A DIVISION ZONE (A DIVISION WITH 3 BRIGADES)



TC1 : Company size combat units' service support.

TC2 : Battalions' service support (remaining near the battalion's (CP).

TR : Complement of the Battalions' service support, the presence of which near the CP is not immediately necessary.

GL : LCC logistical Group.

Doctrine

La constitution d'une division en vue d'un engagement

par la division PLANS du commandement de la Force d'action terrestre (CFAT)

LES CHOIX STRATÉGIQUES ENGAGÉS PAR LA FRANCE DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX, ONT PROFONDÉMENT MODIFIÉ L'ORGANISATION DES FORCES TERRESTRES. LE RECOURS À LA MODULARITÉ D'UNE PART ET LA SÉPARATION ENTRE RESPONSABILITÉ ORGANIQUE ET OPÉRATIONNELLE D'AUTRE PART, ONT AINSI ENTRAÎNÉ LA DISPARITION DE LA DIVISION EN TANT QUE STRUCTURE ORGANIQUE PERMANENTE.

CES BOULEVERSEMENTS N'ONT CEPENDANT PAS SUPPRIMÉ LA DIVISION EN TANT QU'ÉCHELON OPÉRATIONNEL QUI, EN CAS D'ENGAGEMENT, CONSERVE SA DIMENSION INTERARMES ET REGROUPE LA TOTALITÉ DES FONCTIONS OPÉRATIONNELLES NÉCESSAIRES AU COMMANDEMENT, À LA CONDUITE ET AU SOUTIEN DES OPÉRATIONS.

La grande variété de contextes dans lesquels peut s'inscrire l'action de la division (conflit ouvert, gestion post conflit, force multinationale ou nationale...) implique des capacités et des volumes de forces variables. Dans l'hypothèse où l'Armée de terre aurait à constituer une telle unité, il serait alors impératif de conduire un processus de réflexion et d'analyse permettant de mettre sur pied un outil disposant de toutes les capacités requises pour la bonne exécution de la mission.

Ce processus qui répond au nom de **planification opérationnelle** est initié par l'état-major des armées et se déroule selon une méthode standardisée¹ qui

permet de mener simultanément les planifications de niveau stratégique, opératif et tactique ; la cohérence globale est assurée par de nombreuses itérations qui, au terme du processus, garantissent l'adéquation entre les moyens mis en œuvre et la mission donnée (voir figure 1).

Bien que la génération de force soit conduite au niveau stratégique, il est toutefois fait appel à l'expertise de l'armée de terre pour la constitution de la composante terrestre. Cette phase de planification est conduite au sein du commandement de la force d'action terrestre (CFAT) par le groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle (GPPO) qui, en liaison étroite et

permanente avec les organismes interarmées, associe toutes les composantes des forces terrestres à l'élaboration de structures de la division.

Après avoir rappelé les principes généraux de la modularité dans le cadre de la mise sur pied d'une division, cet article exposera comment la méthode de planification employée au sein des forces terrestres permet de garantir la cohérence entre le contexte opérationnel, la mission et l'organisation.

(1) Méthode interarmées d'appréciation et de raisonnement sur une situation militaire (MARS).

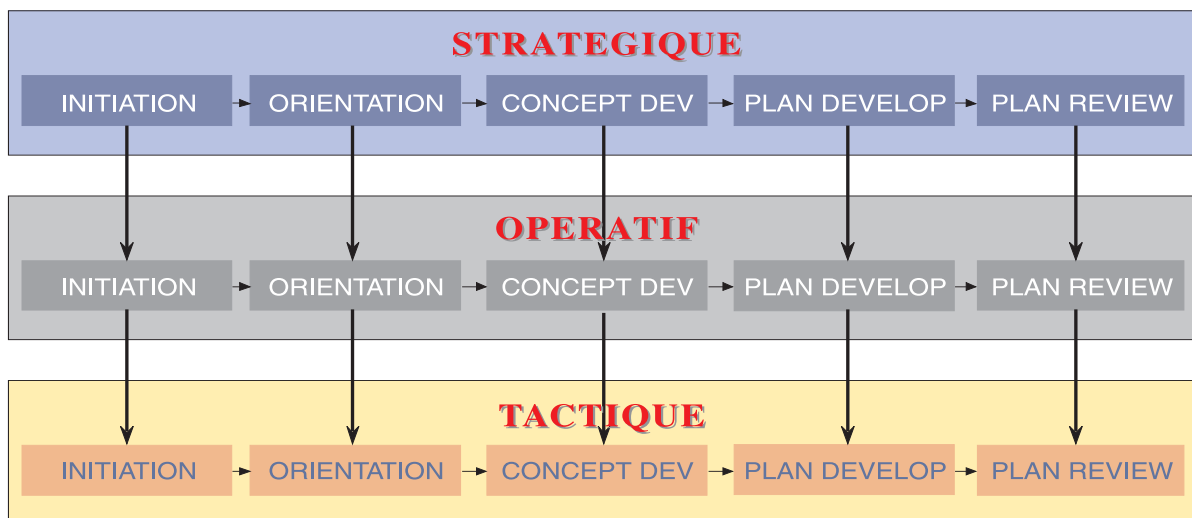


Figure 1 : Planification parallèle

Doctrine

Setting up a division with a view to a commitment

by the planning Division of the French Land Force Command

THE STRATEGIC CHOICES CARRIED OUT BY FRANCE IN THE NINETIES HAVE DEEPLY MODIFIED THE ORGANIZATION OF THE LAND FORCES. ON THE ONE HAND THE USE OF THE PRINCIPLE OF MODULARITY (TAILORING) AND ON THE OTHER HAND THE SEPARATION BETWEEN ORGANIC AND OPERATIONAL RESPONSIBILITIES HAVE THUS RESULTED INTO THE EXTINCTION OF THE DIVISION AS A PERMANENT ORGANIC STRUCTURE. HOWEVER, THESE UPHEAVALS HAVE NOT DELETED THE DIVISION AS AN OPERATIONAL LEVEL, WHICH, IN THE EVENT OF A COMMITMENT, PRESERVES ITS COMBINED-ARMS DIMENSION, AND REGROUPS THE WHOLE OF THE OPERATIONAL FUNCTIONS NECESSARY TO COMMAND, CONDUCT AND SUPPORT OPERATIONS.

The large variety of contexts within which division's operations can take place (open conflict, post-conflict management, national or multinational force) implies varied capabilities and forces' strength. According the assumption that the French Army would have to set up such a unit, it would then be imperative to conduct a study and analysis process making possible to set up a tool having all the capabilities required to successfully carry out the mission.

This process, whose name is **operational planning**, is launched

by the joint general staff and is carried out according to a standardized method¹ allowing to carry out planning at strategic, operational and tactical levels simultaneously; the global coherence is carried out ensured through numerous iterations, which guarantee the adequacy between the implemented assets and the ordered mission once the process is achieved (see figure 1).

Although the force generation process is carried out at strategic level, the Army's expertise is however used to set up the land force component. This planning phase is carried out within the Land Forces Command (CFAT) by the Pluridisciplinary Operational

Planning Group (POPG), which, in close and permanent contact with the joint organizations, associates all the components of the land forces to the development of the division's task organization. After having reminded us of the general principles for tailoring forces within the framework of a division's building up, this article will present how the planning method used within the land forces allows to guarantee coherence between the operational context, the mission, and the organization.

(1) Joint Assessment and Reasoning Method on a Military Situation (MARS).

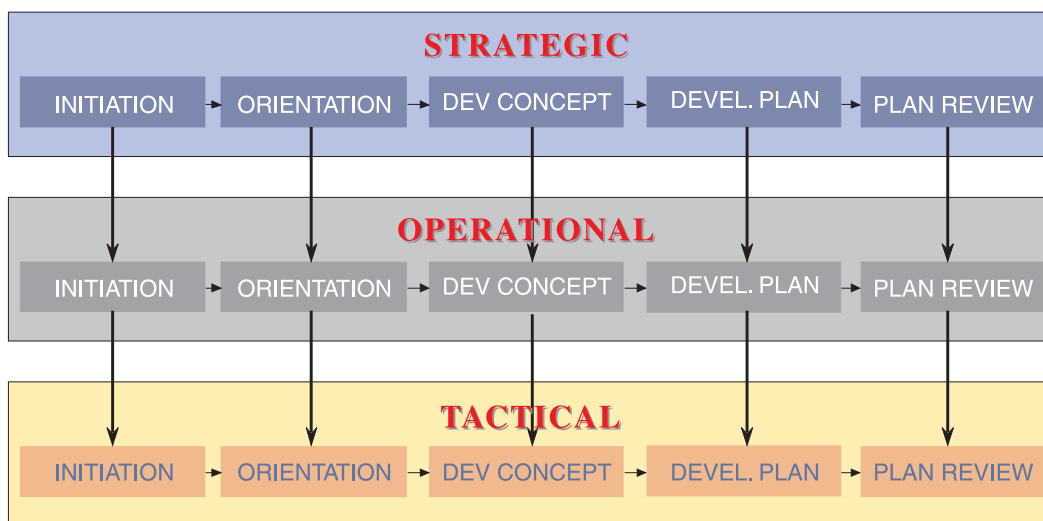


Figure 1 : Parallel planning

Doctrine

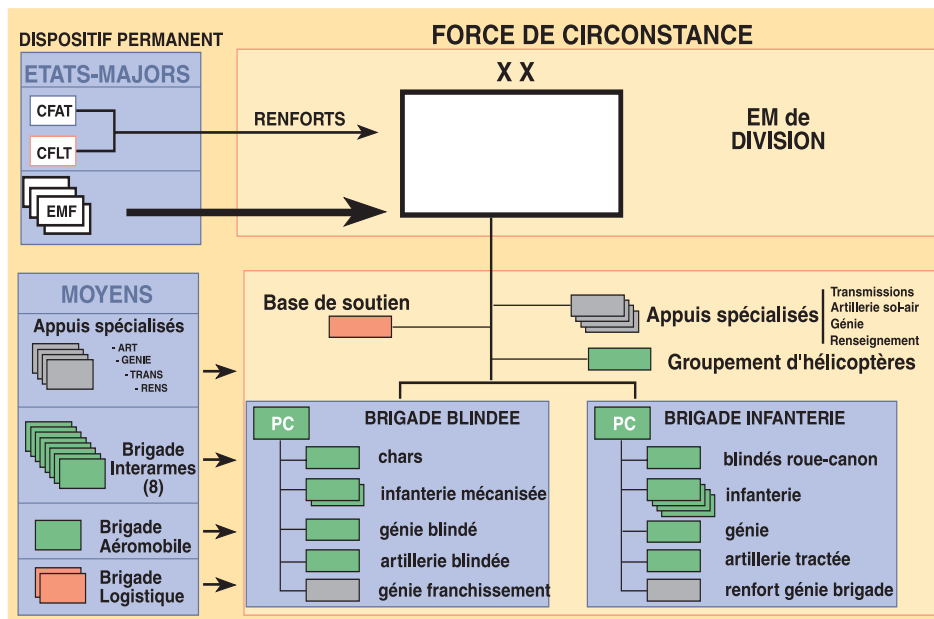


Figure 2 : principe de modularité appliqué à la constitution d'une division

le principe général de la constitution d'une division

Afin d'être en mesure de répondre aux différents scénarios fixés dans son contrat opérationnel² tout en faisant face aux contraintes liées à la réduction de son format, l'Armée de terre a organisé ses forces selon le principe de modularité. Ce principe permet de constituer une force en agrégeant des modules identifiés pour leur aptitude capacitaire.

Rompant avec ses structures organiques traditionnelles, l'Armée de terre a alors regroupé ses unités à l'échelon de la brigade selon une logique de métier, constituant ainsi des "réservoirs de forces" dans lesquels sont puisées les capacités de commandement, de combat, d'appuis et de soutien nécessaire à la constitution d'une grande unité interarmes. Concrètement, en cas de mise sur pied d'une division, il serait fait appel aux moyens suivants (voir figure 2) :

- fonction commandement³ : l'état-major de la division serait constitué à partir d'un des 4 états-majors de force (EMF). Ces derniers, n'exercent

aucun commandement organique permanent et ont pour vocation d'armer des PC de niveau 2,

- fonction combat de contact : en fonction du contexte, la division comporterait de une à quatre brigades interarmes provenant des 8 brigades interarmes de manœuvre (blindée, mécanisée, légère blindée, infanterie, aéromobile) et de la brigade aéromobile,
- fonction combat dans la profondeur et appuis : les éléments d'appuis divisionnaires et notamment les moyens des systèmes d'information et de communication, seraient mis sur pied à partir des 4 brigades d'appuis spécialisés des forces terrestres (transmissions, artillerie, génie, renseignement),
- fonction soutien logistique: la base de soutien divisionnaire serait constituée à partir d'unités provenant des 2 brigades logistiques (15 régiments dédiés au transport, à la maintenance, au soutien de l'homme, et à la santé).

Cette agrégation d'éléments disparates nécessiterait une période de mise en

condition opérationnelle permettant d'établir les liens organiques et de commandement nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble.

Par anticipation, les EMF et les brigades s'entraînent régulièrement à ces opérations au cours d'exercices d'autoentraînement, lors d'exercices à base de simulation au centre d'entraînement des postes de commandement de Mailly (CEPC), ou lors des exercices de type GUIBERT qui nécessitent le déploiement des postes de commandement sur le terrain. Leur participation aux exercices interalliés en tant que cellule réponse leur permet de maintenir leur connaissances des milieux multinationaux.

le rôle du groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle

La mise sur pied d'une division par les forces terrestres, suppose l'engagement de la France dans une opération interarmées et interalliée majeure. Cet engagement serait obligatoirement précédé d'une phase de planification conduite par le groupe pluridisciplinaire de planification opérationnelle (GPPO).

(2) Ce contrat précise que l'Armée de terre doit être en mesure de déployer à distance, avec les moyens d'appui et de soutien logistique associés, sous commandement interarmées :

- soit 30 000 hommes avec relèves partielles possibles, pour une durée d'un an, au sein d'une coalition, et, simultanément 5 000 hommes, pour un engagement national au titre des accords de défense ou bien de la défense de l'intégrité des DOM-TOM ;
- soit 50 000 hommes dans le cas d'un engagement majeur.

(3) Le cas échéant, un commandement de zone arrière pourrait être également mis sur pied.

Doctrine

The general principle to set up a division

In order to be able to meet the different scenarios settled in its operational contract², while facing the constraints associated to downsizing, the French Army has organized its forces according to the principle of modularity (tailoring principle). According to this principle, it is possible to set up a force by aggregating modules selected for their capabilities. Breaking with its traditional organic structures, the French Army has then regrouped its units at brigade level according to a trade logic; thus constituting, pools of forces "reservoirs de forces" from which the capabilities for Command Control, combat, Combat Support and Combat Service Support are drawn, in order to set up a combined-arms major unit. In concrete terms, if we have to set up a division the following assets would be called on (see figure 2):

- ⇒ C2 function: the division's headquarters would be set up from one of the four existing force' headquarters (EMF). These latter ones have no standing organic responsibility and are dedicated to provide level 2 CPs (Command Posts).
- ⇒ Close-in battle function: depending upon the context, the division would include between one and four combined-arms brigades coming from the 8 combined-arms maneuver brigades (armored, mechanized, light armored, infantry) and from the airmobile brigade.
- ⇒ Deep battle and combat support functions: divisional support units - among others CIS (Commu-

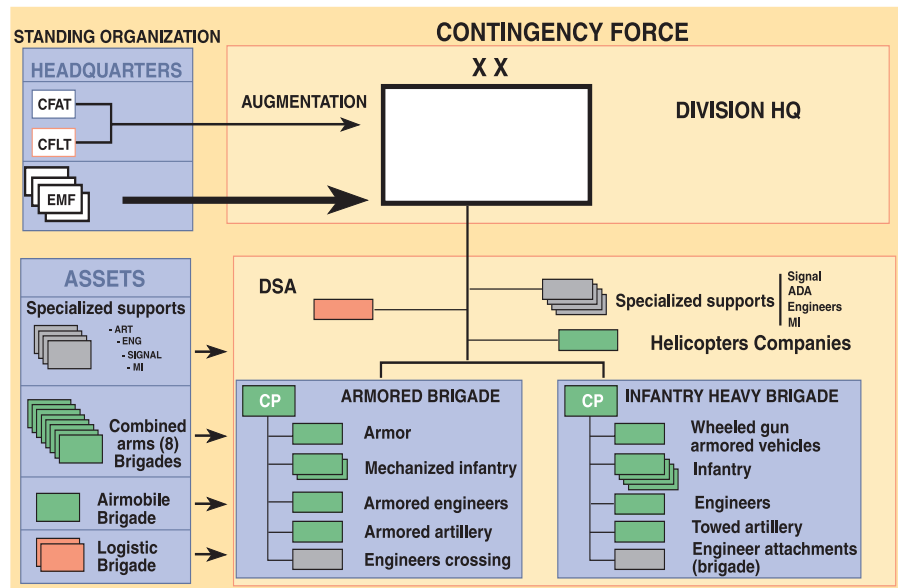


Figure 2 : Tailoring principle applied to division establishment

nications and Information Systems) assets would be established from the four land specialized support brigades (signal, artillery, engineers, MI - Military Intelligence).

- ⇒ Logistical support function: the division logistic base would be set up with units coming from both the two logistic brigades (15 battalions dedicated to transportation, maintenance, man support and medical support).

This aggregation of disparate elements would require an operational training phase to establish the organic and Command links necessary to operate the whole organization. In advance, land force's headquarters and brigades train regularly for these operations during self-training exercises, using simulation-based exercises at the Maily command post training center BCTP (CEPC), or during GUIBERT-type exercises, which require CPs' implementation in the field. Their participation in allied

exercises as response cells enables them to maintain their awareness of multinational environments.

The Pluridisciplinary Operational Planning Group's (POPG) role

The building up of a division by the land forces assumes a French commitment within a major joint and combined operation. This commitment would necessarily be preceded by a planning phase carried out by the Pluridisciplinary Operational Planning Group (POPG).

(2) In this contract, it is mentioned that the French Army should be able to forward deploy, with the associated CS and CSS assets, under joint command:

- either 30 000 men, partly relievable, for a period of one year, as part of a coalition, as well as simultaneously 5 000 men, in case of a national commitment, on behalf of international defense agreements or on behalf of the territorial defense of the French overseas departments and territories.
- or 50 000 men in case of a major commitment.

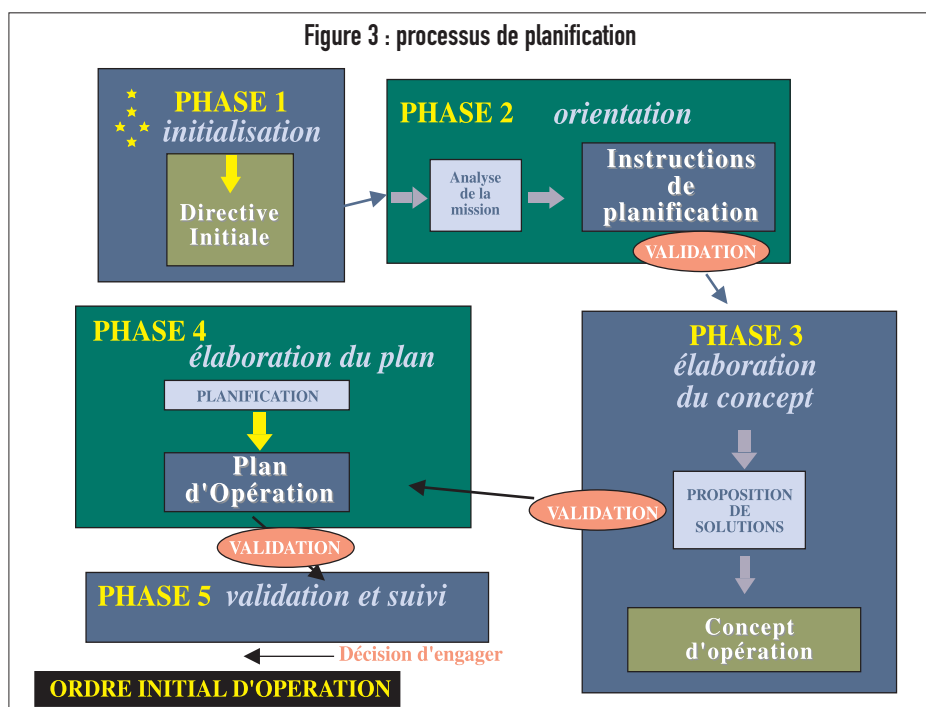
Doctrine

Cet organisme est formé à partir d'un noyau permanent appartenant à la division plans du CFAT⁴ et regroupe les experts des différentes fonctions devant être mise en œuvre au sein de la division ; il est également en relation permanente avec tous les organismes interarmées prenant part à la planification. Les objectifs majeurs du GPPO sont alors :

- de rédiger les plans d'opération (OPLAN, SUPLAN, CONPLAN),
- de définir l'organisation de la division.

En application du principe de modularité évoqué plus haut, il s'agit donc de bâtir la division en choisissant au sein du réservoir de forces, les éléments les plus adaptés aux conditions de l'engagement. Les critères qui vont permettre d'orienter ce choix sont identifiés lors de la phase dite " d'orientation " du processus de planification (voir figure 3), celle-ci consiste à analyser la situation générale en étudiant la directive initiale de planification donnée par l'échelon supérieur ainsi que l'ensemble des renseignements recueillis (géographie, situation militaire, situation politique et ethnique...). En fonction des caractéristiques principales du contexte dans lequel se déroulera la mission, le GPPO identifie les capacités majeures requises et réalise une première ébauche de l'organigramme de la division : le nombre et le type de brigades sont ainsi déterminés (blindée, infanterie mécanisée ou légère, appuis spécialisés...).

Ces premiers travaux sont complétés lors de la phase d'élaboration du concept d'opération, par l'étude des directives complémentaires de planification qui apportent des précisions sur l'environnement dans lequel évoluera la division ainsi que sur l'esprit et la lettre de la mission (intégration éventuelle de forces alliées, renseignements complémentaires sur l'adversaire, possibilités offertes par la nation hôte...). Ces compléments d'information permettent



de valider le choix initial en matière de capacités à détenir et d'élaborer les modes d'action. A ce stade, les fonctions commandement, appuis et soutien sont définies et organisées dans le détail en fonction des besoins spécifiques de la division. Afin de ne pas désorganiser les unités des brigades d'appuis spécialisés (BAS) et du commandement de la force logistique terrestre (CFLT), le GPPO utilise autant que faire se peut, les modules fonctionnels indissociables identifiés dans l'IM 10000⁵⁻⁶.

Parallèlement à ce processus, l'EMF, chargé de mettre sur pied le PC de la division est identifié et, dès sa désignation, est associé activement aux travaux de planification. Dans le domaine de la génération de force, les travaux de planification s'achèvent par l'établissement d'un tableau unique des effectifs et matériels (TUEM), qui donne la composition détaillée de toutes les unités de la division. La désignation des brigades et des unités d'appuis et de soutien qui vont constituer la division est du ressort du centre opérationnel des forces terrestres (COFT) appartenant à la division emploi du CFAT.

L'application du principe de modularité a donc bouleversé l'ordre ancien en matière de constitution de force, la division organisée, équipée et entraînée en vue de son engagement en tant que telle au sein d'un corps d'armée n'est plus; il s'agit désormais d'un ensemble de modules dûment identifiés et choisis pour répondre au mieux à la situation donnée. Compte tenu de la très grande variété des scénarios d'engagement, le choix et le dimensionnement de ces modules ne peuvent être le fruit ni du hasard ni de l'approximation, seule une réflexion précise et complète, associant toutes les parties prenantes peut aboutir à la mise sur pied d'une division disposant de toutes ses capacités, c'est l'une des missions du planificateur ♦

(4) Le bureau planification du CFAT dispose de trois sections de planification couvrant les secteurs géographiques suivants : Afrique, Europe, autres théâtres.

(5) Document interarmées dont le principe est d'éviter de trop grandes distorsions entre l'organisation du temps de paix et le TUEM de l'unité qui sera projetée. Il s'agit d'une référence commune aux états-majors et aux formations. L'IM 10000 a aussi pour objectif de lutter contre l'atomisation en décrivant des modules insécables à mettre en œuvre qui correspondent à une capacité opérationnelle donnée.

(6) Au sein d'une division, les forces de la fonction combat de contact sont dimensionnées au niveau de la brigade, cette dernière est considérée comme un module à part entière.

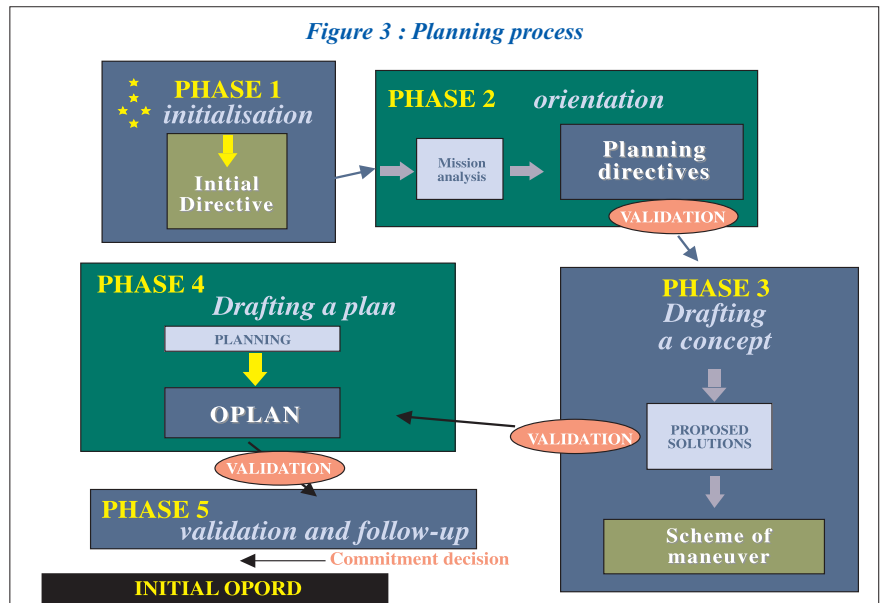
Doctrine

This organization is set up from a permanent core belonging to from the Land Forces Command's (CFAT³) planning division, and it regroups experts from the various functions that should be implemented within a division; it also has permanent links with all the joint organizations taking part in the planning process. Then, the main objectives of the POPG are the following :

- ⇒ drafting to draft Operation Plans (OPLAN, SUPLAN, CONPLAN);
- ⇒ to define the division's task organization.

By implementing the above-mentioned tailoring principle, therefore it is a matter of setting up the division by selecting inside the pools of forces those elements the best suited to the commitment's conditions. The criteria that will direct this choice are identified during the so-called "orientation" stage of the planning process (see figure 3); that one consists in analyzing the general situation by studying the initial planning directive provided by the higher echelon, as well as the whole of the gathered information (geography, military situation, political and ethnic situation, ...).

According to the major features of the environment within which the operation will take place, the POPG identify the major required capabilities, and it will make a first draft of the division's task organization: thus, the number and types of brigades (armored, mechanized or light infantry, specialized support,...) are determined. During the development stage of the operational concept, these first works are supplemented by the study of additional planning guidance, which provide some details about the environment within which the division will operate, as well as about the mission's intent and description (possible integration of



allied forces, additional intelligence about the enemy, possibilities provided by the HN (Host Nation),...). This additional pieces of intelligence enables to validate the initial choice regarding the required capabilities and to draft the COAs (Courses Of Action). At this stage, C2, CS and CSS functions are settled and organized in detail depending upon the specific division's requirements. In order not to disorganize the specialized support brigades' units, as well as the ones of the Land Logistic Command (CFLT), the POPG uses, as much as possible, the indissociable functional modules described in the Ministerial Instruction (IM) 10000 4-5.

In parallel to this process, the force's headquarters (EMF) tasked to set up the division's CP is selected, and as early as being appointed, it is actively associated to the planning works. In the area of force generation, the planning studies are completed by drafting a TOE (Table of Organization and Equipment) describing, the detailed task organization for all the division's units. The appointment of brigades, as well as of CS and CSS units, which will make up the division, is the responsibility of the Land Forces Operation Center (COFT)

belonging to the Land Forces Command's (CFAT) Operations Department division.

Thus, implementing the principle of modularity has put upside down the former order as regards force setting-up; the division organized, equipped and trained for its commitment as such within a Corps is no longer available; now, it is a set of modules duly identified and selected to meet the situation's requirements at best. Owing to the large variety of commitment scenarios, selecting and sizing these modules can result neither from chance nor from approximation; only an accurate and comprehensive study, associating all the participating bodies can lead to the setting-up of a division with all its capabilities; it is one of the planner's missions ■

(3) The CFAT's Planning division encompasses three planning sections covering the following geographic areas: Africa, Europe, and other theaters..

(4) Joint document, whose principle consists in avoiding major discrepancies between the PE and the CE for the forward deployed unit. It is a common reference, both for headquarters and major units; the IM 1000 other purpose consists in avoiding atomization by describing indivisible modules to be implemented corresponding to a specific operational capability.

(5) Within a division, maneuver forces are tailored at brigade level; this latter one is considered as a full module.

Doctrine

Le commandement de la division

par le général de division Meille, commandant l'EMF 3

La France s'est donné les moyens de participer à une coalition avec une force expéditionnaire de deux divisions constituant notre contribution maxima. Ces divisions mises sur pied en puisant dans le réservoir de la force d'action terrestre seront des organisations précisément taillées, selon la circonstance et le plus souvent multinationales.

Lors de la phase de constitution de cette grande unité multinationale, le commandant de division désigné devra s'imprégner des conditions et des objectifs politiques affichés par les différents contributeurs ; de préférence il sera associé aussi tôt que possible aux discussions ; dès lors il ne lui sera pas aisé mais pas impossible de faire valoir dans la négociation les enjeux opérationnels. En effet les opérations de crise ou guerre des GU mises sur pied seront pour longtemps encore des opérations de coalition ; l'expérience récente et l'histoire nous montrent que les contingents alliés ne parviennent jamais facilement à se mettre d'accord et à coordonner leurs efforts. Le « carton rouge » pour des raisons politiques, de prestige ou de calendrier opérationnel reste une réalité vécue. Que ce soit de notre fait ou à notre détriment, nous avons depuis 10 ans dans les Balkans une expérience qui confirme les situations déjà décrites par les Maréchaux FOCH et JAIN. L'objet de ce billet n'est pas cependant de disserter sur la problématique et les contraintes de la constitution de forces multinationales européennes. Un Bosniaque, jeté inopinément dans la guerre en 1991, ayant bien servi son camp mais resté sage me disait : *"aucun métier n'est si compliqué ; les bons élèves peuvent tout apprendre ; tout est dans les gros livres. A la guerre aussi. Il n'y a que les « trucs » que tu dois toujours inventer tout seul"*. Aussi après un rappel des conditions de l'emploi des divisions mises sur pied par l'armée de terre, sans doute plus contraignantes que dans le passé, on s'efforcera de présenter des exemples pragmatiques de procédures facilitant le commandement et le contrôle efficaces d'une division en opération.

La complexité des engagements de la division

Les nouvelles caractéristiques multinationales, multiformes, pluridisciplinaires et tous azimuts de nos opérations modernes expliquent la complexité croissante de l'emploi d'une division en opération. Les conditions spécifiques de mise sur pied et de montée en puissance de nos GU ajoutent à cette complexité. A l'exception notable de l'opération Daguet, nos opérations récentes ont démontré la prédominance des "manœuvres obliques"⁽¹⁾ combinant facteurs militaires et civils dans lesquelles il est délicat pour le chef de déterminer le point critique et le moment clé où il va décider de concentrer la puissance de ses moyens d'action ou de combat et prononcer son effort pour emporter la décision ; d'ailleurs lorsque ce point est déterminé, il lui faudra parfois déployer encore beaucoup d'énergie pour obtenir des nations contributrices une liberté d'action suffisante avant de lancer l'action. Les interventions de la division sont dans la plupart des cas réversibles et

non orientées : des actions de moyenne ou haute intensité suivent ou précèdent sans solution de continuité des phases de sécurisation du territoire ou des populations (les termes de sécurité ou de contrôle étant préférables à celui - obscur - de maîtrise de la violence) ; les ennemis déclarés sont des individus rares et soigneusement identifiés.

La discussion "avec ou sans café" peut suivre ou précéder une action de force soigneusement ciblée. La Bosnie et le Kosovo ou les engagements de RCA ou de Somalie ont mis en évidence l'influence de l'urbanisation anarchique et des migrations incontrôlées qui rendent les interventions plus complexes qu'en rase campagne et bien plus coûteuses en personnels : au printemps 2001 la simple prise de contrôle temporaire du cœur de la 2^e ville à majorité bosno-croate de BiH et de sa banque principale «coûta» 2 bataillons d'infanterie blindée plus l'équivalent d'un 3^e bataillon pour encager l'agglomération. La multiplication des acteurs civils et militaires engagés dans l'action tactique suppose un accord politique préalable qui n'est que le

sous-ensemble commun des objectifs particuliers de chaque partie ; sur le terrain les modalités d'application doivent en être vérifiées pratiquement chaque matin. Cette obligation d'accord a une influence à minima directe sur la conduite des opérations de la division ; elle gonfle les délais de planification et les structures de coordination : la DMNSE compte 12 détachements ou officiers de liaison soit 10% de l'état-major. Le commandant de division doit en outre intégrer dans sa manœuvre l'omniprésence des médias : les locaux à considérer comme outils de crise des belligérants ; celle de médias étrangers souvent à la recherche de sensationnel ; il ne peut méconnaître l'importance de la dimension juridique, au sens anglo-saxon, des actions de combat non pas pour paralyser sa manœuvre mais pour lui permettre de déterminer la limite jusqu'où aller ; il lui faut enfin intégrer le phénomène d'intrication des groupes humains souvent instrumentalisés comme enjeux et cibles du conflit.

(1) Ces "manœuvres obliques" sont à rapprocher, au niveau tactique, de l'approche indirecte dans laquelle "il s'agit d'attaquer à la source de la puissance adverse, son centre de gravité (...) plutôt que de détruire ses forces combattantes dans un combat d'attrition" (cf 11000).

Doctrine

Commanding the division

by Major general Meille, commanding the EMF3

France gave herself the means to participate in a coalition with a two divisions expeditionary force which constitutes our maximum contribution. These divisions build up by drawing from the set of available forces coming from the Land force Command will be organizations precisely tailored according to the circumstances and most of the time multinational ones. During the building up phase of this multinational major unit, the assigned division commander will have to be imbued with the conditions and the political objectives displayed by the different contributors; preferably he will be associated as early as possible to the discussions; then it will not be easy but not impossible to point out the operational stakes in the negotiation. Indeed the crisis or war operations of the major units set up will still long be coalition operations ones, the recent experience and history shows us that the allied contingents never easily succeed to reach an agreement and to coordinate their efforts. The "red card" for political, prestige or operational timetable reasons remains a real-life experience. Either on our behalf or to our detriment we have had for 10 years in the Balkans an experience which confirms the situations already described by Marshals Foch and Juin.

Nevertheless the subject of this note is not to discourse upon the issue and the constraints of the building up of European multinational forces. A Bosnian, unexpectedly thrown into the war in 1991, after well serving his faction side but remaining wise was telling me: "No job is so complex; good pupils can learn everything; Everything is in the big books. At war also. There are only tricks that you always have to invent by yourself". Therefore after reminding the employment conditions of the divisions settled by the Army, may be more constraining than in the past, we will strive to present pragmatic examples of procedures that facilitate the efficient command and control of a division in operations.

The complexity of the division engagements

The new characteristics, multinational, multiform, multi-disciplinary and all directions of our modern operations explain the increasing complexity of the employment of a division in operation. The specific conditions for the activation and force preparation of our major units are adding further to this complexity. With the notable exception of the Daguet operation, our recent operations demonstrated the predominance of "oblique manoeuvres"¹ combining military and civilian factors in which it is touchy for the commander to determine the critical point and the key moment when he will decide to concentrate the power of his action means or combat assets means and produce his effort to win the decision; besides when this point is determined he will sometimes have to pay display a lot of energy to obtain from the contributing nations enough freedom of action before launching the action. The interventions of the division are often

reversible and non oriented: medium or high intensity actions follow or precede, without any continuity, the phases of securing territory or populations (the terms of security and control being preferable to that obscure of violence mastering); declared enemies are rarely and thoroughly identified individuals. The discussion "with or without coffee sugar" can follow or precede a thoroughly targeted action in force. Bosnia and Kosovo or the engagements in RCA (Central Republic of Africa) or in Somalia put forward the influence of anarchic urbanization and of the uncontrolled migrations which make the interventions more complex than in open country and more costly in personnel: in spring 2001, the simple temporary control taking of the core of the second town with a Bosno-Croatian majority in BiH and of its main bank "cost" 2 armoured infantry battalions plus the equivalent of a third battalion to cordon off the built up area.

The multiplication of the civilian and military actors engaged in the tactical action supposes a preliminary political agreement which is only the common part of the specific objectives of each party; in the field

the implementation modalities need to be checked practically every morning. This obligation for an agreement has an influence, at least direct, on the conduct of the operations by the division; it increases the planning delays and the coordinating structures: the MNDSE encompasses 12 detachments or liaison officers that is to say 10% of the staff.

Furthermore the division commander must integrate the medias omnipresence in his manoeuvre: the local ones to be considered as crisis tools for the belligerents; that of the foreign medias often looking for scoops; he cannot disregard the importance of the legal dimension, in the Anglo-Saxon meaning, of the combat actions not to paralyse his manoeuvre but to enable him to determine the limit he can reach; he must finally integrate the interlinking phenomenon of the human groups often used as stakes or targets of the conflict.

(1) These "oblique manoeuvres" are to be compared, at tactical level, to the indirect approach in which "the goal is to attack the source of the adverse power, its centre of gravity (...) rather than destroying its fighting forces in an attrition combat." (Ref I 1000).

Doctrine

A la complexité désormais connue du milieu opérationnel, il convient d'ajouter les particularités inhérentes à la préparation de l'engagement d'une division française. La division Daguet avait exceptionnellement bénéficié de 5 mois pour assurer la connaissance réciproque des groupements tactiques, créer la cohésion et la coopération interarmes, adapter l'emploi des armements et des équipements au théâtre d'opération et mettre au "banc d'essai" les groupements tactiques. Cette complicité favorable n'a jamais été retrouvée en Bosnie dans une division en renouvellement perpétuel. Le dispositif figé qui en résulte a obligé à des dépenses d'énergie et de temps considérables chaque fois que l'on a voulu réintroduire a posteriori un brin de souplesse.

Notre système de constitution de forces confère ainsi au général commandant et à son état-major un rôle particulier pour concevoir un programme d'entraînement préparatoire des brigades et des groupements avant leur engagement opérationnel ; n'oublions pas que les 4 divisions du CEF qui avaient subi un entraînement progressif dès 1943 ne parvinrent pourtant pas à obtenir d'emblée une coordination interarmes satisfaisante. Il s'agit d'une responsabilité majeure alors même que nous constatons lors des simulations AURIGE et GUIBERT les difficultés de nos états-majors à réussir la coordination crédible des mouvements de relève ou de passage de lignes. Quant au moral et à la cohésion, la période de préparation sera exploitée pour susciter un état d'esprit de vainqueur et un indispensable début d'identification à la nouvelle GU en voie de formation.

■ Le commandement et le contrôle de la division

Si les particularités de l'engagement en "manœuvre oblique" de la division sont complexes dans le contexte opérationnel multinational, une partie seulement de celles-ci sont vraiment nouvelles alors que d'autres sont simplement accrues par nos choix en matière de génération des forces. Il

s'agit maintenant de rappeler quelques principes sur lesquels un commandant de division et son état-major peuvent s'appuyer dans le commandement et le contrôle des opérations de la grande unité. Quoiqu'inscrits dans le cadre général des manuels d'emploi et des mémentos du CREDAT et du CFAT, ces principes peuvent être appliqués différemment selon la conjoncture opérationnelle, la personnalité du chef, l'expérience et la nationalité des principaux collaborateurs de ce dernier. Ils ont été cependant validés au cours de plusieurs exercices depuis 1999 ainsi qu'en opération en Bosnie. Ils peuvent être résumés en 6 propositions :

- pour être performant, un PC de division doit rester aussi réduit que possible ;
- il ne peut exister qu'un seul commandant et qu'un seul PC commandant les opérations en cours ;
- pour être efficace à l'heure de la crise, le général commandant (GC) doit parvenir à limiter le nombre de ses conseillers et le volume de l'information à ce qui lui est nécessaire ;
- pour rester informé, le GC ne peut se contenter de points de situation périodiques ; il s'appuie sur le flux des informations non planifiées filtrées et concentrées au TOC, sur ses contacts personnels fréquents avec les brigadiers ou les commandants de groupements tactiques et chaque fois que possible sur sa vision de la situation à l'avant à partir de son PC tactique léger ;
- face à une situation nouvelle ou pour préparer une nouvelle opération, le GC oriente personnellement son état-major dès les premières heures ; avec le maximum de préavis possible, il donne sommairement à ses grands subordonnés la nouvelle mission et le concept général de l'action qu'il entend mener ;
- à l'heure de diffuser les ordres d'opération, rien ne remplace la discussion ou l'explication verbale de préférence yeux dans les yeux, au moins au téléphone.

■ La taille du CO de la division

Chacun soutient le concept de CO divisionnaire réduit aussi longtemps qu'il n'est pas directement concerné ! Une foule de bonnes raisons existent pour ne pas dégraisser : le confort de travail, les visiteurs, l'organisation des "grand-messes", la multinationalité, la montée en puissance des fonctions d'environnement opérationnel, le besoin de mesurer son importance à sa proximité géographique du chef, etc... D'où la nécessité de vérifier périodiquement l'adéquation de la distribution spatiale et quantitative des fonctions au sein du CO avec le type des opérations en cours et de refouler si nécessaire les fonctions non essentielles vers leurs pôles respectifs. Cette question se pose particulièrement pour la cellule G9 mais pas seulement pour elle. Progressivement notre meilleure maîtrise des outils SICF et shelters permettra des bascules plus fréquentes limitant *ipso facto* les tendances au confort et à la "sédentarisation".

Le cœur du PC principal de la division est limité au général, à son groupe de commandement (généraux adjoints, CEM et MA), au TOC, au G2 et au G3. Le reste du PC est dans ses pôles, déployés en configuration resserrée selon notre pratique actuelle ou à terme en configuration cellulaire dispersée sur 4 à 10 km². Le PC tactique, prélevé sur les moyens réservés, est un système léger alternatif, strictement limité à une fonction de contrôle et de coordination. Il comprend une quarantaine de personnels, principalement les équipes G2, G3, G6, 2D, 3D. Il est subordonné au PC principal actif sauf lorsque le GC est en personne au PC tactique. Géré de cette façon, le CO de division reste relativement contenu et capable de basculer en 12 heures toutes les 36 à 48 heures. Il reste à remettre en chantier une étude sur le positionnement du pôle logistique, G1 et G4, représentés au TOC ainsi que du CMO de la brigade d'appui au commandement en se demandant s'ils ne seraient pas mieux situés au sein de la BSD, ce qui allégerait d'autant le PC principal.

(2) Tactical operations center : centre d'opérations tactiques.

Doctrine

To the already known complexity of the operational environment must be added, the specificities pertaining to the preparation for commitment of a French division. The Daguet division had exceptionally benefited from 5 months to ensure the reciprocal knowledge of the tactical taskforces, to create the cohesion and the combined arms cooperation, to adapt the use of armament and equipment to the theatre of operations and to test the taskforces. This favourable complicity was never found again in Bosnia within a division in permanent renewal. The frozen disposition resulting from it led to considerable spending in energy and time every time we tried a posteriori to reintroduce some flexibility.

Our system for force building gives the commanding general and his staff a particular role to conceive a preparatory training program for the brigades and the taskforces prior to their operational engagement; let's not forget that the 4 divisions of the CEF (French expeditionary force) which went through a progressive training as early as 1943 did not succeed to obtain right away an instant satisfying combined arms cooperation. It is there a major responsibility when, as during the AURIGE and GUIBERT computer-assisted simulations, we record the difficulties of our staffs to succeed in a credible coordination of relieve operations or crossing the lines operations. As for morale and cohesion, the preparation period will be used to generate a winner's state of mind and an essential start to become identified with the new major unit being established.

■ The division command and control

If the particularities of the division engagement in an "oblique manoeuvre" are complex within the multinational operational context, only one part of these specificities are really new whereas others are simply increased by our choices about force generation. We need now to remind some principles on which a division commander and his staff can rely for the command and control of the operations of the major unit. Though generally being written down in the CREDAT and CFAT field manuals and notebooks, these

principles can be applied differently depending on the operational situation, the personality of the commander, the experience and the nationality of its main assistants and collaborators.

Nevertheless they have been validated during several exercises since 1999 as well as in operations in Bosnia. They can be summarized into 6 proposals:

- to be efficient, a division CP must remain as small as possible;
- there can be only one commander and one commanding CP for current operations ;
- to be efficient when the crisis occurs, the commanding general (CG) must succeed in limiting the number of his advisors and the volume of information to what is really necessary for him;
- to keep informed, the CG cannot be content with periodical situation updates; he is depending on the flow of unplanned information filtered and concentrated at the TOC, on his personal contacts with the brigadiers and the tactical taskforce commanders and every time it is possible on his view of the front situation from his mobile tactical CP;
- to face a new situation or to prepare a new operation, the CG is personally providing guidance to his staff from the first hours; with the maximum possible notice he shortly gives his senior subordinates the new mission and the general concept of operations that he wants to conduct;
- when time comes to release the operation orders, nothing can replace the discussion or the verbal explanation, preferably looking them straight in the eyes, at least by telephone.

■ The size of the division CP

Everybody supports the concept of a reduced division CP as long as he is not directly concerned! A lot of good reasons exist not to trim this CP: the working comfort, the

visitors, the organization of "big dramatic meetings", multinationality, the increase of the operational environment functions, the need to weigh one's importance by one's geographical proximity to the leader, aso...

Whence the need to periodically check the appropriateness of the spatial and quantitative distribution of the functions within the Ops centre according to the current operations and if necessary to drive back the non essential functions towards their respective centres. That question particularly arises for the G9 cell but not only for it.

Progressively our better mastering of the SICF tools and shelters will permit more frequent changes of location ipso facto limiting the trends for comfort and for "settlement".

The core of the division main CP is limited to the general, his command group (deputy generals, COS and MA), the TOC², G2 and G3. The remaining part of the CP is in its centres deployed in closing configuration according to our present practice or in the future in cellular configuration scattered on 4 to 10 sq km. The tactical CP, taken from the reserve means, is an alternate light system strictly limited to control and coordination functions. It encompasses about forty people mainly the G2, G3, G6, 2D, 3D teams. It is subordinated to the active main CP except when the CG is personally at the tactical CP. Managed this way, the division Ops centre remains relatively under control and able to shift every 36 to 48 hours. We should study once again the position of the logistical function (G1 and G4) represented in the TOC as well as of the one of the command support brigade CMO (implementation center) by wondering if they would not be better located within the division support base which would accordingly lighten the main CP.

(2) Tactical operations center: centre d'opérations tactique.

Doctrine

■ Un seul PC contrôle l'action en cours

Le principe d'unité de commandement s'applique pleinement à l'échelon tactique de la division. Tout système de répartition des tâches qui dissocie la conduite de la bataille en cours de la planification de l'action future ou qui vise à conduire séparément les manœuvres logistiques et tactiques est erroné. Le commandant de division ne peut déléguer le pouvoir de prendre des décisions indépendantes pour la bataille en cours car le résultat risquerait d'être non cohérent avec l'action future ou vice-versa. Contrairement à nos partenaires, les divisions françaises disposent à cet effet d'une cellule G5 plan ; il faudra un jour tirer aux échelons tactiques la conséquence logistique de ce constat dans les opérations multinationales où la France n'est pas pilote : l'ADCONFRACTANCE ou son représentant devrait être intégré dans l'organigramme du PC divisionnaire avec un double chapeau ; à défaut on y pallie maintenant par une ferme coordination.

Seul le commandant de division a le pouvoir de la décision finale. Il s'ensuit que les FRAGO et les comptes-rendus partent du et arrivent au PC tactique si le commandant de division s'y trouve. Une règle en projection mais qui n'a pas été, à ce jour, mise en œuvre au cours de nos CPX veut que seul le commandant de division ou le PC qui a le contrôle de l'action est habilité à donner des ordres. Bien entendu seul le PC principal a la capacité technique de planifier l'action future.

■ Limiter le nombre de conseillers et sélectionner les informations utiles

Pour éviter d'être enseveli sous le poids des innombrables actions de détails qui caractérisent l'engagement de la

division, le général commandant emploie au TOC les officiers les plus pointus de l'EM : "connections" délocalisées intelligentes de leurs pôles aux travaux desquels ils continuent de participer, ils ont pour tâche de sélectionner, diffuser, absorber et retransmettre toutes les informations pertinentes. Le GC traite directement avec son G2 et son G3 et avec l'échelon supérieur. Le CEM supervise la planification selon les directives du général, maintient le contact avec les organismes de soutien et voisins (nation-hôte, DL, etc...) et dirige les bascules et la vie des PC. En opération de maintien ou de rétablissement de la paix, le GC se réserve les contacts avec les autorités des principales organisations civiles en action. La bataille dans la profondeur, domaine toujours en voie de défrichage, est un volet trop important pour être traité dans un comité *ad-hoc* spécialisé. Selon les directives du GC, la cellule G3 coordonne les travaux de planification ; la manœuvre est étudiée et approuvée par le GC au TOC ; le CEM supervise les travaux. Mais en opération de soutien de la paix, c'est le G9 qui recevra la responsabilité de coordonner la planification et le ciblage des "objectifs mous".

Le GA supervise les appuis divisionnaires. Sans supplanter les cellules 3D et 2D, il s'assure de la cohérence d'ensemble avec les manœuvres des brigades, de la BSD et la gestion de la zone arrière. En application du principe d'unité de commandement, le GA ne donne pas d'ordre sauf absence ou incapacité du GC. L'influence multinationale de culture anglo-saxonne et l'explosion des systèmes d'information et de commandement ont entraîné un déluge d'informations de toute nature qui ne peuvent plus être analysées et utilisées. D'où le réflexe d'enregistrer et stocker ! Il est important d'enseigner à l'état-major qu'aucun système SIC n'effacera jamais le "brouillard de la guerre" cher à Clausewitz.

L'action constante et un souci du GC sont de contenir les demandes de renseignements

et de remontée des informations à ce qui est nécessaire strictement à l'action. Une révision des SOP³ ou des mémentos de PC s'impose périodiquement pour adapter les règles de sélection et de diffusion de la messagerie et éliminer tout ce qui ne correspond pas à un besoin avéré. En règle générale toute information qui ne demande pas une action ou réaction précise (décision opérationnelle ou logistique, changement de priorité, demande, CR à l'échelon supérieur) est inutile.

■ Rester informé en continu

Les briefings planifiés et normés lors des relèves de bordées restent bien entendu nécessaires. Mais ils ne sont pas conçus par nature pour soulever les problèmes critiques ou attirer les questions. Un briefing idéal - malgré le temps passé à mettre à jour les planches powerpoint - n'est-il pas celui qui ne suscite ni question ni commentaire du chef... ?

La fonction du TOC est précisément de rassembler et visualiser en continu l'information pertinente et suffisante pour le général commandant. C'est le "sommet de la colline électronique" du chef contemporain, d'où il acquiert la meilleure vue panoramique possible de la zone de responsabilité de sa division. Tout autant qu'à Austerlitz, cela ne le dispense pas - il faut le répéter - d'avoir à décider l'action contre un adversaire partiellement masqué ; comme derrière le plateau de Pratzen, l'électronique ne lève pas le "brouillard de la bataille" !

(3) SOP : Standard Operating Procedures (procédures opérationnelles standardisées).

Doctrine

■ Only one CP is controlling the action in progress

The principle of the unity of command totally applies to the tactical echelon of the division. Any system of task distribution which separates the conduct of the current battle from the planning of the future action or which aims at conducting separately the tactical and logistical manoeuvres is wrong. The division commander cannot delegate the authority to make independent decisions for the battle in progress because the result might not be consistent with the future action or vice versa. Contrary to our partners, the French divisions have for this purpose a G5 planning cell; some day we will have to draw at tactical level the logistical consequence of this statement within the multinational operations where France is not the leading nation: the ADCON-FRANCE (national logistic deputy) or his representative should be integrated in the organization chart of the division CP with a double hat; In the meantime we manage this lack by a strict coordination.

Only the division commander has the authority to make the final decision. Consequently the FRAGOs or reports depart from or arrive to the tactical CP if the division commander is there. As a rule in projection operations, but never implemented up to now during our CPXs, only the division commander or the CP controlling the action is entitled to give orders. Of course only the main CP has the technical capability to plan the future action.

■ Limiting the number of advisors and selecting the useful information

To avoid being buried under the weight of the so many detail actions characterizing the division commitment, the commanding general is employing inside the TOC the most expert officers of the staff: intelligent delocalised “connections” from their working areas to the studies of which they keep participating, their task is to select, release, absorb and forward all the pertinent information. The CG is directly dealing with G2 and his G3 and with his higher echelon. The COS supervises the planning according to the general’s guidance, maintains contact with the support and neighbouring bodies (host-nation, liaison detachments, aso...) and conducts the shift movements and the CP daily life. In peace keeping or peace making operations the CG keeps for himself the contacts with the authorities of the main acting civilian organizations. The battle in the depth, a domain still under opening up, is a too important a topic to be treated within a specialized ad-hoc committee. According to the CG guidance, the G3 cell coordinates the planning; the manoeuvre is studied and approved by the CG in the TOC; the COS supervises the works. But in peace keeping operations, G9 will be in charge to coordinate the planning and the targeting of the “soft targets”.

The GA (deputy general) supervises the division supports. Without superseding the 3D and 2D cells he checks the general coherence of the Div Support base and of the rear zone management with the brigades operations. According to the principle of unity of command, the GA does not give orders except in the CG’s absence or inability. The multi-national influence of Anglo-Saxon culture and the explosion of the

information and command systems led to a huge flood of information of all nature which can no longer be analysed and used. Whence the reflex to record and store! It is important to teach the staffs that no SIC system will ever suppress the “war fog” dear to Clausewitz.

Acting continuously to contain the requests for intelligence and for information feed-back to what is strictly necessary to the action is also one of the CG’s concern. A review of the SOPs³ or CP handbooks are periodically necessary to adapt the rules of selection and distribution of the messages and to eliminate what is no longer corresponding to an established need. As a general rule, any information which does not request an action or precise reaction (operational or logistical decision, priority change, request, report to the higher echelon) is useless.

■ Keeping continuously informed

Of course the briefings planned and conducted during the shift changes remain necessary. But they are not by nature intended to raise critical problems or attract questions. Is not the ideal briefing – despite the time spent to keep the Powerpoint slides up to date – the one which causes neither questions nor comments by the commander...?

The function of the TOC is precisely to continuously collect and visualize the pertinent and sufficient information for the commanding general. This is the “top of the electronic hill” of the contemporary commander from which he gets the best possible panoramic view of the division’s AOR. As well as at Austerlitz, this does not exempt him - it must be repeated - from having to decide the action against an enemy a partly masked; like behind the Pratzen plateau, electronics does not remove the “fog of the battle”!

(3) SOP: Standing Operating Procedures.



Doctrine

Voir le plus clair possible en réduisant le décalage des temps, c'est vaincre : la pratique maîtrisée du TOC aboutit à un rythme informel, certes inscrit dans un cycle régulier du « rythme de combat » mais qui évite toute routine. Le général commandant est disponible : sa présence peut être sollicitée à tout moment pour évaluer une information jugée importante ou donner une directive. La liaison permanente de son PC tactique avec le CO actif lui permet de suivre la situation ; les équipes G2 et G3 auprès de lui communiquent les dernières orientations qu'il vient de donner aux brigades du 1^o échelon. A tout moment, sans formalisme, une liaison au téléphone ou par rencontre physique avec les commandants de brigade est recherchée, lors d'une inflexion de la manœuvre divisionnaire, en avance de phase face à une situation nouvelle ou pour répondre à une demande prioritaire d'une brigade.

Dans une division au fort caractère multinational, les discussions informelles avec les adjoints nationaux et le CEM au sein de groupe de commandement deux fois par jour en moyenne au café du matin ou au dîner permettent de s'assurer de la concordance des points de vue nationaux, de faire remonter les véritables problèmes et souvent d'apporter les correctifs appropriés.

■ Anticiper et donner un sens

Le CO de la division n'est pas cette ruche mue par une intelligence grégaire qui se contenterait de ressortir à point nommé une solution école ; ce n'est pas davantage une scène réservée à quelques artistes de la tactique entourés de leurs courtisans !

Soumis à la pression permanente des temps, astreint- pas seulement en crise !- à livrer une formidable course contre la montre, le CO est structuré selon une organisation en étoile autour du TOC où chaque pôle de spécialité a la charge de produire dans des délais contraints un produit calibré répondant précisément au concept du général commandant tout en restant

attentif aux desiderata des brigades et à une situation en évolution permanente. Dans la perspective d'une action future à 36 heures, la division dispose d'une douzaine d'heures pour élaborer et diffuser ses ordres et laisser le reste du temps aux échelons subordonnés avant le début de l'action.

Pas question dans ces conditions de laisser l'état-major dérouler tranquillement sa MEDO. Dans les heures qui suivent le retour du général, après recalage rapide avec le groupe de commandement, celui-ci donne des indications précises sur son estimation des capacités ennemies, sa compréhension de la future mission et le concept général d'opération à retenir pour la division. Il informe verbalement les brigadiers. Le CO conduit l'analyse et la synthèse dans les 6 heures environ qui suivent. Après validation, un ordre d'orientation (WNGO) est immédiatement diffusé aux subordonnés : à peine plus de 7 à 8 heures se sont écoulées. Il reste 5 heures pour rédiger et concaténer l'ordre d'opération définitif. Une telle pression exige beaucoup des officiers du CO : intelligence de la situation, aptitude au travail coopératif, goût du dialogue, respect de l'organisation disciplinée des tâches et du temps, courage intellectuel pour défendre son point de vue lorsqu'inévitablement une difficulté surgit...

En contrepartie, le général s'applique rigoureusement le principe d'unité de commandement : il prend ses responsabilités, oriente le plus en avant possible, reste disponible à toutes les étapes des travaux de planification et d'élaboration des ordres. Dans le CO de la division, le général n'est pas un dieu inaccessible.

■ Commander les yeux dans les yeux

Cette dernière remarque souligne combien il est important que, à l'ère de la transmission de données, les ordres soient

exprimés verbalement pour être bien compris des subordonnés. Quel que soit son talent, un chef de division OPS ou un G3 ne peuvent pas décrire les nuances de la pensée du chef, expliquer le détail des modalités, et les raisons de l'action en préparation. A ce stade la terminologie militaire n'est pas toujours suffisante : combien de nuances dans les missions " retarder " ou " jalonner " ; combien plus lorsque le subordonné est espagnol ou allemand ? Cette manière de dialoguer a l'avantage d'obliger le CO de la division et le général à définir très exactement les effets à produire par les brigades ; elle laisse aux brigadiers une plus grande liberté pour choisir le terrain et les procédés les mieux adaptés. Dans un grand nombre des situations créées par nos opérations indirectes, la description en termes libres de chef à chef du " script et du scénario " de l'action rendrait presque inutile la définition précise d'objectifs terrain ; les mesures de coordination sont bien plus importantes.



Il n'existe pas - grâce au ciel - de doctrine établie pour l'art de commander une grande unité : seulement des règles générales, les contraintes de la technique, la culture militaire et le bon sens. C'est à chaque officier à son tour investi dans son commandement de déployer son état-major assez souvent en campagne, dans les centres de simulation ou dans la cour de la caserne pour le construire à sa main ; ou d'avoir la chance de le conduire en opération. Les pratiques diffèrent. Celles qui sont décrites ici sont valables à un moment donné à l'EMF3, à l'état-major de la DMNSE ou ailleurs. L'essentiel est de se souvenir que ce n'est jamais le preneur de son ou le régisseur qui animent et coordonnent l'orchestre mais celui qui tient la baguette du chef ◆

Doctrine

To see as clear as possible while reducing the time lag, is to win: the mastered practice of the TOC leads to an informal tempo, of course included in a regular cycle of the “combat tempo rhythm” but avoiding any routine. The commanding general is available: his presence can be requested at any moment to evaluate an information deemed important or to give a guidance. The permanent liaison from his tactical CP to the active Ops centre enables him to follow the situation; the G2 and G3 teams close to him convey to the operations centre the last guidance that he just gave to the 1st echelon brigades. At any moment, without formality, a telephone call or a physical meeting with the brigade commanders is looked for when there is a reorientation of the division manoeuvre, in anticipation to a phase against a new situation or to answer a priority request by a brigade.

In a division with a strong multinational character the informal discussions with the national deputies and the COS within the command group twice a day as an average at the morning coffee or for dinner permit to ensure the concordance of the national points of views, to make the true problems coming back to mind and often to bring the appropriate corrections.

■ Anticipating and giving a meaning

The division Ops centre is not that hive moved by a gregarious intelligence which would just bring out at the right time a school standard solution; neither is it a scene reserved for some tactics artists surrounded by their courtiers!

Subject to the permanent time pressure, compelled – not only in crisis time! – to run a formidable race against the clock, the Ops centre is structured according to a star-shaped organization around the TOC where each area of expertise must produce in constraint delays a cast off output precisely responding to the concept of the commanding general while remaining aware of the brigades requests and of a permanently evolving situation. In the

perspective of a future action within 36 hours the division has at its disposal around 12 hours to elaborate and release its orders and to leave the remaining time to the subordinate echelons before the beginning of the action.

No way in these conditions to let the staff developing peacefully its MEDO (estimate). In the hours following the general's return and after a quick briefing with the command group, the CG will, give accurate indications about his estimate of the enemy capabilities, his understanding of the future mission and the general concept of operation to be retained for the division. He verbally informs the brigadiers. The Ops centre conducts the analysis and the synthesis in about the 6 following hours. After validation, a warning order (WINGO) is immediately released to the subordinates: no more than 7 to 8 hours have been spent. Five hours are remaining to write down and to give its standardized and computerized format to the final operation order. Such a pressure is very demanding on the officers of the Ops: understanding of the situation, ability for team work, taste for dialogue, respect of the disciplined organization for tasks and delays, intellectual courage to defend one's point of view when inevitably a difficulty arises...

As a counterpart the general strictly applies the principle of unity of command: he takes his responsibility, provides guidance as early as possible, remains available during all the steps of the planning and preparation of orders. In the division Ops centre the general is no inaccessible god.

■ Commanding eyes in eyes

This last remark emphasizes how important it is that, at the era of data transmission, the orders be verbally expressed to be fully understood by the subordinates. Whatever his talent, an OPS division leader or a G3 cannot describe the shades of meaning of the commander's thought, explain in details the modalities and the reasons for the action in preparation. At that stage military terminology is not always sufficient: how many nuances in the wording of

“delaying” or “screening” actions, and much more when the subordinate is Spanish or German? That way of dialoguing has the advantage of compelling the division Ops centre and the general to define very precisely the effects to produce by the brigades; it provides the brigadiers with a larger freedom to choose the terrain and the best adapted processes. In a large number of situations created by our indirect operations the description in free terms from commander to commander of the “script and scenario” of the action would render almost useless the accurate definition of the terrain objectives; the coordinating measures are far more important.



There is no – thanks to God – established doctrine for the art of commanding a major unit: only general rules, the constraints of technology, the military culture and common sense. It is the responsibility of each officer once invested with his command to deploy his staff often enough in the field, in the simulation centres or in the barracks yard to shape it according to his will; or to be lucky enough to lead it in operation. Practices differ. Those described here are valid at a given time for the EMF3 (force staff n 3), for the MNDSE staff or elsewhere. The important thing is to remember that it is never the sound engineer or the floor manager who run and coordinate the orchestra but the one who holds the baton of the conductor ■

Etranger

L'emploi d'une division allemande

par le colonel Belde,
officier de liaison allemand auprès du CDES

Si les brigades constituent la force vive du combat interarmes dans le cadre de l'action interarmées, la division, représentant le plus haut niveau national de commandement tactique, a vocation à organiser et coordonner, en tant que "plaque tournante", la conduite tactique du combat interarmes ou de l'action interarmées. C'est ainsi qu'elle conserve la responsabilité globale pour les unités qui lui sont subordonnées. Et en même temps, elle est en mesure de commander de grandes unités d'autres nations.

Le niveau de commandement de la Division

Organisation modulaire d'une division

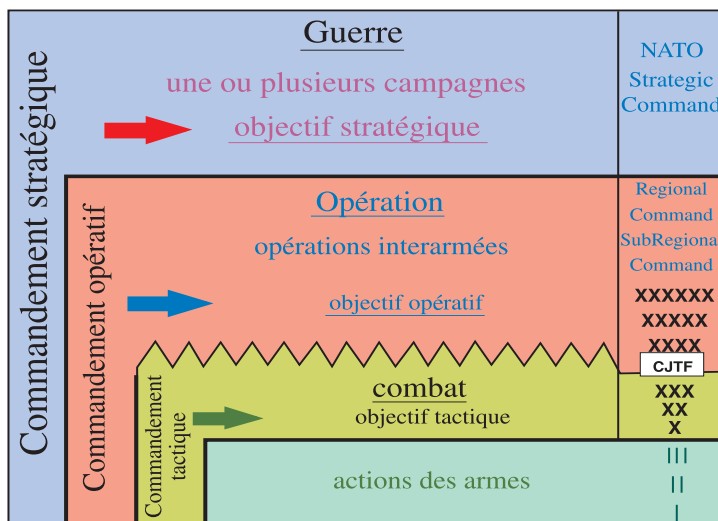
Il en résulte des exigences particulières quant à la capacité de commandement et à l'organisation des liaisons. La capacité de marquer l'effort et de le varier à l'intérieur de zones de responsabilité majeures requiert des éléments puissants de commandement, de renseignement, d'appui et de soutien opérationnel. Dans son organisation du temps de paix, une division allemande ne dispose plus que d'éléments de commandement et de renseignement. L'affectation d'unités actives d'appui et de soutien opérationnel provenant du commandement des appuis et du soutien de l'Armée de terre (*Heerestruppenkommando*), de la division des opérations aéromobiles (*Division Luftbewegliche Operationen, DLO*), de la division des opérations spéciales

(*Division Spezielle Operationen, DSO*), mais aussi d'éléments du service de soutien interarmées des forces (*Streitkräftebasis*) et du service central de santé (*Zentraler Sanitätsdienst der Bundeswehr*) s'effectuera en fonction de la mission et de la situation donnée.

L'art du commandement interarmes, c'est l'art d'assurer la conduite opérative et tactique d'éléments provenant de différentes armes dans la préparation, la conduite et le désengagement d'opérations menées en coopération avec d'autres armées et souvent en coopération avec des forces armées d'autres nations. Tout en s'appuyant sur l'ensemble des fonctions de commandement, cet art rassemble les capacités et le potentiel des différents armes et services de l'Armée de terre.

Le chef interarmes est un chef militaire commandant des unités nationales ou multinationales de différentes armes et, le cas échéant, de différentes armées et / ou qui, grâce aux unités endivisionnées en opération, est en mesure d'accomplir des missions, au moins pour une durée limitée, en action autonome.

Théâtre de guerre



C'est notamment l'opération interarmées, dans le cadre de l'éventail élargi des missions confiées aux forces armées, qui devra souvent être menée par des unités dont le volume est limité mais qui sont constituées d'une large gamme d'éléments qui se prêtent, grâce à leurs capacités, à des emplois bien différents, et qui en outre nécessiteront, dans bon nombre de cas, la mise en place d'une structure de commandement spécifique supplémentaire. Dans le combat interarmes, en revanche, même selon la nouvelle acception du terme, la qualité de chef interarmes sera liée comme par le passé au niveau des grandes unités, à savoir, à l'échelon de la brigade et aux échelons supérieurs, ou bien à l'échelon d'une unité de combat indépendante.

Foreign Studies

Employment of the German division

by colonel Belde,
German liaison officer to the French Doctrine and Higher Military Studies Command (CDES)

If brigades are the essential component of combined arms operations in a joint environment, the division, in its revolving turntable role, as the highest national level of tactical command, is aiming at serves the purpose of organizing and of coordinating the tactical control of combined arms operations or of joint actions. In that way it keeps holds a the global responsibility over its subordinated units. At the same time, it is up to assuming command of formations from other nations.

The division command level

The division modular task organization

Specific requirements for command capabilities and for the organization of liaisons are deriving from there. The ability to mark a main effort and to shift it within inside the areas of major responsibility areas requires powerful assets for command and control, combat intelligence, combat support, and operational combat service support. In its peacetime task organization, a German division only retains C2 assets and intelligence elements. Depending on the mission and on the situation, regular units could be attached: operational combat support and combat service support units from the Army combat support and combat

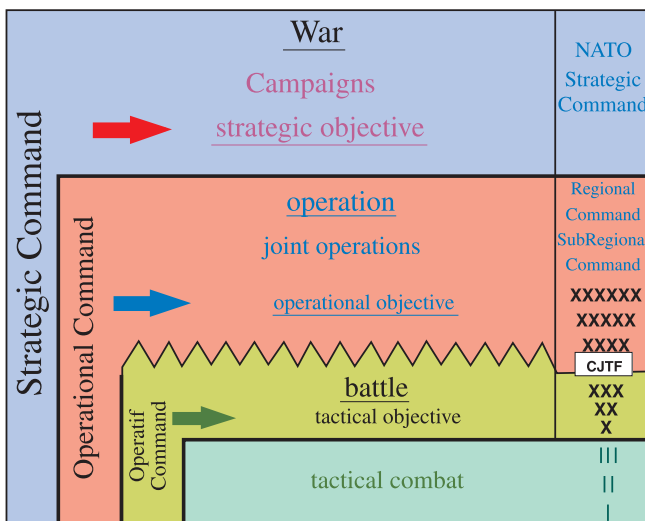
service support command (Heeresstrup-penkommando); from the airmobile operations division (Division Luftbewegliche Operationen, DLO); from the special operations division (Division Spezielle Operationen, DSO); and also some from the joint general support center (Streitkräftebasis) and from the Army central medical services corps (Zentraler Sanitätsdienst der Bundeswehr).

The art of combined arms command is the art of assuming the operational and tactical control of units from various branches for preparing, carrying out and disengaging from operations carried out in cooperation with other services and often with foreign armed forces. While relying on the whole set of command functions, this art is gathering capabilities and potential from all Army branches and services.

The combined arms force commander is a military leader commanding national or multinational units issued from different branches, services, and/or, who, thanks to task attached units, is in a position to fulfil missions, at least time limited ones missions in an autonomous mode.

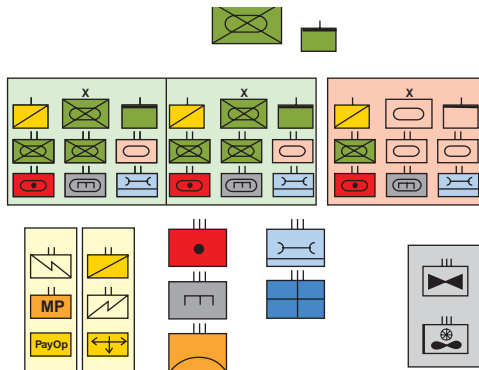
Specifically, it is a joint operation, within the enlarged spectrum of missions entrusted to armed forces that will have to be carried out by units limited in strength but made of a wide range of elements able, thanks to their specific capabilities, to carry out many different tasks; in addition, this will necessitate, in many opportunities, the setting up of an additional specific command structure. On the other hand, in combined arms operations, even considering this term in a newly accepted sense, the status of combined arms force commander is to be linked, as it was in the past, to the level of major formations, that is to say either to the brigade and higher levels, or to the level of an independent combat unit.

Theater of war



Etranger

Organisation Type d'une Division



Les forces de réaction doivent être projetables dans un délai maximal de 60 jours. La répartition des forces selon les différentes catégories de disponibilité, conformément au document MC 317 (restant à adopter définitivement), à savoir :

- HRF (*High Readiness Forces*) - disponibles dans un délai de 90 jours,
- *Forces of Lower Readiness* - disponibles dans un délai de 180 jours,
- *Longterm Buildup Forces* - disponibles au plus tôt dans un délai de 365 jours,

Zone de responsabilité / Zone d'intérêt

Pour les grandes unités allemandes la **zone de responsabilité** et la **zone d'intérêt** sont réparties selon le schéma ci-dessous.

Facteurs opératifs

Moyens

La division est à même, en fonction de la situation, de marquer l'effort et de le varier de façon rapide et souple. Avec les unités reçues en concours et/ou adaptées, elle est en mesure de conduire la manœuvre en grande partie en action autonome. Cette qualité permet au corps d'armée, en fonction du nombre des divisions qui lui sont subordonnées, de pouvoir "manœuvrer librement" dans la conduite de l'opération. Le niveau de commandement de la division joue donc un rôle central dans la manœuvre du corps d'armée.

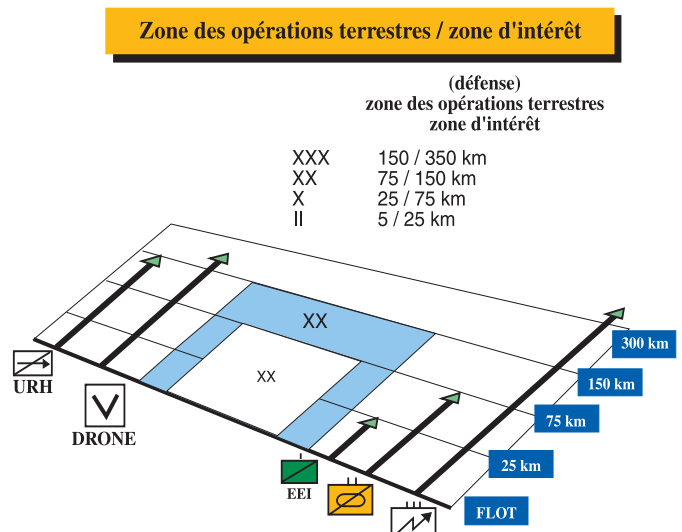
L'affectation d'unités aéromobiles renforce la capacité de la division de mener des opérations dans la profondeur du dispositif ennemi, de percer les lignes ennemies en mettant en œuvre un maximum de puissance de combat, mais aussi de déplacer rapidement dans l'espace la capacité antiblindés, ou de la mettre sur pied. Néanmoins, la division ne dispose pas actuellement encore de moyens suffisants pour couvrir sa zone de responsabilité en ce qui concerne le renseignement, mais plus particulièrement le feu. Seule l'amélioration de l'efficacité de certains systèmes d'armes existants (par exemple, l'augmentation de la portée du système LRM/MARS), l'acquisition de nouveaux systèmes (drone de combat, minidrone localisateur d'objectifs KZO) ou bien l'adaptation d'hélicoptères de combat aux divisions permettront à ces dernières d'appuyer avec leurs feux l'ensemble de leur zone de responsabilité, et renforceront donc leur aptitude au combat dans la profondeur.

n'a pas encore été effectuée.

L'espace de manœuvre

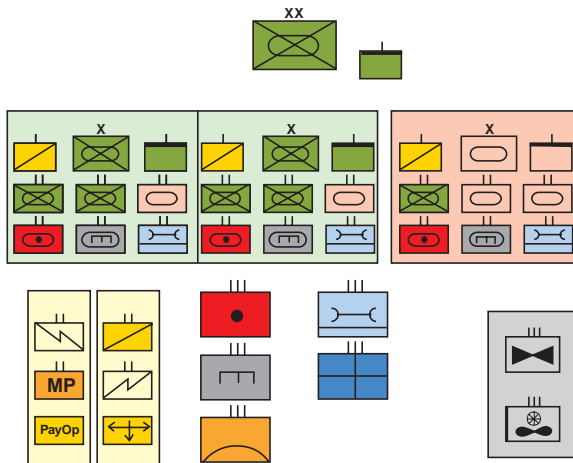
La dimension d'espace de manœuvre/ zone d'action de la division n'est pas déterminée par des normes (par exemple par l'addition des normes valables pour les brigades qui en font partie), mais découle essentiellement des idées de manœuvre de la grande unité supérieure et de la mission confiée à la division, ainsi que des caractéristiques du terrain.

L'espace dans lequel les divisions sont mises en œuvre a tendance à devenir plus grand. Des espaces plus vastes de surveillance, des flancs plus profonds, le combat dans la profondeur de l'espace ennemi, etc. viennent abroger les normes connues jusqu'à présent pour l'échelon de la brigade, déduites du nombre et de la nature des éléments mis en œuvre.



Foreign Studies

Standard Division Task Organization



provide fire support all over their area of responsibility and to increase their deep operations capability. Reaction forces should be ready for projection with a 60 days maximum warning time. Not yet defined, the forces distribution among the various operational readiness categories, as per MC 317 (to be definitely approved), that is to say:

- HRF (High Readiness Forces) – 90 days warning time.
- Forces of Lower Readiness – 180 days warning time.
- Long-term Buildup Forces - 365 days warning time at the best has not yet been achieved.

Area of responsibility / Area of interest

To German formations the **area of responsibility** and the **area of interest** are divided up as in the diagram below.

Operational factors

Assets

According to the situation, the division is up to show a main effort design a main and to shift it quickly and with flexibility.

With the assigned and/or attached units, it is able to conduct an almost autonomous operation. This capacity enables the Corps, depending on the number of subordinated divisions, to have a “freedom of maneuver” in the conduct of an operation. The division command level then gets a key role in the Corps maneuver.

The attachment of airmobile units increases the division ability to carry out in depth operations, to break through enemy lines by operating a maximum combat power, but also to shift or to build-up quickly a local antitank capability.

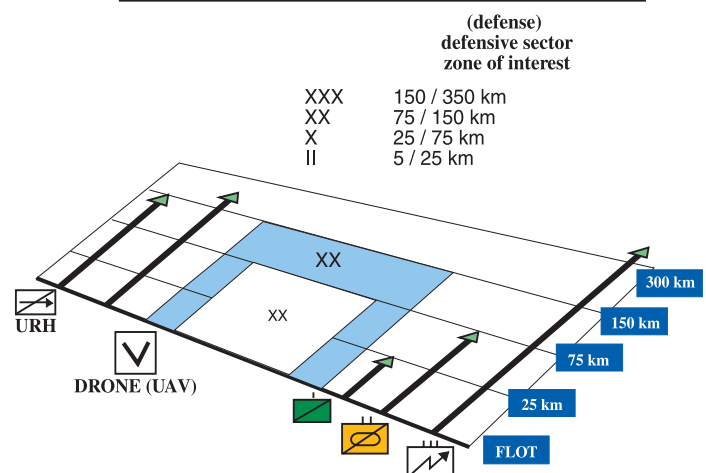
Nevertheless, the division does not yet get a sufficient number of available assets to fully cover its area of responsibility for intelligence and more particularly in matter of firing assets. Enhancing the effectiveness of some existing weapon systems (increasing the range of the MRL/MARS weapon system, for example), acquiring new ones (battle drones, target finder minidrones KZO), or attaching combat helicopters to divisions are the only ways to enable them to

The area of operations

The maneuver space/zone of action width is not made out of standards (let us say out of the addition of standards used for the affiliated divisions brigades), but mainly derives from the concepts of maneuver of the higher major command and from the mission the division is tasked with, and also from the terrain features.

The size of the area in which divisions operate tends to increase. Wider areas for surveillance, deeper flanks, battle in depth, etc. are, by now, abrogating those standards accepted at brigade level, inferred from the number and from the nature of the operated elements.

Area of Land Operations / Area of Interest



Etranger

L'idée de manœuvre du commandant de division constitue finalement le critère décisif pour l'utilisation de l'espace. Le commandant de division assume le risque qui résulte de l'utilisation d'espaces plus étendus. La gestion de l'espace terrestre devra prendre en compte les besoins du soutien opérationnel. Les possibilités de ce dernier dépendent en outre des dimensions des zones d'engagement, de la situation de leurs installations, de l'infrastructure disponible et de la qualité du réseau routier.

Dans l'appréciation de l'environnement, on accorde au terrain tenu par la division un autre poids qu'à celui attribué à la brigade. Conformément au niveau plus élevé de commandement, la "définition" du terrain devient moins haute. Ce ne sont pas les petits fossés qui y comptent, mais les zones forestières, industrielles etc, de grande surface.

Si aux niveaux brigade et inférieurs, une reconnaissance détaillée du terrain est effectuée, le commandant de division pourra, au maximum, profiter d'un survol en hélicoptère pour se faire une idée sommaire du terrain.

planification au niveau de la division sont certes une condition de base du combat interarmes, mais que cette planification ne doit pas s'effectuer au détriment des horizons de planification dont disposent les échelons subordonnés. Il faut laisser à ces derniers suffisamment de temps pour planifier la conduite de leur manœuvre et, surtout, la mettre en œuvre jusqu'au plus bas échelon. C'est le seul moyen qui permet de réaliser avec efficacité l'idée de manœuvre du commandant de division fixée au paragraphe 3 (a) de l'ordre d'opération de la division.

Pour la planification et l'émission d'ordres à chaque échelon, il faudrait compter au maximum 1/3 du temps total disponible, laissant cependant 2/3 du temps à l'échelon subordonné pour ses propres besoins de planification/émission d'ordres.

Cette prise de conscience doit être développée également au cours d'exercices en temps de paix. Ceci est d'autant plus difficile que l'emploi de la simulation informatique (dans la mesure où la planification et l'émission d'ordres n'y sont pas représentées dans la durée) implique le risque d'accroître la tendance au "wargaming" due à l'affichage graphique très actuel de la situation générée par ordinateur.

Largeur et profondeur des grandes unités et unités dans les modes d'action (point de repère)

Grande unité / unité	défense		attaque	opération retardatrice
	Zone de défense		Secteur de combat	
	largeur	profondeur	largeur	profondeur
Division	env. 35 - 40 km	< 60 km		
Brigade Pz PzGren	15 - 20 km	< 30 km	< 18 km	40 km
Bataillon Pz PzGren	< 6 km	< 8 km	< 6 km	< 8 km

L'exploitation du facteur temps et la connaissance des paramètres temporels revêtent donc une importance particulière dans le processus du commandement. Il faut prendre en compte tout ce qui est susceptible d'apporter des économies de temps dans le commandement, d'accélérer la mise en œuvre des forces et de créer une avance en termes de capacité de commandement. S'y prêtent par exemple :

Le facteur temps dans le processus de commandement

S'appuyant sur le travail classique d'état-major et une organisation adéquate du PC, la division est en mesure, en termes d'organisation fonctionnelle et structurelle, de réagir de manière rapide et souple, de structurer et d'exécuter les processus de planification visant un objectif précis, de conduire le combat en cours et les opérations ultérieures ainsi que de planifier le combat dans la profondeur. Néanmoins, il faut toujours prendre en compte le fait que les travaux de

- ordres/informations préparatoires,
- planification de manoeuvre, matrice d'aide à la décision confrontant les choix opérationnels amis/ennemis possibles,
- memento de service intérieur, memento sur l'organisation et le fonctionnement des postes de commandement,
- prises de décision en temps utile,
- utilisation de l'informatique.

Foreign Studies

The concept of maneuver of the division commander is, in the end, the decisive criteria for space management. The division commander takes on the risk resulting from using more extended areas. Ground Space management should consider the needs for operational support. In addition, the capabilities of this last one depend on the size of the selected engagement areas of operation, on the location of their facilities, on the available infrastructure, and on the quality of the communication lines.

When considering the environment, the terrain hold by a division is regarded more important than the one to be held by a brigade.

The higher the command level the less precise is the terrain "definition." Small ditches are not considered but rather major forested grounds, or industrial areas, ... and so on.

If at brigade level and below, a detailed area reconnaissance is achieved, the division commander can, at the best, take advantage of an helicopter flight to get a rough idea of the terrain features.

work of the division planning staff, certainly a basic condition for combined arms operations, should not be detrimental to the planning perspectives of the subordinate levels. Sufficient time should be left to those levels to plan for their own maneuver and, most important, to implement it down to the lowest level. It is the only way to effectively carry out the concept of maneuver of the division commander as laid out in para 3 (a) of the division operation order.

For planning purpose and for issuing orders at every level, no more than 1/3 of the available time should be used so leaving 2/3 of it to the subordinate level for its own needs for planning and issuing of orders.

This kind of awareness should also be looked for during peacetime exercises. It is all the more difficult because the use of computer modeling (as long as planning and orders issuing are not played in real time) may imply a danger of an increasing tendency to "war gaming" since the graphic display of a computer-generated situation is constantly updated.

The time factor in the command process

Based on the conventional staff work and on a sound HQ organization, the division is able, in terms of functional and structural organization, to react quickly and with flexibility, to structure and to implement the planning processes aimed at a precise goal, to control the current combat operations fighting and operations the future ones as well as to plan the in-depth operations. Nevertheless it should always be considered that the

Exploitation of the time factor and the understanding of time parameters are then most important in the command process. Anything likely to save time for command purpose, to speed up forces commitment, and to have the lead in terms of command capability, should be carefully considered.

formation / unit	Width and depth of formation and units in different types of combat			
	defense		attack	delaying operation
	area of defense		sector	
	width	depth	width	depth
Division	app. 35 - 40 km	< 60 km		
Brigade Pz PzGren	15 - 20 km	< 30 km	< 18 km	40 km
Battalion Pz PzGren	< 6 km	< 8 km	< 6 km	< 8 km

Appropriate means, for instance:

- warning orders/information,
- operation planning, decision making matrix comparing possible friendly/enemy operational options,
- standing orders memo, guide about the organization and the functioning of headquarters,
- in time decision making,
- computer assistance.

Etranger

Le facteur information

La tâche centrale du commandement interarmes, consistant à concilier les moyens, l'espace et le temps, ne sera pas maîtrisable sans s'appuyer dans une large mesure sur **l'information** sous toutes ses formes. La lutte pour la maîtrise de l'information aura une influence décisive en ce qui concerne le commandement militaire, quelle que soit la situation donnée. En outre, les besoins en information de l'opinion publique et le rôle que les média en déduisent pour eux-mêmes ainsi que les possibilités de ces derniers de diffuser en direct des nouvelles et reportages de n'importe quel point du monde, de n'importe quel théâtre de guerre ou d'opération exigent de la part du chef interarmes une conscience aiguë de ses responsabilités, une grande ouverture d'esprit et la volonté de coopérer avec les média.

Modes d'action

L'attaque a pour but de détruire des éléments ennemis et de s'emparer d'une zone. Souvent, l'attaque est dirigée uniquement contre l'ennemi ou bien exclusivement destinée à saisir du terrain. Il y a des situations où l'attaque ne sert qu'à refouler l'ennemi, à le décevoir, à obtenir des renseignements ou à soulager les forces amies au contact. Le mode d'action d'attaque ou celui des opérations offensives sont les mieux appropriés pour parvenir à la décision.

La **défense** vise à faire échouer l'attaque ennemie dans une zone définie. Le défenseur oppose donc sa volonté à celle de l'agresseur, créant ainsi les conditions, pour les forces amies, de parvenir à une décision par l'attaque. Souvent, les troupes amies mènent des opérations défensives afin d'interdire à l'ennemi de s'emparer d'une zone protégée. Dans tous les cas, il s'agit d'infliger à l'ennemi le maximum de pertes. Une opération défensive peut être menée par sa propre décision ou être imposée par la situation donnée. Le commandement peut limiter la défense dans le temps.

L'action retardatrice a pour but d'arrêter et d'user les forces ennemies attaquant pour une durée déterminée, sans pour autant leur opposer une résistance poussée à l'extrême, et de canaliser leur mouvement vers une direction favorable pour la manœuvre amie. Ceci ménage la capacité opérationnelle des forces amies et la préserve pour d'autres missions. Ainsi, la manœuvre retardatrice crée en outre les conditions pour la conduite des opérations suivantes. De façon préméditée, le chef militaire cède du terrain pour bénéficier d'un maximum de liberté d'action ou gagner du temps. L'action retardatrice ne

cherche pas la décision. Elle peut être menée volontairement ou être imposée par la situation donnée. Ce faisant, on vise à préserver les forces amies de la destruction par un ennemi attaquant du fort au faible, ou bien à créer une situation qui permette de mener l'attaque principale, agissant activement pour parvenir à la décision.

Le choix du **mode d'action** dépend entre autres de la nécessité de saisir ou de tenir une zone, mais aussi de la question de savoir s'il est possible, au moins temporairement, de l'abandonner. Ceci n'est certes qu'un seul élément déterminant le choix et, plus encore, le changement d'un mode d'action. C'est la volonté du chef interarmes qui revêt une importance encore bien plus grande. Pour imposer sa volonté à l'ennemi, le chef emploiera ses moyens en personnel et matériels pour mener une manœuvre audacieuse et à un rythme élevé, exerçant une pression permanente sur l'ennemi. Ce n'est donc pas l'espace qui détermine avant tout le choix ou le changement d'un mode d'action, mais la volonté du chef interarmes d'imposer son intention dans l'espace étant à sa disposition. Le choix et le changement du mode d'action constituent donc un élément important des libres manœuvres*.

La simple règle générale qu'a formulée le chef d'état-major de l'Armée de terre allemande pour l'emploi des moyens dans les modes d'action est la suivante : " Action défensive autant que nécessaire, action offensive autant que possible, pas de craintes excessives sur les flancs ! "

Commandement/aide au commandement

Intégration dans les structures de commandement de l'OTAN

Étant donné que les états-majors de division préparent leurs engagements dès le temps de paix de concert avec les grandes unités multinationales correspondantes et qu'ils effectuent des exercices, etc. en commun, ceci équivaut, pour les divisions " concernées ", à un travail supplémentaire considérable et crée des besoins complémentaires en termes de coordination.

La base du travail d'état-major multinational est constituée par les **Standing Operating Procedures (SOP)**. Dans les structures coalisées et lors d'opérations sous l'égide des Nations Unies, il n'existe souvent que des **Guidelines for Standing Operating Procedures (Guidelines SOP)**. Ces directives sont orientées vers la mission opérationnelle commune. Leurs dispositions sont de caractère moins détaillé et nécessitent la concrétisation par les partenaires de la coalition.

* Helmut Willmann: Freie Operationen

Foreign Studies

The information factor

As the central task of combined arms command to reconcile means, space, and time is not to be mastered without relying to a large extent on information in any form. Striving for mastering information will have a decisive influence effect on military command, whatever the situation. Moreover, the need for public information and the related role that the media give themselves, associated with their ability to broadcast live news and reports from any place throughout the world, from any war or operation theater demands the combined arms commander to be highly conscious of his responsibilities, to be quite open-minded, and to have the will to cooperate with the media.

Combat operating mode

***Offense** is aimed at destroying enemy elements and at seizing an area. Offense is often carried out either against the enemy only, or exclusively to control ground. There are situations when the purpose of an offensive action is only to push back an enemy, to deceive it, to gain pieces of information, or to ease forces in contact. There are situations when the purpose of an offensive action is only to push back an enemy, to deceive it, to gain pieces of information, or to relieve friendly forces in contact. The offense or attack combat process is the best fitted to gain decision.*

***Defense** aims to defeat an enemy offensive action in a defined area. So, The defender's will is then opposing the enemy's one, thus creating conditions for friendly forces, to reach a decision through attacking. Friendly forces often carry out defensive operations in order to prevent the enemy from seizing a protected area. In any case, the matter is to inflict heavy losses on the enemy. A defensive operation could either be decided on one's own decision or be made necessary because of a given situation. The commander may put time limits to defense.*

***Delaying action** is aimed at temporarily halting the attacking enemy forces, without opposing them with extreme defense, and at channeling their movement to a direction favorable to the friendly maneuver. This way of doing spares the friendly forces operational capability, and preserves it for further missions. Therefore, in addition, delaying action is creating makes up the conditions to carry out further operations. Deliberately, the military commander plans losing ground to benefit from a maximum freedom of action, or to save time. Delaying action is not looking for decision. It may be voluntarily carried out or be imposed by situation. Doing so, it is looked for*

saving friendly forces from destruction by an enemy attacking as the strong against the weak, or for creating a situation enabling us to carry out the main attack, actively tending to reach the decision.

*The choice of the **combat process** is depending, among other questions, on the necessity of seizing or of holding an area, and also on the question to know whether it is possible to leave it at least temporarily. Obviously this is only one among the factors governing the selection and, what is more, the change of a combat process. The combined arms commander's will is much more important. To dictate his will to the enemy, the commander will use the available means, personnel and equipment, to carry out an audacious and high rate maneuver, constantly pressing the enemy. Therefore space is not the determining factor to a combat process selection or change, but rather the commander's will to enforce his concept of operation within the available space. The choice and change of combat process are then significant constituents of freedom of maneuver*.*

The only general rule set by the German Army Chief of Staff for the employment of means in combat processes is the following one: "Defense as much as necessary, offense as much as possible, no excessive fears on flanks!"

Command and control/Command assistance

Integration into NATO command structures

As division headquarters are preparing commitments from peacetime along with their corresponding multinational formations, and as they carry out common exercises, the concerned divisions are therefore compelled to a significant work overload, and may face supplementary needs in terms of coordination.

*The bases for the multinational staff work are the **Standing Operating Procedures (SOP)**. With in coalition structures and within operations under the UN aegis, quite often, **Guidelines for Standing Operating Procedures (Guidelines SOP)** only exist. Those objectives are oriented toward the common operational mission. Their arrangements are less detailed and require to be materialized by the coalition partners.*

** Helmut Willmann: Freie Operationen*

Etranger

Recherche des informations/des renseignements

Lors de la recherche des informations et des renseignements, toutes les informations ayant trait à l'action de la division doivent être recueillies, appréciées et fournies aux bénéficiaires à temps et de façon complète. La mise en œuvre des moyens personnels et matériels de renseignement et de reconnaissance est déterminée par l'horizon de 48 heures disponible pour les besoins de planification, la nécessité de coordonner les activités des unités de reconnaissance et les caractéristiques des zones de responsabilité et d'intérêt concernées.



Appui au combat

La division doit organiser et coordonner le combat interarmes ou l'action interarmées. Dans le domaine de l'appui au combat, on lui rattache, pour la préparation et pour l'emploi, des unités provenant du Commandement des appuis et du soutien de l'Armée de terre et des brigades d'artillerie, du génie, de défense NBC et de défense antiaérienne. Des unités de la DLO et de la DSO peuvent également être rattachées ou adaptées.

Pour le combat interarmes, ces moyens peuvent être détachés au profit des brigades qui ne disposent pas des moyens organiques dont elles auraient besoin pour conduire le combat largement en autonome.

L'amélioration de l'efficacité de certains systèmes d'armes existants et l'acquisition de nouveaux systèmes (par exemple, du drone de combat TAIFUN, du minidrone localisateur d'objectifs KZO,...) permettront à la division de couvrir de mieux en mieux, en termes de systèmes d'armes, les zones respectives de responsabilité et d'intérêt. Dans ce contexte, des unités d'hélicoptères de combat/d'hélicoptères antichar adaptées donnent à la division un poids plus important et en même temps une nouvelle qualité pour contribuer au combat dans la profondeur.

Soutien logistique

En temps de paix, les divisions mécanisées de l'Armée de terre ne disposent pas, dans leur organisation de base, d'éléments organiques de soutien opérationnel du niveau division. Pour assurer le réapprovisionnement des brigades de mêlée endivisionnées et des éléments d'appui et d'aide au commandement donnés en renfort, des unités logistiques provenant du commandement des appuis et du soutien de l'Armée de terre et des unités médicales du service central de santé de la Bundeswehr, ayant en règle générale le volume d'un régiment, leur sont subordonnées. Ces éléments logistiques et médicaux reçus en renforcement pour le soutien opérationnel constituent, avec les services des unités et les unités logistiques des brigades, le dispositif logistique de la division.

La fonction logistique du commandement au niveau division consiste à fournir aux brigades de mêlée et aux renforcements d'appui et d'aide au commandement rattachés les prestations logistiques indispensables pour mener le combat interarmes ou l'action interarmées, et à coordonner l'action des unités logistiques et médicales pour la bataille ou bien l'engagement. Pour ce faire, la division fixe les grands traits et les détails de leurs tâches au paragraphe 4 de l'ordre d'opération, sous forme d'ordre pour le soutien logistique.



Structure/Organisation du PC Div

Les divisions mettent sur pied **un poste de commandement principal** capable de travailler en bordées et disposent en outre d'un **PC avancé**. À titre d'exception, le centre de soutien opérationnel peut assumer ses fonctions en étant séparé du PC principal (emploi temporaire en tant que **PC arrière de division**).

Au **PC avancé** sont représentées, en principe, les mêmes fonctions qu'au PC principal. À cet effet, les centres et cellules de ce dernier organisent les cellules destinées au PC avancé. Les PC avancés permettent au chef interarmes de conduire la manœuvre très en avant. Ils sont nettement moins importants, plus mobiles et plus souples que les PC principaux. Le but poursuivi consiste à pouvoir conduire la manœuvre dans la foulée.

Foreign Studies

Information / intelligence collection

When collecting information and intelligence, any information related to the action of the division should be collected, evaluated, and timely and completely forwarded to users. Operating the intelligence and reconnaissance personnel and assets is framed by the 48 hours horizon available for planning, the necessity of coordinating the activities of reconnaissance units and the characteristics of the concerned responsibility and interest areas.

Combat support

The division must manage and coordinate the combined arms battle or the joint action. In the field of combat support, units are attached to it, for planning and employment, coming from the Army combat support and combat service support command, from Field Artillery brigades, from Engineers, NBC, and Air Defense Artillery. Units from the airmobile operations division and from the special operations division could also be attached or placed in direct support.

For the combined arms battle, those means could be placed under operational control of brigades that have not the necessary affiliated units to conduct an almost autonomous maneuver.

The enhancement of effectiveness of some weapon systems and the acquisition of new ones (the TAIFUN battle drone, the KZO target finder minidrone, for example) will enable the division to cover better and better, its areas of responsibility and of interest as far as weapon systems are concerned. In that context, attack and anti-tank helicopter units placed in direct support provide the division with more strength and with a new capacity to participate in the in-depth operations.

Logistical support

In peacetime, Army mechanized divisions do not get, within their task organization, any affiliated components for operational service support at the division level.

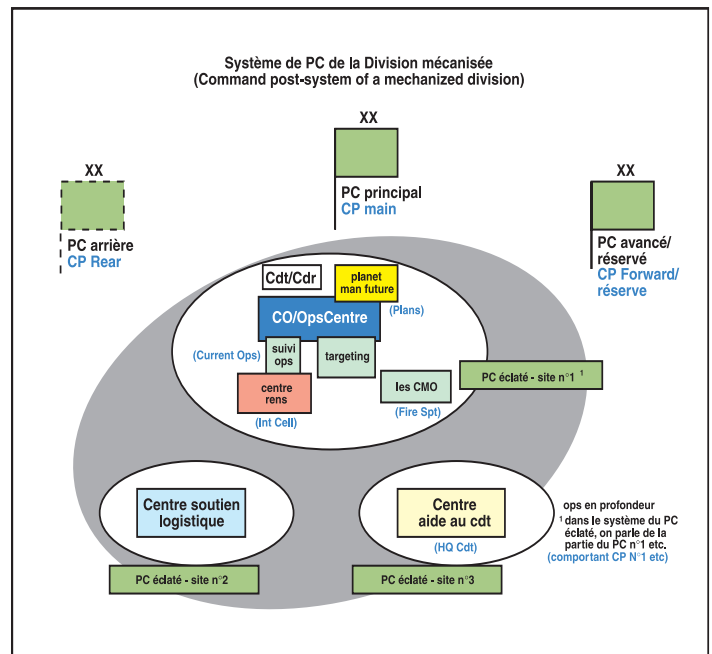
To resupply the divisional maneuver brigades and the reinforcing command support units, combat service support units, detached from the logistic brigades and units from the Bundeswehr medical Corps, usually in battalion size, are attached to them. Those reinforcing logistic and medical elements associated to the combat service support units and to the brigades logistic units make up the division logistic system.

At division level, the command logistic function is to provide the combat maneuver brigades, the combat support and command

support reinforcements with the necessary logistic support to carry out the combined arms battle or the joint action, and to coordinate the action of logistic and medical units in relation with the battle or with the operation operation. To do so, the division sets the main lines and the details of their tasks in para 4 of the operation order, as an administrative order.

Division CP structure / task organization

Divisions activate one **main command** post able to work in shifts and they have got one CP forward. Exceptionally the Operational service support center could operate while separated from the main command post (provisional use as division rear CP).



In the **CP forward** the same functions are represented as in the main CP. To do so, the centers and cells of the main CP organize the cells intended for the forward CP. Forward CPs enable the combined arms commander to conduct the maneuver from far ahead. They are less heavy, more mobile, and more flexible than main CPs. The aim is to be able to control the maneuver on the move.

In theory, the forward CP also gets all command functions. Forward CPs normally use the information prepared in the main CP, but they also are able, temporarily and with no support from the main, to conduct the combined arms battle or the joint action.

Foreign Studies

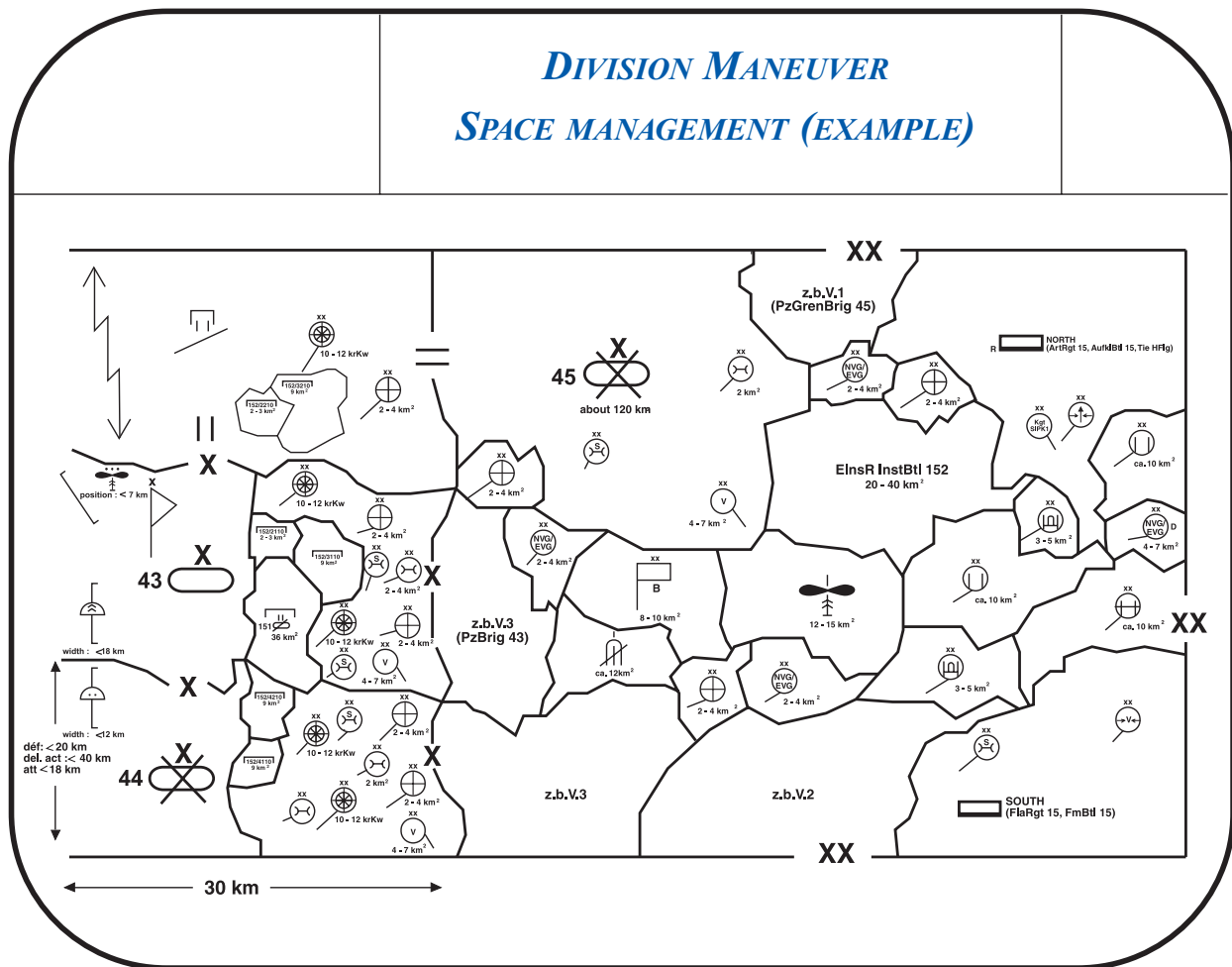
The forward CP should be able to follow quickly and very closely the formations committed forward. Liaison to the main CP should be backed with long-range communication assets means.

Forward CPs equipment should also ensure in the long term, a non-stop availability. If forward CPs are not committed, they are kept on call in the vicinity of main CPs ■

Summary

From a German point of view point, the division will remain, in the next future, the national command level within a NATO structure.

Nevertheless, it is anticipated to provide this formation with strictly national brigades (under OPCON).



Etranger

L'emploi tactique de la division selon la doctrine espagnole

par le lieutenant-colonel Izquierdo Navarette,
officier de liaison espagnol auprès du CDES

DU POINT DE VUE MILITAIRE, AU XVIII^e SIÈCLE, LA DIVISION A CONSTITUÉ UNE SOLUTION FRANÇAISE AU "VERTIGE" PRODUIT PAR UN NOMBRE TOUJOURS PLUS GRAND DE SOLDATS SUR UN TERRITOIRE DÉJÀ PAUVRE. TOUT D'ABORD, GRANDE UNITÉ DE VIE ET DE MARCHÉ, ELLE EST ENSUITE DEVENUE PROTAGONISTE DU COMBAT, POUR ATTEINDRE SA PLÉNITUDE TACTIQUE AU COURS DES BATAILLES DU XIX^e SIÈCLE. PUIS, AU SIÈCLE SUIVANT, ELLE S'EST CONFIGURÉE, EN PLUS, COMME ÉCHELON INTERMÉDIAIRE DU COMMANDEMENT ET COMME "UNITÉ DE COMPTE" DE LA CAPACITÉ DE COMBAT DANS LES GRANDS ÉTATS-MAJORS DE PLANIFICATION. ENFIN, ELLE A ÉTÉ LA PREMIÈRE VICTIME ORGANIQUE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN.

LE DÉBAT INITIAL SUR LA SUPPRESSION OU LA PERSISTANCE DE CET OUTIL MILITAIRE SE VOIT DÉPASSÉ, DANS LA PLUPART DES PAYS - C'EST LE CAS DE L'ESPAGNE -, PAR UN AUTRE DÉBAT AXÉ SUR LE BESOIN D'ADAPTER LA DIVISION AUX EXIGENCES DES OPÉRATIONS ACTUELLES ET FUTURES.

QUEL EST LE RÔLE DU CONCEPT D'EMPLOI TACTIQUE DE LA DIVISION DANS LA PENSÉE STRATÉGIQUE ESPAGNOLE ? POUR ABORDER CETTE QUESTION, IL FAUT ÉLARGIR LE SPECTRE ANALYTIQUE ET PROCÉDER PAR DES HORIZONS GLISSANTS, AFIN DE MIEUX COMPRENDRE L'ÉVOLUTION DOCTRINALE ET LA SITUATION ACTUELLE POUR LESQUELLES LE DÉBAT N'EST PAS NÉGLIGEABLE.

L'ÉVOLUTION DOCTRINALE

L'évolution de la doctrine en Espagne offre quelques similitudes avec la France. Dans la "*Doctrine d'emploi tactique des armes et des services*" de 1924, héritée du conflit de 1914-1918², la division et l'armée sont les unités "essentielles et constituent la base de l'organisation des forces en opérations" (p. 122). La **division organique** "est l'unité élémentaire tactique ou de combat" dont la puissance, la mobilité et l'autonomie lui permettent d'assumer des tâches de certaine importance. En même temps, la **division de cavalerie** se présente comme la grande unité de sécurité et de réserve stratégiques. Le "*Règlement d'emploi tactique des grandes unités*" de 1925 consacre son emploi dans le cadre du corps d'armée. En offensive, "la division, composée d'éléments hétérogènes, superpose l'action de ceux-ci pour obtenir une fin commune, normalement sur une direction unique" (p. 86) ; tandis qu'en défensive, "la division (...) développe le rôle plus important dans la bataille" (p. 115), car c'est dans cet échelon que s'effectue la combinaison des feux d'infanterie et d'artillerie.

Dans la "*Doctrine provisoire d'emploi des armes et des services*" de 1956 – son caractère provisoire lui a donné une très grande

longévité –, il n'y a rien de nouveau : "La Division est la grande unité de base, tactique ou de combat, de composition fixe, dont la permanence de l'organisation garantit sa personnalité et son esprit, base de son plus grand rendement au moment de former, avec d'autres divisions, les grandes unités de niveau supérieure" (p. 41). Cette doctrine, débitrice des valeurs morales et intellectuelles, propres à l'après-guerre civile, et de l'influence naissante de la guerre nucléaire, est la prolongation de la ligne précédente à l'égard de l'emploi de la Division.

La D-0-0-1 de 1976 – "*Doctrine d'emploi tactique et logistique des armes et des services*" – souligne son caractère logistique et précise : "La division est la grande unité fondamentale de la manœuvre tactique, de composition fixe ; elle est la plus petite des grandes unités qui peut exercer et développer plusieurs efforts (...) Elle peut assumer la totalité de n'importe quelle phase de la manœuvre de l'armée ou du corps d'armée, voire toutes les phases" (p. 58). De toute évidence, elle représente un échelon logistique.

(1) *Vertige*, en espagnol "vertigo", est un terme utilisé dans la littérature militaire espagnole pour se référer au phénomène psychologique provoqué, dans la mentalité des stratèges, par la nécessité de gérer une armée chaque fois plus grande dont le nombre d'effectifs a dépassé les capacités.

(2) "La guerre mondiale de 1914-18 a montré la véritable portée du concept nation en armes (...)". (Introduction, Madrid, Ed. EMC del Ejército 1924).

Foreign Studies

The tactical employment of a division according to the Spanish doctrine

*by lieutenant-colonel Izquierdo Navarette,
Spanish LO to the French Doctrine and Higher Military Studies Command (CDES)*

IN THE XVIIITH CENTURY, FROM A MILITARY POINT OF VIEW, THE DIVISION WAS THE FRENCH SOLUTION TO THE "FEVER" CAUSED BY AN EVER INCREASING NUMBER OF SOLDIERS ON AN IMPOVERISHED TERRITORY. FIRST OF ALL, BEING A LIVING AND MARCHING MAJOR UNIT, IT THEN BECAME A COMBAT PROTAGONIST, AND IT REACHED ITS TACTICAL PLENITUDE IN THE COURSE OF THE XIXTH CENTURY'S BATTLES. THEN, IN THE FOLLOWING CENTURY, IT IS IN ADDITION TASK-ORGANIZED AS AN INTERMEDIATE COMMAND AND CONTROL LEVEL, AND AS A "UNITY OF ACCOUNT" FOR COMBAT CAPABILITY IN THE MAJOR PLANNING HEADQUARTERS. EVENTUALLY, IT BECAME THE FIRST ORGANIC VICTIM OF THE BERLIN WALL'S COLLAPSE.

IN MOST COUNTRIES - AND THIS IS TRUE FOR SPAIN - THE INITIAL DEBATE ON THE PERSISTENCY OF THIS MILITARY TOOL HAS BEEN REPLACED BY ANOTHER DEBATE CENTERED ON THE NEED TO ADAPT THE DIVISION TO THE REQUIREMENTS OF CURRENT AND FUTURE OPERATIONS.

WHAT IS THE ROLE OF THE DIVISION'S TACTICAL CONCEPT OF EMPLOYMENT IN THE SPANISH STRATEGIC THOUGHT? IN ORDER TO TACKLE THIS QUESTION, WE HAVE TO BROADEN THE ANALYTICAL SPECTRUM AND TO PROCEED WITH EVOLVING FORECASTS, IN ORDER TO BETTER UNDERSTAND THE DOCTRINAL EVOLUTION AND THE CURRENT SITUATION, WHOSE DEBATE IS NOT NEGLIGIBLE.

THE DOCTRINAL EVOLUTION

Doctrine's evolution in Spain has some similarities with France. In the "Doctrine for the tactical employment of branches and supporting services" of 1924, inherited from the 1914-1918¹ conflict, Division and Army are the "basic" units "constituting the basis for the organization of forces in operations" (page 122). The **organic division** "is the tactical or combat basic unit", whose combat power, mobility and self-containment enable it to carry out rather important tasks. At the same time, the **cavalry division** is presented as a strategic reserve and security major unit. The "FM for the tactical employment of major units" of 1925 established its employment within the Army corps framework. In offensive operations, "the division, made of heterogeneous elements, is using one of their actions after another in order to achieve a common goal, normally on one unique direction (page 86); whereas in the defense, "the division (...) is playing the most important role in the battle" (page 115), as it at this level that infantry and artillery fires are combined.

In the "Provisional doctrine for the employment of branches and supporting services" of 1956 - its provisional status provided it with a very long longevity - there is nothing new: "the Division is the major tactical or combat unit, with a fixed task organization, and whose standing organization warrants its personality and its spirit, a basis for its best efficiency when forming higher major units together with other divisions" (page 41). This doctrine, taking advantage of moral and intellectual values specific to the after civil war period, and of the beginnings of atomic war influence, is the extension of the previous description regarding Division's employment.

The 1976 D-0-0-1 - "Doctrine for the tactical and logistical employment of branches and services" - underlines its logistical feature and adds: "The division is the basic major unit for tactics with a fixed task organization; it is the smallest among major units, which can carry out several efforts and develop them (...). It can carry out the whole of some any specific phase of the Army's or corps' maneuver, and even all the phases" (page 58). Obviously, it is a logistical echelon.

1. «The 1914-18 world war showed the actual meaning of the "nation in arms" concept (...)». (Introduction, Madrid, Ed. EMC del Ejército 1924).

Etranger

La deuxième édition de 1980 qui abroge la précédente, énumère les mêmes caractéristiques : " La Division est la grande unité fondamentale de la manœuvre tactique. Sa composition fixe lui garantit personnalité et esprit particuliers. Elle sert d'échelon logistique et de base pour la formation de grandes unités de niveau supérieur " (p. 61). Dans le même ordre d'idée, elle pourrait développer plusieurs efforts avec la combinaison de ses éléments de mêlée, d'appui et de soutien. Les types de division envisagés sont les suivants : motorisée, mécanisée, blindée, montagne et aéroportée. En résumé, dans l'Armée espagnole pendant le XX^e siècle, la division s'est configurée comme l'outil de combat le plus important. Son caractère s'est basé sur l'organisation et l'emploi tactique fixés par la doctrine, liés au temps de guerre ; mais, aussi, sur son rôle par rapport à l'entraînement des forces et à la défense du territoire, en temps de paix.

LA SITUATION ACTUELLE

La DO1-001 (2^e édition, 1998) *Doctrine Emploi de la Force Terrestre*, actuellement en vigueur, constitue une révision du texte de 1996 ; innovateur par rapport à la doctrine de 1980 étant donné le besoin d'harmonisation avec l'OTAN depuis l'intégration espagnole en 1981. Cependant, les paragraphes consacrés à la division dans le chapitre 7 n'apportent rien de nouveau : " La division est la grande unité fondamentale pour la manœuvre tactique. Sa composition fixe lui garantit une personnalité et un esprit particuliers. Elle peut assumer une ou quelques unes des phases de la manœuvre du corps d'armée, voire toutes (...) ". Elle est aussi échelon logistique pour les EOD et pour les petites unités reçues en renforcement. Elle peut assurer le complément de quelques fonctions logistiques de ses brigades et intégrer leur activité logistique, si les circonstances le conseillent, dans une organisation centralisée du domaine divisionnaire.

En liaison avec la DO1-001, dans la nouvelle réorganisation de l'Armée de terre, le Plan Norte³ a gardé deux unités de niveau divisionnaire : la Division mécanisée BRUNETE n° 1 (DIMZ 1) et la Force d'action rapide (FAR). La DIMZ 1 est l'héritière de la Division blindée du même nom, tel que l'a rappelé⁴ le général Mena, son ancien commandant, car la présence de forces blindées, mécanisées et blindées - légères permet de l'inclure dans le concept de **forces lourdes** établi pour cette doctrine (chapitre 6). Le gouvernement espagnol a retenu cette division, le premier juillet 1994, pour l'intégrer au Corps européen. Ce processus a commencé avec l'exercice PEGASUS 94 et a fini avec l'exercice COOPERATIVE GUARD 99. Par ailleurs, les trois brigades de la DIMZ 1 participent avec la

Brigade de cavalerie CASTILLEJOS II au maintien permanent d'un groupement tactique en Bosnie-Herzégovine.

A l'origine, la FAR a été une réponse au Plan stratégique interarmées de 1990. La directive ministérielle du 30 janvier 1992 avait configuré la FAR comme un EMF de niveau deux, mais en 1994 elle est devenue unité organique en intégrant les trois brigades (parachutiste, aéroportée et légion), en plus du Régiment léger de cavalerie LUSITANIA n° 8 et du Bataillon d'opérations spéciales de la légion qui, parmi d'autres, lui étaient assignées. En 1998, à la suite de la décision gouvernementale d'intégrer la structure militaire de l'OTAN, la FAR a été désignée pour constituer le noyau dur de la " Division de réaction rapide " (DRR) mise à disposition de l'" Allied Command Europe Rapid Reaction Corps " (ARRC). Dans ce cadre, la DRR espagnole est la seule unité légère parmi les divisions à caractère national.



L'EMPLOI TACTIQUE DES DIVISIONS

Les dernières décisions sur la politique militaire de l'Espagne ont provoqué une révision doctrinale dont la DO1-001 est le premier résultat. Après cette compilation des préceptes élargis au-delà du niveau purement tactique et qui constituent la doctrine actuelle, il faudrait descendre au domaine de l'emploi des grandes unités pour trouver les normes et les procédures opérationnelles. Néanmoins, le processus n'est pas fini. Aujourd'hui, les publications doctrinales⁵ à cet égard sont liées à la doctrine de 1980 ; en attendant la prochaine parution de celles-là, on peut énoncer quelques réflexions sur les caractéristiques, les possibilités et les principes d'emploi des unités évoquées ci-dessus.

(3) Plan Norte : Plan pour la modernisation de l'Armée de Terre qui s'est déroulé entre 1996-2000.

(4) Revue Ejército, n° 719, décembre 2000 (p. 5).

(5) O-0-0-19 : Orientations Les grandes unités de montagne.

O-0-0-26 : Orientations Division d'infanterie motorisée.

O-0-0-27 : Orientations Divisions d'infanterie mécanisée et blindée.

Foreign Studies

The second edition of 1980, which abrogates the preceding one, enumerates the same characteristics: "The Division is the basic major unit for tactical maneuver. Its fixed task organization provides it with specific personality and spirit. It is used as a logistic echelon and as a building block to set up higher major units" (page 61). In the same context, it could carry out several MEs by combining its combat, CS (Combat Support) and CSS (Combat Service Support) units. The different types of envisioned divisions are the following: light motorized infantry, mechanized infantry, armored, mountain infantry and AB (airborne). In summary, within the Spanish Army during the XXth century, the division was organized as the most significant combat tool. Its feature is based on the organization and tactical employment as settled by doctrine, and linked to wartime; but also on its role towards force training, and home's defense in peace time.

THE CURRENT SITUATION

The DOI-001 (2nd edition, 1998) "Doctrine for the employment of land forces", currently in force, is an amended version of the 1996 text; innovative compared to the 1980 doctrine, owing to the harmonization requirement with NATO since the Spanish integration in 1981. However, the paragraphs devoted to the division in chapter 7 bring in nothing new: "the Division is the basic major unit for tactical maneuver. Its fixed task organization provides it with specific personality and spirit. It can carry out one or some of the phases of the corps' maneuver, and even all of them (...)". It is also a logistic echelon for the division troops and for smaller attached units. Should conditions recommend it, it could supplement some logistic functions of its brigades and integrate their logistic activity into a centralized organization of the divisional area. In connection with DOI-001, in the new Army reorganization, two units at divisional level were kept in the Norte² Plan: the BRUNETE n° 1 (DIMZ 1) mechanized division and the Rapid Action Force (FAR).

The DIMZ 1 is the heiress to the armored Division of the same name, as reminded³ by General Mena, its former commander, as the presence of armored, mechanized and light armored units enable to include it into the concept of heavy forces set up for this doctrine (chapter 6). On July 1st, 1994, the Spanish government has selected this division to join the Eurocorps. This process started with exercise PEGASUS 94 and finished with exercise

COOPERATIVE GUARD 99. In addition, the DIMZ 1's three brigades, alongside with the armor brigade CASTILLEJOS II, take part in the standing permanent presence of a tactical TF (Task Force) in Bosnia-Herzegovina.

Originally, the FAR was an answer to the 1990 joint strategic plan. The ministerial directive of January 30, 1992 had organized the FAR as a level 2 force headquarters; but in 1994, it was becoming an organic unit by integrating the three (parachute, airborne, and legion) brigades, in addition to the light armored battalion LUSITANIA Nr 8 and to the legion special operations battalion, which, among others, were assigned to it. In 1998, following the government's decision to integrate NATO military structure, the FAR was selected to set up the core of the "Rapid Reaction Division" (DRR) earmarked to the "ACE (Allied Command, Europe) Rapid Reaction Corps" (ARRC). Within this framework, the Spanish DRR is the only light unit among the national divisions.

PERTAINING TO TACTICAL EMPLOYMENT

The last decisions pertaining to the Spanish military policy caused a doctrinal review, which DOI-001 is the first result. After this compilation of precepts widened beyond a purely tactical level, and which constitute the current doctrine, it would be necessary to go down to the area of the employment of major units to find out the operational procedures and standards. Nevertheless, the process is not over. Today, doctrinal⁴ publications in this respect are linked to the 1980 doctrine; while waiting for their next publication, some thoughts could be mentioned about the features, the possibilities and the principles of employment of the previous units.

2. Norte Plan: Plan for the Army modernization, which was carried out between 1996-2000.

3. Monthly Ejército, Nr 719, December 2000 (page 5).

4. O-0-0-19: Orientations Mountain major units;

O-0-0-26: Orientations Motorized infantry division;

O-0-0-27: Orientations Armored and mechanized infantry divisions.

Etranger

La DIMZ 1 est employée conformément aux "*Orientations Divisions d'infanterie mécanisée et blindée*" (0-0-0-27), édition de 1983. A cet effet, la DIMZ 1 est une unité mécanisée hétérogène, à trois brigades, avec une grande puissance et une forte mobilité tactique ; mais avec des limites provenant du soutien logistique, de l'état et de la nature du terrain et de la protection sol-air. Elle est surtout apte pour les actions dynamiques dans le théâtre d'opérations, car sa mobilité stratégique est réduite et son autonomie limitée à cinq jours. Quant aux possibilités, la DIMZ 1 pourra participer à toutes les phases de l'action avec les renforcements d'appui et de soutien nécessaires, étant donné que la division a été dimensionnée pour entreprendre un effort du type moyen. En offensive, son aptitude pour le combat rapproché, pour les actions rapides et profondes, pour la conquête et la défense du terrain, pour la répétition d'efforts et pour l'adaptation à l'ambiance NBC la configure comme un élément polyvalent et décisif du champ de bataille. En défensive, elle peut s'adapter, avec des limites, à tous les types de défense ; cependant, elle atteint sa meilleure expression dans la défense mobile ou le combat retardateur dans les opérations de retardement. Par rapport aux principes d'emploi, le commandement doit optimiser les capacités et les limites ou vulnérabilités. En d'autres termes, il s'agit de privilégier l'esprit offensif, la souplesse et la manœuvre à tout moment, avec une planification détaillée et une exécution ferme qui assurent l'action de l'ensemble.

La DRR applique les SOP de l'ARRC ; mais il n'y a pas de publication doctrinale spécifique concernant cette division. Etant donné la composition de la DRR, par analogie, on pourrait prendre les "*Orientations Division d'infanterie motorisée*" (0-0-0-26) comme texte de référence. Cette division est une force légère, à trois brigades à caractère hétérogène dont la vocation de projection constitue l'élément de cohésion. La DRR est une unité d'une grande souplesse dans un environnement conventionnel, apte pour les actions dans la profondeur, mais qui doit prendre en compte les élongations avec les forces principales. Par rapport aux possibilités offertes, elle a un haut degré de disponibilité qui facilite la surprise et une grande capacité de projection stratégique. Par conséquent, la DRR peut constituer le noyau précurseur d'opérations de grande envergure ou une réserve opérationnelle à disposition du commandement. En offensive, elle peut livrer des combats limités dans le cadre des opérations aéroportées. Elle est un des outils principaux pour garantir la liberté d'action. En défensive, la DRR se configure comme une réserve capable de mener des opérations aéroportées et elle peut contribuer, d'une façon limitée, à la défense de zone surtout dans un terrain difficile, couvert ou urbanisé. L'ancien commandant de la FAR, le général De Lara, a souligné

l'intérêt de l'emploi de la DRR dans les conflits de basse intensité⁶, afin de compléter les capacités de l'ARRC. L'emploi de la division doit respecter les principes suivants : information précise sur l'ennemi, la zone d'action et la météorologie, action par surprise, protection antiaérienne, appui aérien et synchronisation avec les autres forces.

Bien que le chemin parcouru par ces unités soit déjà long, il reste certains défis à relever dans un avenir proche. La décision de transformer le Corps européen en Corps de réaction rapide européen obligera à adapter la DIMZ 1 aux exigences de l'Union européenne. Il faut attendre la définition organique précise, mais la réorganisation du quartier général paraît convenable. Quant à la DRR, liée au devenir des commandements de l'OTAN, elle doit consolider sa structure, renforcer la cohésion et, enfin, harmoniser la doctrine d'emploi et les procédures opérationnelles.



En conclusion, le besoin de faciliter l'intégration dans des structures multinationales et de répondre à la nouvelle situation stratégique a provoqué une révision doctrinale et une réorganisation de l'Armée de terre dont la division constitue une unité organique. La DIMZ 1, en tant que force lourde, est conçue pour aborder toutes les missions du spectre stratégique. La DRR, en tant que force légère, a un champ d'action axé sur les conflits de basse intensité. Cette décision a été confirmée⁷, il y a quelques mois, par le CEMAT espagnol. Néanmoins, le séminaire organisé par le Commandement de doctrine et de l'enseignement (MADOC) sur l'emploi de la DIMZ, en janvier 2002, a souligné certaines incertitudes sur la composition organique de cette division en ce qui concerne les renforcements d'appui et de soutien nécessaires pour assurer son emploi dans les scénarii envisagés. De plus, le débat doctrinal qui en suivra n'est pas facile à développer, aussi bien pour la DIMZ que pour la DRR ◆

(6) *Revue Ejército*, n° : 707, décembre 1999 (p. 5).

(7) "*L'Armée de terre XXI siècle : un saut qualitatif*". CEMAT, 12 octobre 2001.

Foreign Studies

The DIMZ 1 is employed according to the “**armored and mechanized infantry divisions Orientations**”, (O-0-0-27), edition 1983. To this end, the DIMZ 1 is an heterogeneous mechanized unit, with three brigades, having an important tactical mobility and combat-power; but together with limitations due to logistical support, to terrain conditions, as well as to ground-to-air protection. It is especially suited for dynamic actions in the theater of operations, because its strategic mobility is reduced and its operating range is limited to five days. As far as capabilities are concerned, the DIMZ 1 will be able to take part in all the phases of the maneuver, with the required CS and CSS support, since the division was tailored to carry out a medium effort. In e offensive operations, the division is tailored as a versatile and enabling element on the battlefield, because of its capability for close-in warfare, for rapid and in-depth maneuvers, for seizing and defending ground, for carrying out repeated efforts, and for adapting to an NBC environment. In the defense, it can manage to operate, with some limitations, in all kinds of defensive operations; however, it is best fitted for conducting mobile defense or delaying actions. Taking into account the employment principles, command should optimize capabilities and limitations or vulnerabilities. In other words, it is a matter of favoring the offensive spirit, flexibility and maneuver at any time, through detailed planning and firm execution, which ensure the overall action.

The DRR has to cope with the ARRC's SOPs (Standing Operating Procedures); but there is no specific doctrinal publication concerning this division. By analogy and according to the DDR's task organization, we could take the “**Light infantry division Orientations**” (O-0-0-26) as the reference text. This division is a light force with three brigades of heterogeneous nature, whose projection vocation is the cohesion element. The DRR is a very versatile unit within a conventional environment, able to be committed in deep operations, but that has to take elongations with bulk forces into account. Compared to granted possibilities, it has a very high level of operational readiness - which facilitates surprise - and an important strategic projection capability. Consequently, the DRR could be a core enabling more important operations or an operational reserve available to the army command. In the offense, it could conduct limited operations within the framework of airborne operations. It is one of the main tools for freedom of action. In the defense, the DRR is tailored as a reserve force able to carry out airborne operations, and it could take part, in a limited way, in defense area warfare especially in a difficult, wooded or urban terrain. The

former FAR commander, General De Lara, has underlined the DRR's employment in LICs⁵ (Low Intensity Conflicts) in order to supplement the ARRC's capabilities. Division's employment should comply with the following principles: accurate intelligence on the enemy, information on the engagement area and on meteorology, tactical surprise, AD (Air Defense) protection, air support and coordination with other forces.

Although the way covered by these units is already a long one, there are still some challenges to take up in the near future. The decision to transform the Eurocorps into a European Rapid Reaction Corps will compel us to adapt the DIMZ 1 to European Union's requirements. We have to wait for the accurate task organization, but the headquarters' reorganization appears to be suitable. As for the DRR, linked to the future of NATO's commands, it should strengthen its structure, reinforce cohesion, and eventually harmonize the doctrine reinforce of employment and operational procedures.



In conclusion, the requirement to facilitate the integration within multinational structures and to meet the new strategic situation resulted into a doctrine review and Army reorganization, whose division is an organic unit. The DIMZ 1, as a heavy force, is designed to carry out the whole spectrum of strategic missions. The DRR, as a light force, is oriented on actions centered on LICs. This decision has been confirmed⁶ a few months ago by the Spanish Army Chief of Staff. Nevertheless, the seminar studying the employment of the DIMZ organized by the Doctrine and Training Command (MADOC) in January 2002, has underlined some uncertainties about the organic structure of this division, with respect to CS and CSS reinforcements required to ensure its commitment in the envisioned scenarios. Moreover, the doctrinal debate that will follow is not easy to develop for both the DIMZ and the DRR ◆

5. Monthly Ejército, Nr 707, December 1999 (page 5).

6. “XXIst century's Army: a qualitative jump”. Chief of the Army Staff, October 12, 2001.

Etranger

L'«Interim division» de l'US Army¹

par le colonel Boré,
chef du détachement des officiers de liaison français aux Etats-Unis

L'ENVIRONNEMENT CONCEPTUEL

L'évolution de la réflexion doctrinale a conduit l'US Army sur le chemin du concept d'*Objective Force*², unité future hautement technologique combinant la puissance de feu et la mobilité. Les doctrinaires américains réfléchissent encore sur son contenu. Quelle sera la structure de l'*Objective Force* ? La première unité qui devrait voir le jour en 2008 sera-t-elle une division, une brigade, ni l'une ni l'autre ? Le niveau division existera-t-il encore dans l'architecture globale construite autour du système de systèmes futur³ ? Une partie des réponses viendra sans doute à partir de 2003. En attendant, l'US Army fonctionne avec la division classique qui n'est plus à présenter. Parallèlement, elle expérimente depuis 2000 l'emploi d'une nouvelle division numérisée, l'*Interim division*.

L'information, la mobilité, les frappes de précision sont au cœur des principes d'action de cette dernière considérée comme la passerelle vers l'*Objective Force* future⁴ :

- Privilégier la compréhension de la situation opérationnelle dans la zone de responsabilité (*situational awareness et situational understanding*) en exploitant la supériorité des systèmes de communications satellitaires et numérisés (*gain information dominance*).
- Conduire une manœuvre globale en adaptant le lieu et le moment de l'action ainsi que les moyens à mettre en œuvre en fonction de la nature de l'adversaire (*conventionnel ou asymétrique*) et au terrain (complexe ou ouvert).
- Déployer des forces constituées pour le type de missions fixées par le commandement de théâtre interarmées (*Joint Task force Headquarters*).

L'actuelle *Interim division* préfigure donc bien la future *Objective Force*. A ce titre elle mérite que l'on s'y attarde aujourd'hui en éclairant ses fondements doctrinaux et ses capacités clés.

LE FONDEMENT DOCTRINAL : LE RETOUR A L'OFFENSIVE

Le fondement doctrinal est défini par le nouveau règlement d'emploi des forces terrestres (*Field Manual 3-0*). Des principes

d'action énoncés en introduction découlent des procédés clés : *See first, Understand first, Act first, Finish decisively*. Ils traduisent la volonté de conserver l'initiative par la maîtrise de l'information, les frappes de précision simultanés sur des objectifs " discontinus " dans tout l'espace de bataille, en accélérant enfin le rythme de la manœuvre visant à obtenir une victoire rapide et décisive.

Les procédés ainsi définis génèrent à leur tour des modes d'action donnant à la division l'aptitude de mener des actions offensives au sein d'un dispositif éclaté, non linéaire, de jour comme de nuit et par tous les temps :

- annihiler la maîtrise initiale du temps et de l'espace dont dispose l'ennemi;
- l'empêcher d'atteindre ses objectifs initiaux;
- le contraindre à adopter une posture défensive;
- menacer ses capacités majeures;
- accélérer l'exécution des opérations décisives.

(1) Colonel Henri Boré, DLT Fort Monroe.

(2) The US Army Objective Force, TRADOC, PA 525, June 2001.

(3) Le Futur Combat system (FCS).

(4) idem note n°1.

Foreign Studies

The US Army's «Interim division»¹

by colonel Boré,
commanding the French liaison officers' team in the United-States

CONCEPTUAL ENVIRONMENT

The evolution of doctrinal thinking has led the US Army to the *Objective Force*² concept, a high-tech future unit combining fire power and mobility. US doctrinal masters are still thinking about its contents. What *Objective Force's* structure will be? Will the first unit expected in 2008 be a division, a brigade, or neither one nor the other? Will the division level still exist within the global architecture built around the future system of systems³? Part of the answers will undoubtedly come from 2003 onwards. While waiting, the US Army operates with the conventional division, which is no longer to be presented. In parallel, it has been testing the employment of a new digitalized division, the *Interim division* since 2000.

Information, mobility, precision strikes are within the core of the action principles for this division; considered as the link to the Future Force objective⁴:

- Favoring the understanding of the operational situation in the AOR (Area of Responsibility) (situational awareness and situational understanding) by exploiting the superiority of digitalized and satellite communication systems (gain information dominance).
- Carrying out a global maneuver by adapting the place and time of the action, as well as the assets to be implemented, according to the nature of the (conventional or asymmetrical) enemy and of the (complex or open) terrain.
- Deploying forces tailored for the type of missions settled by the joint theater commander (Joint Task Force Headquarters).

Thus, the current Interim division foreshadows the future Objective Force. For this reason, we can spend some more time about it by highlighting its doctrinal bases and its key capabilities.

THE DOCTRINAL BASE: BACK TO OFFENSE

The doctrinal base is defined by the new FM (Field Manual) for the employment of land forces (Field Manual 3.0). Key processes derive from the operational principles stated in introduction: See first,

Understand first, Act first, Finish decisively. They show the will to keep the initiative by mastering information, by simultaneous precision strikes on "discontinuous" targets throughout the whole battlefield, and last by increasing the maneuver tempo aiming at achieving a rapid and decisive victory.

Thus, defined processes generate COAs (Courses Of Action) granting the division with the capability to carry out offensive maneuvers within the framework of a split, non linear disposition, by day as by night and in all weather conditions:

- destroying the initial mastering of time and space available to enemy forces;
- preventing the enemy from achieving his initial objectives;
- compelling him to adopt a defensive posture;
- threatening his major capabilities;
- accelerating the achievement of decisive critical operations.

1. Colonel Henri Boré, DLT Fort Monroe.

2. The US Army Objective Force, TRADOC, PA 525, June 2001.

3. The future Combat System (FCS).

4. See note 1.

Etranger

Il ne s'agit pas de s'attaquer au terrain mais bien à l'ennemi ou à l'adversaire. Pas de gaspillage de forces donc mais une exploitation précise et immédiate des renseignements d'objectifs. Dans ce cadre, la dispersion de capteurs humains et technologiques sur l'ensemble du théâtre est la phase préliminaire de la saisie verticale d'objectifs tactiques. La combinaison des capacités de commandement et d'information C4ISR⁵ avec celle de saisie verticale d'objectifs confère ensuite à l'*Interim division* l'aptitude à annihiler les capacités clés d'un adversaire conventionnel ou de nature asymétrique sur l'ensemble du théâtre.

La perception des modes d'action et des procédés de l'*Interim division* aide à saisir la primauté de l'esprit offensif, clef de voûte de l'édifice doctrinal actuel. Il domine les modes d'action dans tout le spectre des opérations militaires. Dans un scénario d'engagement classique, l'*Interim division* se déploie ainsi au sein du corps, sous la couverture de la défense antimissile de théâtre d'une part, des systèmes JSTARS, Global Hawk et Predator d'autre part, soit en saisissant des installations aéroportuaires existantes soit en bénéficiant de la mise en œuvre de sites artificiels. A partir de cette plate-forme initiale, les brigades effectuent des opérations de *saisie verticale d'objectifs* tactiques identifiés grâce à la mise en place préalable d'un maillage de capteurs humains et technologiques (*Humint, Sigint* au sol et près du sol avec la gamme des drones).



Le développement de la capacité "d'action décisive d'emblée" est l'une des composantes essentielles du "*full spectrum capabilities*" de la division. Son aptitude à conduire des actions chirurgicales, à assurer la stabilité du théâtre par l'occupation du sol et à agir sur les populations définit par ailleurs trois modes d'action complémentaires, l'action de destruction décisive, la conquête et le contrôle du terrain et enfin, l'action psychologique sur les populations et sur l'adversaire.

Les programmes d'équipements futurs comme le Future Combat System (FCS) s'inscrivent bien dans cette perspective. Mais sans attendre leur mise en service théorique en 2008, le concept est mis en œuvre par l'*Interim division* qui ouvre le chemin vers l'Objective Force future.

(5) Communication Command Control Computer Intelligence Surveillance Reconnaissance.

COMPARAISON QUANTITATIVE

	Div Inf légère	Div Méca	IDIV	IDIV(-)
Personnel	11,813	17,124	17,692	14,213
Fantassins	2,187	1215	3,011	2,030
Bons de manoeuvre	10 (ALAT inclues)	10 (ALAT inclues)	15 (inclues RSTA, Boco, et MGS)	11 (inclues RSTA, Boco, et MGS)
Masse (t)	18,100	99,800	70,000	57,662
Létalité				
"Hard Kills"	1	15.1	5.0	~3.6
"Medium Kills"	1	5.0	6.5	~4.8
SIC	MCS FBCB2 Bon MI	MCS FBCB2 Bon MI	MCS FBCB2 EPLRS 4 RSTA (UAW) 1xBon MI 3xCie MI UAV Co	MCS FBCB2 EPLRS 4 RSTA (UAW) 1xBon MI 2xCie MI UAV Co

Foreign Studies

It is not a matter of attacking the terrain, but definitely the enemy or the opponent. So, no wasting of forces but an immediate and accurate exploitation of target information. Within this framework, scattering human and technological sensors on the overall theater is the preliminary phase to the vertical seizure of tactical targets. Then, combining command, control and information (C4ISR⁵) capabilities with those of targets' vertical seizure provides the Interim division with the capability to destroy the key capabilities of a conventional or asymmetrical enemy on the whole of the theater.

Developing the "instant decisive action" capability is one of the essential components of the division's "full spectrum capabilities". In addition, its ability to carry out surgical operations, to stabilize the theater by occupying the ground and by acting on populations, defines three complementary COAs: decisive destruction, seizing and holding terrain, and eventually psychological operations on populations and on the enemy.

Understanding the Interim division's COAs and processes helps to grasp the primacy of offensive spirit, a keystone to the current doctrinal construction. It rules over COAs within the whole spectrum of military operations. Thus, in a conventional commitment scenario, the Interim division is thus deploying within a Corps, on the

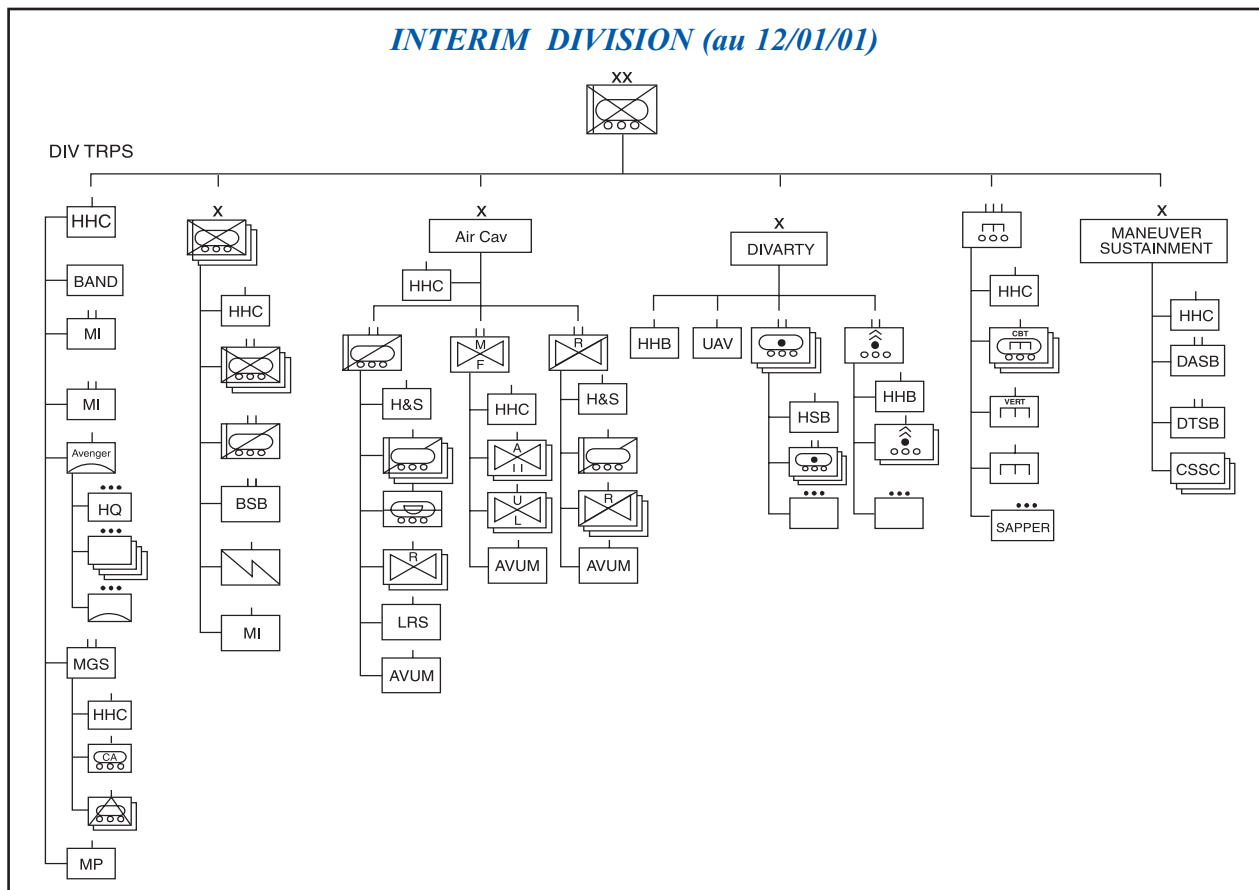
one hand under the protection of the theater antimissile defense, on the other hand under the protection of the Predator, Global Hawk and JSTARS systems, either by seizing existing air/sea-port facilities or by taking advantage of the implementation of man-made facilities. From this initial platform, brigades carry out the vertical seizure of tactical targets identified thanks to the prior setting-up of a network of technological and human sensors



(Humint, and Sigint on the ground and close to the ground with the UAVs' family). Future equipment programs, such as the Future Combat System (FCS), are coming well within this perspective. But without waiting for their planned fielding in 2008, this concept is being implemented by the Interim division, which opens up the way to the future Objective Force.

The structures of the Objective Force's future division will undoubtedly be drawn from the current Interim division's ones, if the division level still exists at that time.

5. Communication, Command, Control, Computer, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance.



Etranger

Les structures actuelles de l'*Interim division* inspireront sans doute celles de la division future de cette Objective Force, si toutefois le niveau de la division existe encore à cet horizon. L'*Interim division* est en fait constituée de deux à trois brigades à la structure différente de celle de l'IBCT en voie de constitution à Fort Lewis. Leurs bataillons d'artillerie sol-sol et de génie ont été en effet regroupés au sein d'une brigade d'artillerie et d'un régiment du génie. La division ne dispose par ailleurs que d'une batterie de missiles sol-air Avenger. En revanche, sa capacité antichars est augmentée par l'adjonction d'un bataillon MGS. Les éléments organiques comprennent également un bataillon de renseignement et un bataillon de transmissions. La brigade ALAT enfin (*Air Cavalry Brigade*) est responsable de la planification et de l'exécution de ses missions.

L'IDIV comprend plus d'effectifs qu'une division d'infanterie légère mais possède des capacités proches d'une division lourde. En revanche, sa masse - dans sa version allégée - est quasiment égale à la moitié de celle d'une division lourde. Selon ses concepteurs, l'IDIV est plus apte au combat débarqué que les forces lourdes et plus mobile que les forces légères. Cette mobilité, associée à des SIC redondants, devrait lui permettre de mener des opérations qualifiées " de l'âge de l'information " dans une zone de 100 km x 100 km, soit presque quatre fois plus qu'une division d'infanterie légère. Des exercices de simulation auraient montré qu'une IDIV (-) serait aussi capable d'y être quatre à cinq fois plus létale.

L'APTITUDE A AGIR DANS LE FULL SPECTRUM OPERATIONS

Destinée à agir dans l'éventail complet des opérations confiées aux forces terrestres (*full spectrum operations*), l'*Interim division* agit dans le cadre suivant :

- les opérations militaires en temps de paix (*PMEs: Peacetime Military Engagements*),
- les interventions à objectif limités (*SSCs: Small Scale Contingencies*),
- la guerre (opérations majeures),
- les opérations défensives,
- les opérations de stabilité (*stability operations*), qui recouvrent les opérations de maintien et d'imposition de la paix, les opérations humanitaires, de désarmement ou de lutte contre la drogue,

- les opérations de soutien (*support operations*), en fait les opérations de projection intérieure.

Le FM 3-0 introduit par ailleurs une nouvelle terminologie des opérations. Il en distingue trois :

- les opérations décisives (*decisive operations*), celles visant la réalisation d'un effet majeur, en un ou plusieurs endroits de la zone des opérations,
- les opérations de modelage (*shaping operations*) qui consistent à créer des conditions favorables à la réalisation des opérations décisives (flanc-garde, couverture par exemple),
- les opérations de soutien (*sustaining operations*) enfin englobant la manœuvre des moyens logistiques dont la réussite conditionne le succès des deux premiers modes opératoires.



L'*Interim division* est ainsi en mesure de mener tout ou partie de ces opérations, simultanément ou non, dans un environnement discontinu et/ou non linéaire, au sein d'un groupement de forces ou isolée. Elle doit donc pouvoir se déployer en 120 heures, après avoir envoyé une Interim Brigade plus le PC tactique de la division en harpon en 96 heures. La numérisation est sans conteste une plus-value. Elle accroît «l'agilité» de la division. Le système de communications de l'*Interim division*⁶ se fonde sur une architecture dépourvue de centres nodaux mais fournissant de grandes élongations grâce aux systèmes de transmissions satellisables, aux relais radios et aux drones de communication. Tous ces éléments apportent une image pertinente de la situation du champ de bataille accélérant le processus décisionnel.

(6) L'internet tactique relie les différents échelons de la brigade et en dessous grâce à un réseau reposant sur les radios à transmission de données EPLRS (*Enhanced Position Location Reporting System*) et les JTRS (*Joint Tactical Radio System*). Enfin, LABCS (*Army Battle Command System*) est le système d'information fédérateur des PC déployés.

Foreign Studies

In fact, the Interim division is composed of two to three brigades, with a task organization different from that of the IBC in the process of being set up at Fort Lewis. Indeed, their engineer and FA (Field Artillery) battalions have been gathered within an engineer battalion and an artillery brigade. In addition, the division has only one Avenger ground-to-air missile battery. On the other hand, its AT (Anti-Tank) capability is increased by the attachment of a MGS battalion. Division troops also include a MI (Military Intelligence) battalion and a signal battalion. Last, the army aviation brigade (Air Cavalry Brigade) is responsible for planning and carrying out its own missions.

The IDIV includes more manpower than a light infantry division, but its capabilities are close to those of a heavy division. On the other hand, its weight – in its reduced version – is almost equal to half of that of a heavy division.

According to its authors, the IDIV is more capable for dismounted warfare than heavy forces, and more mobile than light forces. This mobility, linked to redundant CIS, should enable it to carry out operations qualified as "information age" operations within a 100 km x 100 km area, i.e. nearly four times more than a light infantry division. Simulation exercises would have shown that an IDIV (-) could also be four to five times more lethal.

THE CAPABILITY TO OPERATE WITHIN FULL SPECTRUM OPERATIONS

Intended to operate within the full spectrum of operations tasked to land forces (full spectrum operations), the Interim division operates within the following framework:

- *military operations in peacetime (PMEs: Peacetime Military Engagements);*
- *commitments with limited objectives (SSCs: Small Scale Contingencies);*
- *war (major operations);*
- *defensive operations;*
- *stability operations, which include peace-keeping and peace-making, humanitarian operations, disarming operations, and counter-drug warfare;*
- *support operations, in fact homeland deployment operations.*

On the other hand, FM 3.0 introduces a new terminology for operations. Three of them are singled out:

- *decisive operations, which aim at achieving a major effect, in one or several locations of the AOO (Area Of Operations);*
- *shaping operations, which consist in creating favorable conditions for achieving decisive operations (flank-guard, covering action for example);*
- *sustaining operations, which encompass the maneuver of logistic assets, whose success is a key to the one success of the first two COAs.*

Thus, the Interim division is able to carry out, simultaneously or not, whole or part of these operations, with a discontinuous and/or non linear disposition, and within the framework of a Task Force or on its own. Thus it should be able to deploy within 120 hours, after having forwarded one Interim Brigade plus the division's tactical CP as an enabling force within 96 hours.

Without any contest, digitalization is an added value. It increases the division's "agility". The Interim division's⁶ communication system is based on an architecture without any node centers but providing long distance coverage thanks to transmission systems that can be put into satellites, to radio relays, and to communication drones. All these assets provide a relevant picture of the battlefield's situation, which accelerates the decision-making process.

The division has the capability to set up three types of CPs:

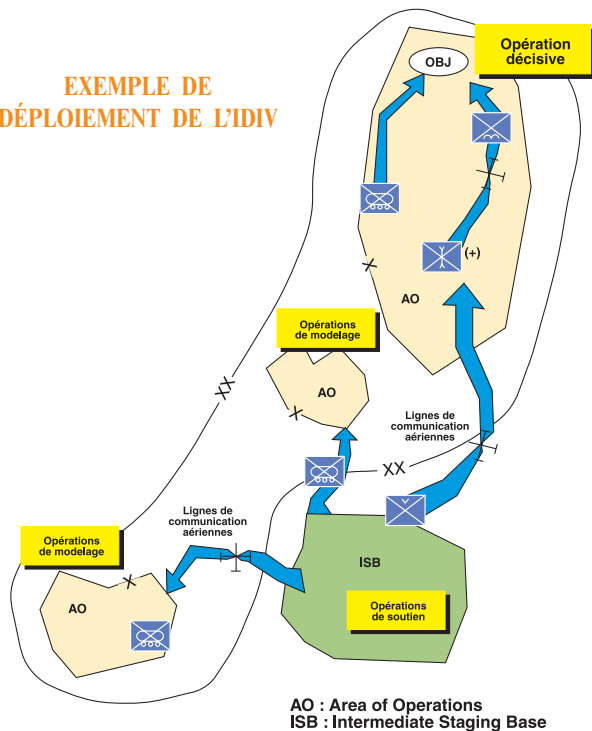
- *the main CP, where operations are planned;*
- *the logistic CP (sustainment) ;*
- *the tactical CP.*

Introduced in 2000; the Interim division thus enables to provide two to three IBCTs (Initial Brigade Combat Team) with the required unity of time and place essential to their maneuver. Strategically deployable within a joint environment, having a redundant digitalized C2 system, a lethality, a protection and mobility higher than those of a light division, and eventually a reduced logistic print, the Interim division contributes undoubtedly to the maturation process of the future Objective Force, for which identical capabilities are normally expected ■

6. Tactical internet links the brigade's different levels and lower levels thanks to a network based on data-transmission radios EPLRS (Enhanced Position Location Reporting System) and JTRS (Joint Tactical Radio System). Eventually, the ABCS (Army Battle Command System) is the federative information system for deployed CPs.

Etranger

EXEMPLE DE DÉPLOIEMENT DE L'IDIV

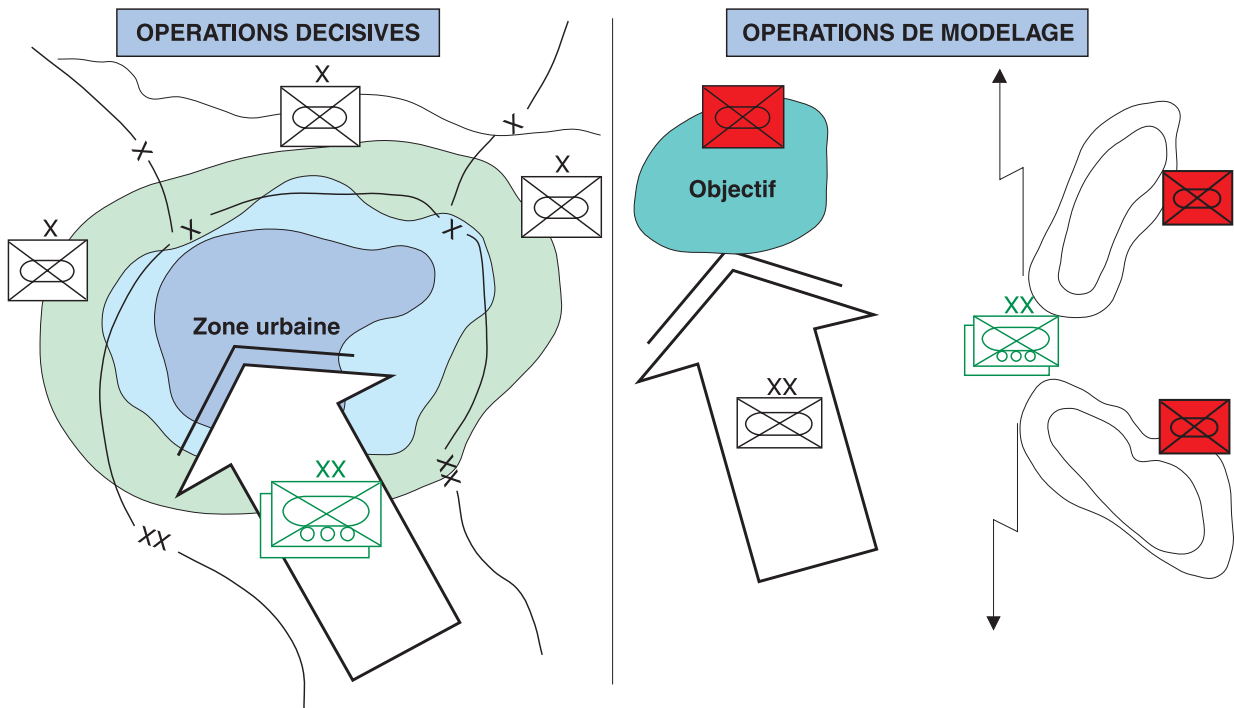


La division dispose de la capacité d'armer trois types de PC :

- le PC principal (*main*) où la manœuvre est planifiée,
- le PC logistique (*sustainment*),
- le PC tactique.

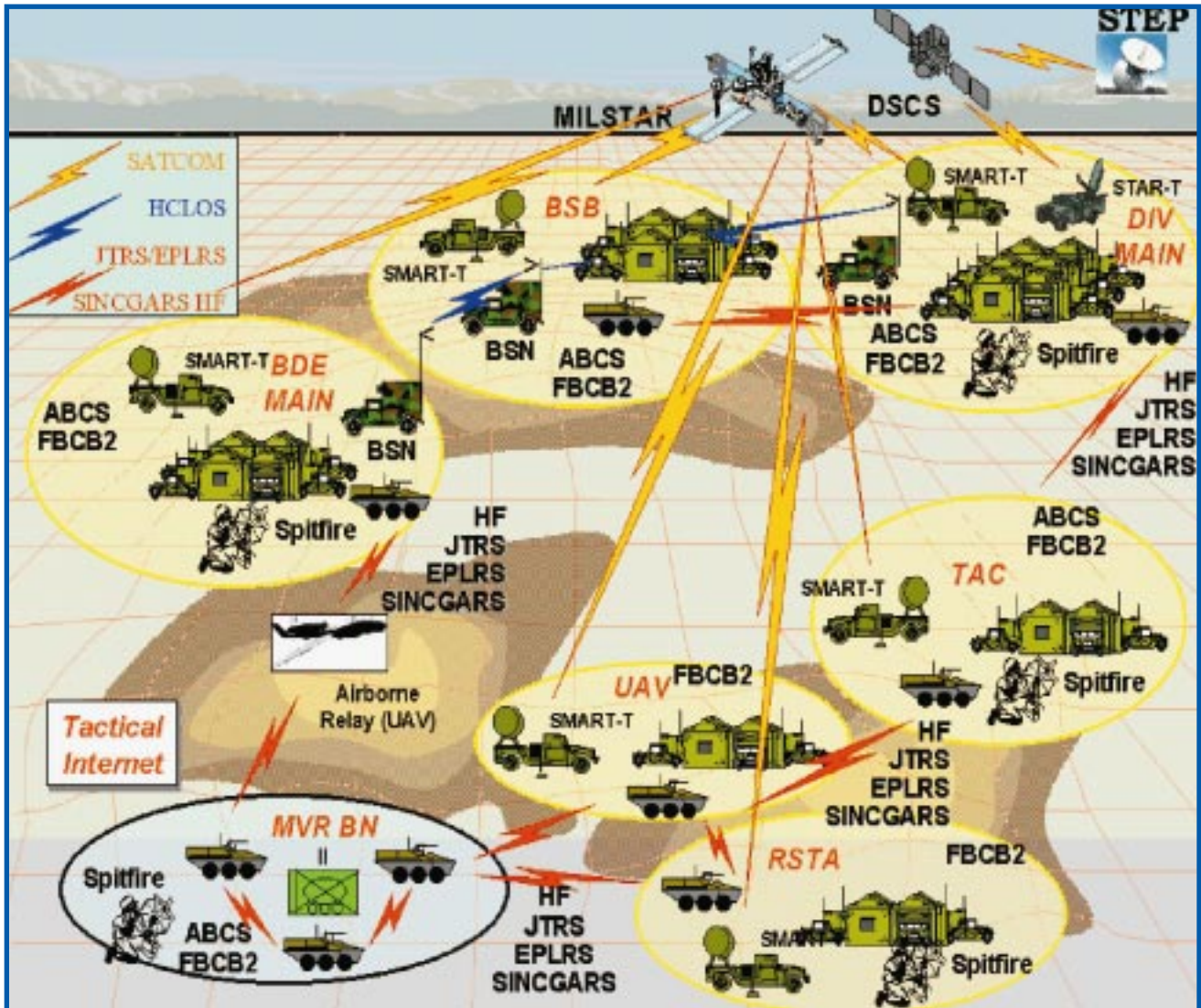
Initiée en 2000, l'*Interim division* permet ainsi de procurer à deux ou trois IBCT (*Initial Brigade Combat Team*) l'unité de temps et de lieu indispensables à leur manœuvre. Stratégiquement déployable dans un environnement interarmées, disposant d'un système de commandement et de contrôle numérisé redondant, d'une létalité, d'une protection et d'une mobilité supérieures à celles d'une division légère, et enfin d'une empreinte logistique réduite, l'*Interim division* contribue sans aucun doute au processus de maturation de l'Objective Force future dont on attend en théorie des capacités identiques ♦

LES OPÉRATIONS DÉCISIVES ET DE MODELAGE



Opérations continues et discontinues

Foreign Studies



Libres Réflexions

La gestion de la zone arrière d'une grande unité

par le colonel Barrière,
commandant la 1^{er} régiment du Train

LORS DU DERNIER STAGE DU BTEMG¹ EN DÉCEMBRE 2001, SEPT OFFICIERS STAGIAIRES² ONT ÉTÉ CHARGÉS DE RÉFLÉCHIR SUR LA GESTION DE LA ZONE ARRIÈRE AU NIVEAU D'UNE GRANDE UNITÉ DE NIVEAU 2 (DIVISION). LE SUJET S'ARTICULAIT AUTOUR DE DEUX AXES PRINCIPAUX :

- RESPONSABILITÉ ET GESTION.
- IDENTIFICATION DES DOMAINES NÉCESSITANT UNE COORDINATION.

APPARTENANT À L'ARMÉE DE TERRE POUR LA MAJORITÉ MAIS AUSSI À LA GENDARMERIE NATIONALE, CES OFFICIERS D'HORIZONS ET D'EXPÉRIENCES TRÈS DIVERS ONT ABORDÉ LE SUJET SANS A PRIORI. EN FORÇANT LE TRAIT, ON POURRAIT DIRE DE FAÇON CANDIDE.

L'OBJECTIF FIXÉ ÉTAIT, APRÈS IDENTIFICATION DU SUJET, D'OFFRIR DES OUVERTURES OU DES PISTES DE RÉFLEXION SI POSSIBLE INNOVANTES AUX CELLULES SPÉCIALISÉES EN CHARGE AU NIVEAU DU CDES DES ÉTUDES DE DOCTRINE.

CET ARTICLE SOUS FORME DE SYNTHÈSE DES TRAVAUX EFFECTUÉS DOIT BIEN ÊTRE REPLACÉ DANS CE CONTEXTE ET N'A AUCUNE PRÉTENTION PROFESSORALE.

La zone arrière d'une grande unité engagée n'est pas un sujet neuf. De tous temps, elle a constitué un souci majeur du chef sur le terrain. Son poids dans la manœuvre est indissociable de celui de l'avant et en cas de problème majeur peut largement compromettre les objectifs initialement visés. L'histoire militaire récente fourmille d'exemples, depuis les embouteillages monstres sur les axes de marche des unités allemandes lors de l'offensive des Ardennes dans l'hiver 44/45 qui paralysent durant plus de 24 heures une division blindée complète à un moment crucial, jusqu'à plus récemment la guerre du Golfe où un régiment d'infanterie de la Division Daguet se voit confier entre autres missions, la protection des axes et le gardiennage des camps de prisonniers.

Pourtant force est de constater que cet aspect des choses n'a jamais été le point majeur des exercices jusqu'à une période très récente, la zone arrière restant trop souvent réduite dans les esprits au domaine d'expression des formations logistiques, la division ne pouvant se permettre d'hypothéquer des unités de mêlée à cet effet. Pourtant les derniers événements militaires ont changé la donne et reposé la question de la gestion de la zone arrière, contours, domaines d'action, structures de commandement ? Toutes ces questions sont

devenues un thème d'étude lors des récents exercices de PC de niveau 2. Dans ce contexte, il nous est apparu nécessaire de voir dans un premier temps ce qu'offrent les textes existants en termes de définitions puis, dans un deuxième temps, de donner un éclairage actualisé sur cette fameuse zone au travers d'exemples récents (contours et domaines d'action), pour enfin une fois ce balayage effectué, tenter de tirer des conclusions pratiques au travers d'une redéfinition complétée de propositions en matière de structures de commandement possibles.

Ce sera l'objet de mon développement.

LES TEXTES DE BASE

Deux textes majeurs traitent du sujet dans les termes suivants :

- Pour le TTA 106 : *la zone arrière est la partie de la zone d'action d'une formation dans laquelle se trouve déployée la majeure partie de ses moyens logistiques, et, en général, le PC de leur mise en œuvre.*
- Pour l'AAP6 : *la zone arrière pour un échelon de commandement donné, la zone qui s'étend en avant de sa limite arrière jusqu'à l'arrière de la zone de responsabilité de l'échelon directement subordonné.*

Nous noterons tout de suite l'approche géographique de ces deux formulations qui trouvent parfaitement leur application dans le cadre classique d'un déploiement en profondeur du type engagement de corps blindé aux côtés des alliés de l'OTAN face à la trouée de Fulda.

LA ZONE ARRIÈRE AUJOURD'HUI ET SES DOMAINES D'ACTION

◆ La zone arrière

L'illustration p.58 propose quatre cas de figures. La liste n'est vraisemblablement pas exhaustive. On remarquera qu'au schéma classique (brigades, divisions, corps d'armée et grandes unités voisines) se juxtaposent d'autres configurations plus atypiques.

(1) Brevet technique de l'enseignement militaire général.

(2) Membres du comité :

- Colonel BARRIÈRE
- Colonel NAPORA
- Colonel VILT
- Lieutenant-colonel ARGOUARC'H
- Lieutenant-colonel LEVAUDEL
- Lieutenant-colonel MANDONNET
- Lieutenant-colonel NGUYEN

Freedom of Speech

Controlling the rear area of a major unit

by colonel Barrière,
CO, French 1st Transportation Battalion

IN DECEMBER 2001, DURING THE LAST BTEMG¹ TRAINING COURSE, SEVEN ATTENDANTS² HAVE BEEN TASKED TO STUDY THE CONTROL OF A REAR AREA OF A MAJOR UNIT AT LEVEL 2 (DIVISION). THE TOPIC WAS ORGANIZED AROUND TWO MAJOR AXES:

- RESPONSIBILITY AND MANAGEMENT.
- IDENTIFICATION OF THE AREAS REQUIRING COORDINATION.

MOST OF THESE OFFICERS, FROM THE FRENCH ARMY, BUT ALSO FROM THE FRENCH " GENDARMERIE NATIONALE " WITH VERY DIFFERENT BACKGROUNDS AND CARRIERS GRASPED THE TOPIC WITH AN OPEN MIND; BY EXAGGERATING, WE COULD SAY IN AN INGENUOUS WAY.

ONCE THE TOPIC HAD BEEN IDENTIFIED, THE PURPOSE CONSISTED IN PROVIDING OPENINGS OR STUDY TRACKS, IF POSSIBLE INNOVATING ONES, TO THE SPECIALIZED CELLS RESPONSIBLE FOR DOCTRINE STUDIES AT THE FRENCH DOCTRINE AND HIGHER MILITARY TRAINING CENTER'S (CDES) LEVEL.

IN THE FORM OF A SYNTHESIS OF THE WORKS CARRIED OUT, THIS ARTICLE SHOULD BE RESET INTO THIS CONTEXT, AND IT DOES NOT PRETEND TO HAVE ANY PROFESSORIAL VALUE.

A committed major unit's rear area is not a new topic. At all times, it was a major concern for a commander in the field. Its weight in the maneuver cannot be separated from the forward area's one, and in the event of major problem, it could jeopardize the initial objectives to a large extent. Recent military history swarms with examples, from the colossal traffic jams on the axes of advance of the German units during the Ardennes attack during winter 1944/45, which paralyzed the whole of an armored division during 24 hours at a critical time, to the Gulf war, more recently, when an infantry battalion from the Daguet Division was tasked, among others, to protect axes and to guard PWs (Prisoners of War).

However, it is to note that this specific aspect has never been a focus point for exercises until very recently, as the rear area was too often limited to be a specific sphere for logistic units, while the division could not devote maneuver units for this purpose. However, the latest military events have changed the deal and asked again the question in an insistent way. How could we tackle the issue of the rear area management, boundaries, functional areas, C2 (Command and Control) organization?

All these questions have become a topic of study during the latest level 2 CPs' exercises. Within this context, it seemed necessary to deal first with the definitions provided by current texts, then to provide an updated highlight on this famous area through recent examples (boundaries and functional areas), in order to endeavor to draw practical conclusions through a redefinition completed with proposals pertaining to probable C2 structures, once this review is completed. This will be the purpose of my article:

BASIC TEXTS

Two major texts cover the topic as follows:

- As regards **TTA (French Field Manual) 106**: the rear area is the part of a major unit's Area of Operations within which most of its logistical assets, and usually, their implementation CP are deployed.
- As regards **AAP6**: the rear area for a specific Command level, is the area that extends ahead of its rear boundary up to the rear of the AOR (Area Of Responsibility) of the direct subordinate level.

We will immediately notice the geographical approach for both these definitions, which can easily be applied within the conventional framework of an in-depth deployment, like the commitment of an armored corps alongside NATO allies in front of the Fulda gap.

THE REAR AREA TODAY AND ITS FUNCTIONAL AREAS

◆ The rear area

The scheme p. 59 proposes four different scenarios. This list is certainly not an exhaustive one. We can notice that more atypical configurations are placed side by side with the conventional diagram (brigades, divisions, corps, and neighboring major units).

1. Technical Degree, General Military Studies.

2. Committee's members:

- Colonel BARRIERE
- Colonel NAPONA
- Colonel VILT
- Lieutenant-colonel ARGOUARC'H
- Lieutenant-colonel LEVAUDEL
- Lieutenant-colonel MANDONNET
- Lieutenant-colonel NGUYEN

Libres Réflexions

La zone arrière concentrant les soutiens peut se situer au centre d'une olive, en occuper une partie en périphérie ou même s'y inscrire totalement, voire dans les cas du Golfe ou du Kosovo, être à cheval sur deux frontières nationales et s'étaler sur plusieurs centaines de kilomètres. Dispositif linéaire, dispositif diffus, dispositif imbriqué, dans tous les cas, ces zones sont de la responsabilité immédiate et entière du commandement de la grande unité concernée.

- défense antiaérienne,
- communication opérationnelle.

> SIC

- emploi des moyens de communication militaires,
- recours aux moyens civils, externalisation,
- sécurité (SSI).

UNE NOUVELLE DÉFINITION ET STRUCTURES DE COMMANDEMENTS POSSIBLES

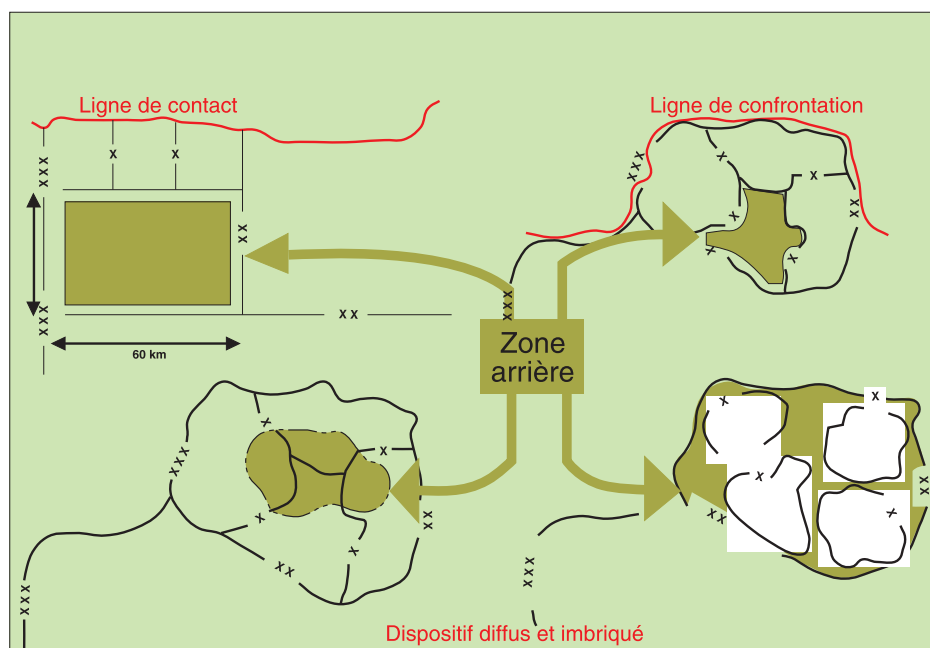
◆ Une définition

Les textes existants nous avaient proposé une **approche purement géographique**. Les cas de figure possibles de la zone arrière associés aux domaines à y traiter nous ont conforté dans l'idée que cette vision n'était plus adaptée. Aussi avons-nous substitué le fonctionnel au géographique. Ainsi :

La zone arrière est la zone désignée par le commandant de la grande unité, située à l'intérieur de sa zone d'engagement, en vue d'organiser son soutien.

La gestion de la zone arrière intéresse deux grands domaines :

- la coordination des unités amies qui y agissent, s'y installent ou y transitent,
- la prise en compte des problèmes suscités par les relations avec les éléments extérieurs à la force (nation hôte, populations civiles, ONG, prisonniers de guerre).



◆ Les domaines à coordonner

Après balayage, cinq domaines apparaissent d'évidence :

- la sûreté,
- les systèmes d'information et de communication (SIC),
- les relations avec la nation hôte,
- la gestion de l'espace,
- le soutien des forces.

On pourrait très rapidement les détailler à grands traits comme suit :

> Sûreté

- renseignement (population et autorités locales, réfugiés, ONG, ...),
- emploi des moyens (moyens dévolus, en stationnement ou en transit : mêlée, appui circulation, génie, ...),

> Nation hôte

- soutien des populations civiles indigènes ou réfugiées,
- soutien pouvant être apporté à la force,
- affaires civilo-militaires.

> Gestion de l'espace

- génie,
- aéromobilité, 3D,
- météorologie,
- géographie,
- défense NBC,
- mouvements tactiques et logistiques.

> Soutien des forces

- soutien,
- administration (pertes, prisonniers ...),
- budget/finances (passation de contrats, ...).

◆ Structures de commandement

Par principe intangible, la responsabilité de la zone arrière sera toujours de la responsabilité pleine et entière du commandant de la grande unité concernée.

A ce titre, celui-ci se doit d'y appliquer les moyens nécessaires sur les plans :

- humains (nombre et qualité) de manière dédiée ou non,
- soutien vie et de protection,
- information et communication.

Tenant compte de la posture (gestion de crise ou coercition de forces) ces moyens pourront varier en volume par cellule par accroissement ou diminution au gré des besoins.

Freedom of Speech

The rear area encompassing the whole of CSS could be located at the center of a defined area, in a part of it on its periphery or even be totally located within it, and even be astride of two national borders and stretch on several hundreds of kilometers, as it was the case for the Gulf or in Kosovo. Linear organization, diffuse disposition, or imbricated one: in all cases, these areas are under the immediate and full responsibility of the committed major unit's commander.

◆ Areas to be coordinated

After review, five areas are obvious:

- Security.
- CIS (Communications and Information Systems).
- Relationships with the HN (Host Nation).
- Area space management.
- Forces logistic support.

We could detail them very quickly as follows:

> Security

- Intelligence (population and local authorities, refugees, NGOs, ...).
- assets' employment (devoted assets, stationed or in transit: combat, CS, traffic control, engineers, ...).

- AD (Air Defense).
- Information operations.

> CIS

- Use of military communications assets.
- resorting to civilian means, externalization.
- security (Information Systems Security).

HN (Host Nation)

- Support to local civilian population or refugees.
- likely support to the force.
- CIMIC (Civil-Military Cooperation).

> Area space management

- Engineers.
- airmobility.
- meteorology.
- geography.
- NBC warfare.
- tactical and logistical movements.

> Forces logistical support

- CSS (Combat Service Support).
- administration (losses, prisoners, ...).
- BUDFIN (Budget/ Finance) (contracting, ...).

A NEW DEFINITION, AND POSSIBLE C2 STRUCTURES

◆ A definition

The existing texts had provided us with a **purely geographical approach**. Possible configurations for the rear area linked to the functional areas to be dealt with comforted us in the idea that this approach was no longer relevant. So, we have replaced geographic by functional. Thus:

The rear area is the area designated by the major unit's commander, located within its area of operations, in order to organize its logistical support. Rear area's management deals with two major areas:

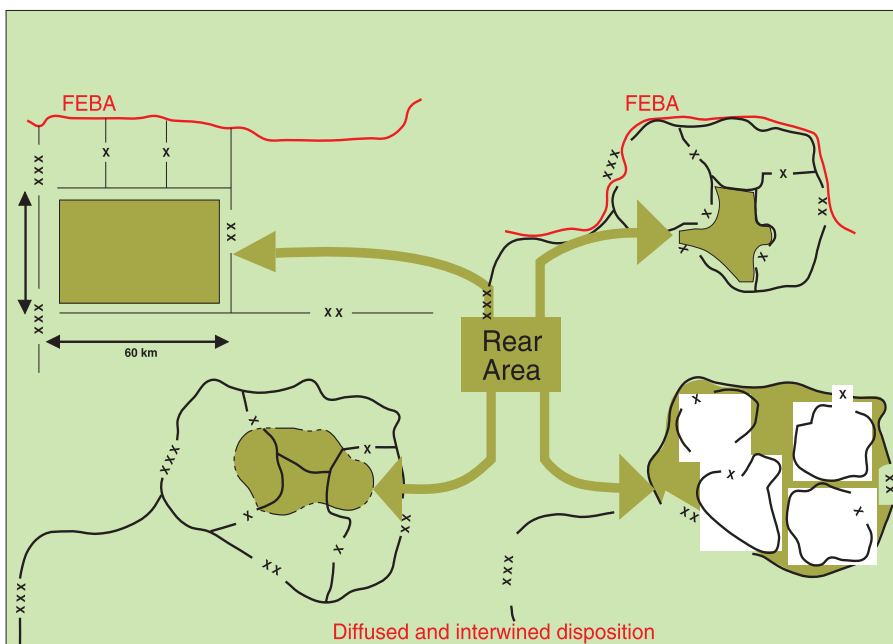
- ⇒ **coordinating friendly units, which operate, or settle there, or move through this area;**
- ⇒ **taking into account the problems, which are caused by the relations with elements external to the force (HN, civilian populations, NGOs, PWs).**

◆ C2 structures

According to an intangible principle, the responsibility for the rear area will always be the full and entire responsibility of the major unit's commander. For this reason, he must devote to it the required means concerning the following areas:

- human means (strength and quality) in a dedicated way or not;
- field service support and protection;
- information and communication.

According to the posture (crisis management or force coercion), these assets could vary in size for each cell, by increasing or decreasing them depending upon requirements.



Libres Réflexions

Ils pourront être soit :

H1 : du ressort du PC principal de la grande unité (cadre général) et conservés (H11) ou déportés (H12),

H2 : mis en œuvre au sein du PC avancé réservé de la GU,

H3 : dévolus au PC d'une brigade en charge de cette gestion.

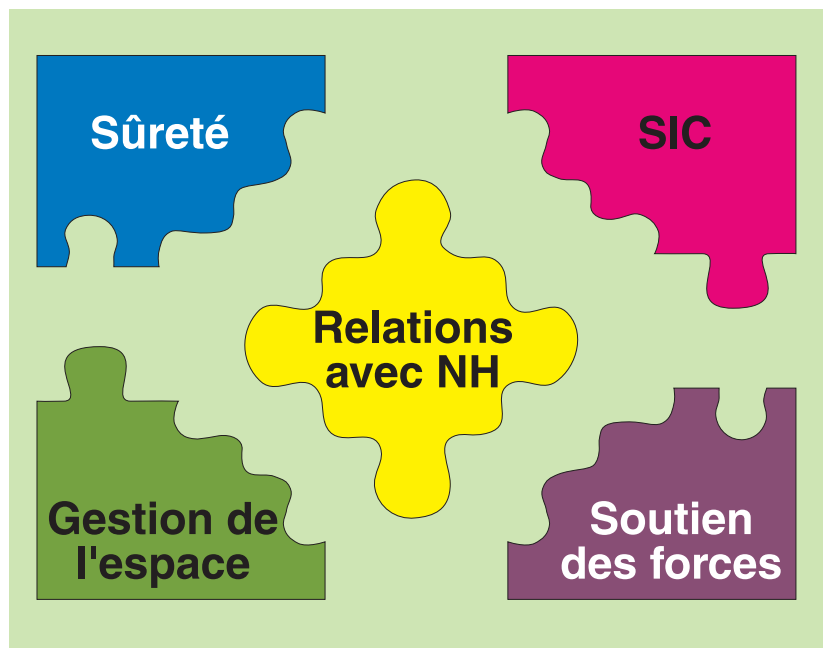
En guise de commentaire et s'appuyant d'une part sur les études menées par les EMF 1 et 2 lors de l'exercice GUIBERT 2000, et par les EMF 3 et 4 en 2001 et d'autre part sur le mémento d'emploi du PC de niveau 2, on soulignera :

Pour **H1**, la gestion de la zone arrière s'inscrit dans l'accomplissement normal des tâches qui incombent aux différents bureaux et cellules du poste de commandement principal (PCP) (B2, B3, B4, B8, 2D mouvements et génie, 3D,...). A noter toutefois que l'idée d'une cellule veille de 2 officiers qui suivent plus particulièrement les événements la concernant et attentive à toutes les prémices de dérèglement pouvant perturber la manœuvre d'ensemble et en mesure d'alerter avec anticipation le commandement de la grande unité apparaît de bon sens comme préconisé par les EMF. Il en va de même quant à l'identification dans l'armement des bureaux et cellules d'experts en mesure sur très court préavis de s'agréger autour de ces deux officiers afin de constituer un comité de crise, dit de gestion de la zone arrière, sous la direction d'un officier général adjoint au général commandant.

Dans le cas de **H11**, ce comité resterait au PCP, profitant ainsi des moyens de ce dernier.

Dans **H12**, il pourrait être déporté au plus près de l'action à mener avec renforcement en moyens de communication et accolé au PC de la BSD (base de soutien divisionnaire). Cette formule compte tenu de la faiblesse des moyens soutien du PC BSD ne pourrait être que de courte durée.

H2 implique la mise en action du PC avancé/réservé de la division (moyens réservés : MR). Toutefois ce PC étant a priori



l'amorce du futur PCP après bascule et de faible effectif (à peine une centaine), l'appel à cette formule doit rester du domaine de l'exception car elle présente de multiples contraintes d'emploi.

Enfin pour **H3**, au regard de l'importance du problème à traiter, le commandant de la force pourrait être amené à le confier à un PC de brigade. Compte tenu de l'absence de certaines expertises au sein de tels PC, il y aura de facto renforcement en personnel d'état-major de la division et ajustement des moyens de combat laissés aux ordres du brigadier. Cette formule-là encore procède du choix du chef, la brigade n'ayant pas pour vocation majeure à intervenir de telle sorte, bien que ce cas soit envisagé dans les manuels d'emploi.

Les formules proposées constituent donc un éventail ouvert. En éliminer d'emblée l'une ou l'autre par a priori ne semblerait pas de bonne politique. Au même titre que la zone arrière a évolué, les moyens à lui consacrer doivent l'accompagner et être modulés en fonction de la conjoncture. Le PC de la base de soutien divisionnaire (BSD) n'a ni les compétences, ni les moyens de traiter le sujet.

Les stagiaires qui se sont penchés sur le sujet n'ont pas la prétention d'avoir trouvé la ou les solutions. Ils ont raisonné en logique et à

partir des documents, études ou situations récentes. Par contre, ils sont convaincus qu'il n'y a pas de manœuvre majeure (l'avant) et de manœuvre de moindre importance (la zone arrière). Il y a une manœuvre (la zone arrière). Il y a une manœuvre d'ensemble qui se veut cohérente où les zones sont interdépendantes et dont le commandant de la grande unité est entièrement responsable.



Il revient donc à ce dernier conformément à la définition proposée précédemment de dire ce qu'est sa zone arrière, d'y appliquer en fonction de la situation les moyens nécessaires en hommes et en matériels pour en assurer la gestion et en déployer, le cas échéant, une structure de commandement plus conséquente et mieux adaptée, donc de faire des choix ◆

Freedom of Speech

They could be either:

- **H1**: the responsibility of the major unit's main CP (general framework) and kept as such (H11) or off-set (H12).
- **H2**: implemented within the major unit's alternate forward CP.
- **H3**: handed over to a brigade's CP tasked with this management.

As a comment and based, on the one hand on studies carried out by the EMF (Forces Commands) 1 and 2 during the GUIBERT 2000 exercise, and by the EMF 3 and 4 in 2001, and on the other hand on the operation manual for Level 2 CP, we will stress the following aspects:

to aggregate around these two officers, in order to set up a crisis management committee, so called rear area management, under the responsibility of a deputy general.

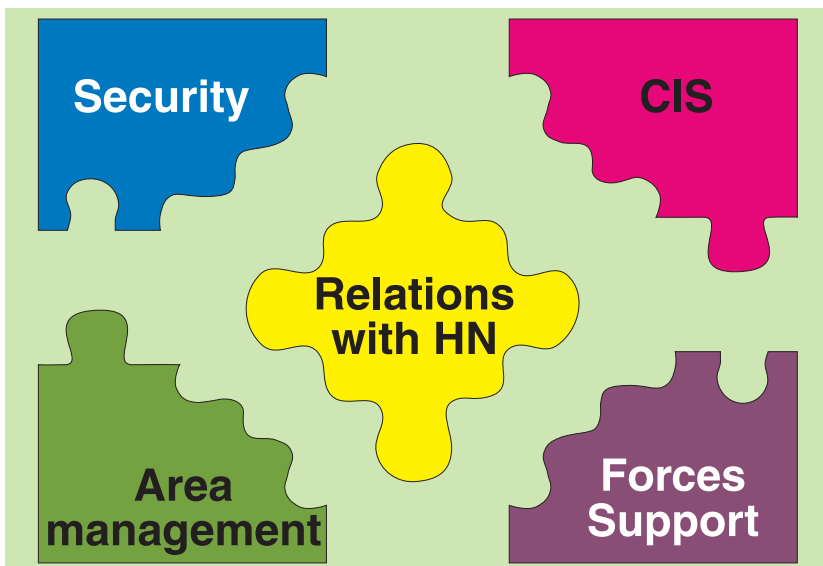
In the **H11** scenario, this committee would remain in the main CP, thus taking advantage of this latter one's assets.

As in **H12**, it could be offset as close as possible from the maneuver to be carried out with some reinforcement in communications assets and twinned with the Division base SA's CP. Owing to the lack of support assets in the Division base CP, this solution could only be available for a short duration.

assets under the control of the brigadier general will be adjusted. There again, this solution depends upon the commander's choice, as the brigade major role does not consist in being committed this way, though this case is envisaged in FMs.

Thus, suggested solutions constitute a large array. By eliminating one or the other a priori from the very beginning would not be good policy. As well as the rear area has been evolving, the assets to be devoted to it should follow the same way and should be tailored according to, the situation. Neither the know-how nor the capabilities to deal with the matter are included in the Division base.

The course attendants who thought about this topic do not claim to have found the only one solution or many solutions. They reasoned logically using documents, recent studies or situations. On the other hand, they are convinced that there is not a one major maneuver (in the forward area) and a less important one (in the rear area). There is a whole maneuver, which is supposed to be coherent, where the different areas are interdependent and for which the major unit's commander is entirely responsible.



As regards **H1**, rear area's management falls under the standard tasks fulfillment under the responsibility of the various elements and cells of the main CP (G2, G3, G4, G8, movements and engineers, AME (Airspace Management...)). However, it is to be noticed that the concept of a 2-officer watch cell, who more specifically monitor the events pertaining to it, and watch any first signs of disorders that could jeopardize the overall maneuver and who are prepared for early warning to the Commander appears to be good sense as recommended by the EMF. This applies also when identifying the experts' within cells and staff groups, able, on short notice,

H2 implies the implementation of the division's forward CP/alternate CP. However, as this CP is a priori the enabler for the future main CP after one step up and with a small staff (hardly a hundred personnel), this solution should remain exceptional, as it has many employment's constraints.

Eventually, as regards **H3** and owing to the importance of the problem to be treated, the force commander could have to task a brigade's CP to carry it out. Owing to the lack of some kinds of expertise within such CPs, staff personnel will de facto be reinforced from the division, and combat

According to the definition suggested previously, it is thus up to him to explain what his rear area is, and depending upon the situation, to provide it with the required assets in manpower and equipment in order to ensure its management, and if the need arises to deploy a more important and better fitted C2 structure, so far to decide and to make choices ■

Libres Réflexions

Avertissement de la rédaction

LE MAJOR ANDRÉ SIMONYI A BIEN VOULU NOUS FAIRE PART DE SON POINT DE VUE ET DE SON EXPÉRIENCE SUR LES PROCÉDURES ET MÉTHODES DE RAISONNEMENT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE UTILISÉES PAR DES ÉTATS-MAJORS POUR PRÉPARER ET CONDUIRE DES OPÉRATIONS. LES OPINIONS QU'IL EXPRIME DANS SES "LIBRES RÉFLEXIONS" SONT STRICTEMENT PERSONNELLES ET NE CORRESPONDENT PAS À LA DOCTRINE DE L'ARMÉE FRANÇAISE, EN PARTICULIER L'ARMÉE DE TERRE, SUR LES MÉTHODES ET OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION QUI ONT ÉTÉ EXPOSÉS RÉCEMMENT PAR LE CDES DANS LE NUMÉRO 28 D'OBJECTIF DOCTRINE. EN SUBSTANCE, LE CDES A ÉLABORÉ UNE MÉTHODE D'ÉLABORATION D'UNE DÉCISION OPÉRATIONNELLE (MEDO), ADAPTÉE AUX MODES OPÉRATOIRES "COERCITION DE FORCES" ET "MAÎTRISE DE LA VIOLENCE" ET APPLICABLE AU NIVEAU TACTIQUE, ET L'EMA A APPRUVÉ LA MÉTHODE INTERARMÉES D'APPRÉCIATION ET DE RAISONNEMENT SUR UNE SITUATION MILITAIRE (MARS), INTEROPÉRABLE AVEC SON ÉQUIVALENT ALLIÉ LE "GOP" ET APPLICABLE AUX NIVEAUX STRATÉGIQUE ET OPÉRATIF.

Doctrine et méthode

par le major Simonyi,
officier d'échange canadien EMF 2 NANTES

L'ACCELERATION DU RAPPROCHEMENT AVEC L'OTAN AMORCÉ PAR L'ARMÉE DE TERRE FRANÇAISE AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES A SOULÉVÉ D'ENTRÉE DE JEU LA QUESTION DU LANGAGE. EN PREMIER LIEU, L'ARMÉE DE TERRE A PRIS ACTE DE LA NÉCESSITÉ DE LA LANGUE ANGLAISE ET A RÉCEMMENT FOURNI UN EFFORT IMPORTANT POUR SE METTRE À NIVEAU. EN SECOND LIEU, LA QUESTION DU LANGAGE OPÉRATIONNEL, C'EST-À-DIRE DE L'EMPLOI D'UNE MÉTHODE, A ÉTÉ PRISE EN COMPTE PAR L'ADOPTION DE FACTO PAR CERTAINS ÉTATS-MAJORS DE LA MÉTHODE DE PLANIFICATION DE L'OTAN (OPP – OPERATIONS PLANNING PROCESS) AFIN D'ALLIER LANGAGE ET MÉTHODE EN UN TOUT COMMUN. SUITE À GUIBERT 2001, IL A ÉTÉ ANNONCÉ AU COURS DE LA SÉANCE 3A, QUE LE GROUPE D'ÉVALUATION DE L'EXERCICE RECOMMANDAIT L'ADOPTION DE LA MEDO (NON LA MEDO N'EST PAS UNE MÉTHODE DE PLANIFICATION MAIS UNE MÉTHODE DE RAISONNEMENT) JUSQU'AU NIVEAU "BRIGADE" ET DE L'OPP POUR LES NIVEAUX DIVISIONS ET SUPÉRIEURS. CE CHOIX EST PARTIELLEMENT JUSTIFIÉ PAR LA VOLONTÉ DE METTRE LA DIVISION À LA CHARNIÈRE DU TRAVAIL EN MULTINATIONAL.

CET ARTICLE VISE À CONTRIBUER AU DÉBAT DOCTRINAIRE ENTOURANT LA DÉCISION D'ADOPTER DEUX MÉTHODES DIFFÉRENTES (OPP-MDO) AU SEIN D'UNE MÊME CHAÎNE DES FORCES. PAR AILLEURS, L'IMPORTANCE DE LA SUBORDINATION DES MÉTHODES À LEURS DOCTRINES RESPECTIVES EST RAPPELÉE COMME ÉTANT LA PIERRE ANGULAIRE D'UNE TELLE DÉCISION.

CONTENANT ET CONTENU

Le rapprochement avec l'OTAN implique plus que l'adoption d'une méthode. L'OPP et la MEDO (issue d'un aménagement de la MRT) sont des contenants conçus pour recevoir leur contenu respectif. Chaque processus d'élaboration de décisions répond à un besoin issu d'une doctrine, cette dernière répondant à une *culture militaire*.

" Doctrine : Ensemble de notions qu'on affirme être vraies et par lesquelles on prétend fournir une interprétation des faits, orienter ou diriger l'action humaine. Le Petit Robert. " Il est important, avant d'adopter l'une des méthodes, de comprendre les origines de ce besoin et d'évaluer les risques encourus avant la décision finale. La culture militaire d'une armée, voire d'un peuple, reste la source dans laquelle les penseurs et décideurs doivent puiser leur sagesse. Cette culture reste le pilier sur lequel s'adossera toute construction doctrinaire. C'est au travers de cette culture que transcendera toute pensée doctrinaire et en fin de compte, la méthode retenue. La méthode n'est que la simplification, la formalisation de cette culture militaire.

UN MONDE A PENSÉE UNIQUE

Les guerres de coalitions ont atteint un niveau planétaire au cours du 20^e siècle. A l'issue de la 2^e Guerre Mondiale, le monde militaire, scindé en deux parties a connu "l'aplanissement doctrinaire". Chaque bloc intégrant idéologiquement ses "alliés", deux pensées uniques émergèrent afin de permettre à ces énormes machines de fonctionner avec le moins de problème possible. L'OTAN, fortement influencé par les Américains et souffrant d'infériorité numérique face à l'est, a adopté une doctrine adaptée à ce défaut, celui de la guerre de manœuvre de Carl von Clausewitz. Petit à petit, chaque nation prétendant à l'OTAN s'est convertie à cette doctrine, ou à une forme adaptée de cette dernière.

L'explosion du bloc soviétique allié à l'augmentation considérable des opérations multinationales, ont incité l'OTAN à prendre en compte le nombre croissant de ses adhérents. Véritable tour de Babel, l'OTAN avait alors un besoin vital de standardisation de sa méthode de raisonnement. La création d'un processus d'élaboration de décision commun

(OPP) a permis d'éliminer au maximum les "frictions" possibles causées par cette multinationnalité. La France n'a, à l'époque, pas suivi ce processus, et se retrouve donc en déphasage avec ses alliés.

UN MAL INSIDIEUX

L'OPP est le résultat de la transformation d'une doctrine en méthode. La terminologie employée, dont le terme de "Centre de gravité" est le plus représentatif, démontre sans équivoque son appartenance à cette vision clausewitzienne du conflit. Le GOP (*Guidelines for Operational Planning*) formalise l'OPP en y alliant une version vulgarisée du schéma doctrinaire. Ce document vise également à faciliter la planification stratégique et opérative mais peut être employé à tous les niveaux.

L'emploi superficiel, c'est-à-dire sans le fondement idéologique qui le supporte, de ce document au sein des états-majors français est la cause d'un mal insidieux et incompris, trouvant son origine dans la volonté de vulgariser le travail multinational.

Freedom of Speech

Editorial Staff's Warning

COMMAND SERGEANT MAJOR ANDRÉ SIMONYI AGREED TO SHARE HIS POINT OF VIEW AND HIS EXPERTISE ON THE REASONING PROCEDURES AND METHODS LIKELY TO BE USED BY STAFFS TO PLAN AND CONDUCT OPERATIONS. THE OPINIONS THAT HE EXPRESSES IN HIS "FREEDOM OF SPEECH" ARE STRICTLY PERSONAL AND DO NOT CORRESPOND TO THE FRENCH ARMED FORCES' DOCTRINE - IN PARTICULAR THE ARMY'S ONE - ON DECISION-MAKING SUPPORT METHODS AND TOOLS, WHICH HAVE BEEN RECENTLY PRESENTED BY THE DOCTRINE AND HIGHER MILITARY TRAINING (CDES) IN Nr 28 OF "OBJECTIF DOCTRINE". SUBSTANTIALLY, THE DOCTRINE AND HIGHER MILITARY TRAINING (CDES) HAS WORKED OUT A METHOD FOR DEVELOPING AN OPERATIONAL DECISION (MEDO), ADAPTED TO THE "COERCION OF FORCES" AND "VIOLENCE CONTROL" PROCEDURES, AND APPLICABLE TO THE TACTICAL LEVEL; AND THE JOINT STAFF (EMA) HAS AGREED WITH THE JOINT METHOD FOR ASSESSING AND REASONING ON A MILITARY SITUATION (MARS), INTEROPERABLE WITH ITS ALLIED EQUIVALENT - THE "GOP" - AND APPLICABLE TO THE STRATEGIC AND OPERATIVE LEVELS.

Doctrine and method

by major Simonyi,

Canadian exchange officer Force Staff Nr2, EMF 2 NANTES

The accelerated rapprochement initiated by the French Army towards NATO during the last few years raised from the outset the language issue. Firstly the Army accepted the English language requirement and recently make a great deal of effort to bring up itself to standard. Secondly, the operational language issue, i.e. the use of a method, has been taken into account by the de facto adoption of the NATO OPP (Operational Planning Process) by some staffs, in order to combine the language and the method into a common whole. Following the exercise GUIBERT 2001, it has been announced, during the 3AAR session, that the exercise evaluation group recommended the use of the MDO (Method for elaborating an operational decision, a French planning method) up to the brigade level, and the use of the OPP for the divisions and higher levels. This choice can be partly justified by the will to place the division at the turning point of the multinational work. The present article aims at participating to the doctrinal discussion, which has been raised by the decision to adopt two different methods (OPP-MDO) within the same forces' chain of command. In addition, the significance of the subordination of the methods to their relevant doctrines is reminded as being the cornerstone of such a decision.

THE ENVELOPE AND WHAT'S INSIDE

The rapprochement with NATO implies more than the adoption of a method. OPP and MEDO (which is a refurbishment of the old MRT, method for tactical reasoning) are envelopes that have been conceived to receive their respective content. Each decision-making process responds to a need that comes from a doctrine, the latter meeting a military culture.

“ Doctrine: collection of notions that are asserted to be true and through which one pretends to give an interpretation of facts, or to orientate or to direct human action ” (from “ le Petit Robert ” dictionary). Before adopting one of the methods, it is important to understand from where comes the requirement and to evaluate what are the possible risks before the final decision is made. The military culture of an army or even the one of a nation, remains the source from which researchers and decision makers must get their wisdom. This culture remains the basis for any doctrinal construction. It is through this culture

that any doctrinal thoughts and eventually the selected method will be transcended. The method is only the simplification, the formalization of this military culture.

A WORLD WITH A UNIQUE THINKING

During the 20th century, the coalition wars have reached a worldwide level. At the end of WW II, the military world, split into two blocks has experienced a doctrinal levelling. Each block doctrinally incorporating its allies, two unique ways of thinking emerged in order to enable allow these two huge organizations to work with as few problems as possible. NATO, strongly influenced by the Americans and outnumbered by the East, has adopted a doctrine adapted to that drawback: the Carl von Clausewitz maneuvering war. Gradually, each nation wanting to join NATO, adopted this doctrine or an adapted form of it.

The explosion of the Soviet block linked to the dramatic increase of the multinational operations, pushed NATO to take into account the

increasing number of its members. As an actual Babel tower, NATO experienced a crucial requirement for standardizing its reasoning. method. The creation of a common decision-making process (OPP) enabled to eliminate most of the possible “ frictions ” caused by this multinational factor. At that time, France didn't keep up with that process, and is now out of phase with its allies.

AN INSIDIOUS DISEASE

OPP is the result of the transformation of a doctrine into a method. The wording, which is used, the term “ center of gravity ” being the most representative of it, proves unequivocally that it belongs to the Clausewitz vision of the conflict. The GOP (Guidelines for Operational Planning) formalizes the OPP by combining to it a simplified version of the doctrinal sketch. This document is also aiming at making easier the strategic and operative planning but it may be used at any level. A superficial use of this document within the French staffs, i.e. without the ideological basis supporting it, is the cause for an insidious and misunderstood disease originating in the will of making accessible the multinational work.

Libres Réflexions

Alors que nos grands précurseurs tels le Maréchal Foch ou le Général Pershing, pour n'en citer que deux, avaient compris les limites des coalitions, nos armées occidentales motivées par diverses impulsions se sont lancées dans le travail multinational au plus bas niveau, Corps et Division (voire brigade et régiment). Sans préjuger de leur efficacité, ces "coalitions" ont besoin d'un langage doctrinaire commun pour évoluer sur le champ de bataille "de la haute intensité"¹. Cet abaissement du niveau multinational interfère directement avec notre culture militaire, nous confrontant à un choix : adopter une doctrine traduite en méthode comprise par tous ou maintenir une particularité nationale.

SUR LE PARTICULARISME

Plus que pour toute autre nation, la politique française de la dernière moitié du 20^e siècle a contribué à créer les particularismes culturels et doctrinaires français. Ces particularismes se perçoivent tant par la méthode d'élaboration d'une décision (MEDO) que par l'organisation du travail répondant parfaitement au "style" de pensée² militaire française. De par son expérience coloniale et son indépendance vis-à-vis de l'OTAN, le penseur militaire français ne prend rien pour acquis et est généralement beaucoup moins emprisonné dans les dogmes, préférant inconsciemment la réaction à la planification.

Cette liberté d'esprit est mise à mal par ce rapprochement brutal avec l'OTAN. Toute l'efficacité de cette organisation (l'OTAN), habituée à une lourdeur fondée sur une posture face à l'Est pendant près d'un demi-siècle, repose sur les valeurs inverses. La prévision, la planification et la préméditation dans un monde multinational où les décisions sont figées par une coalition de nations. Toute sa structure intellectuelle et organisationnelle est empreinte de cette "lourdeur systémique".

PARADOXE ET CULTURE

La politique de rapprochement des échelons tactiques (Corps/divisions) force la hiérarchie militaire française à revoir les fondements même de sa pensée. Plus qu'une question de méthode, ces rapprochements forceront irrémédiablement la remise en question de sa

pensée doctrinaire. Le paradoxe réside dans l'antinomie des doctrines en compétition. D'un côté, la liberté "gauloise", son approche indépendante, rapide et sans appel. De l'autre côté, une lourdeur systémique permettant un travail de coalition. Ce paradoxe risque de faire mal, voire de scinder les penseurs militaires d'une même armée. Du fait de cette antinomie doctrinaire, il serait vain de croire qu'il est possible de résoudre le problème par un vague compromis entre les deux méthodes de pensée, en appliquant par exemple l'une ou l'autre des méthodes en fonction du niveau hiérarchique considéré.

DOCTRINE, METHODE ET EDUCATION

Ainsi, nonobstant le choix d'une doctrine, cette dernière devra être traduite en une méthode unique et être enseignée et appliquée tout au long de la carrière du militaire. Ce dernier possède à peu près 20 ans d'expérience lorsqu'il aborde le niveau "divisionnaire", cheville multinationale annoncée. Il aura eu 20 ans de vécu avec une méthode à laquelle il est adhérent, avec laquelle il est à l'aise. Il est difficile, voire impossible de demander à ce militaire de devenir bicéphale et d'utiliser une deuxième méthode antagoniste à la première. Cette approche est intellectuellement hérétique. Une doctrine (d'où est issue la méthode) n'a pas de "niveau" (stratégique/opératif/tactique). Elle les transcende et fonctionne en continuité, chaque niveau complétant le suivant. Pour le militaire, il doit être appris du plus bas niveau vers le plus haut, par bonds successifs. De fait, de déclarer que la MEDO sera adoptée jusqu'au niveau de brigade et que l'OPP la remplacera au niveau division ne peut pas résoudre cet antagonisme doctrinaire.

SUR LE TERRAIN

Ce malaise doctrinaire est devenu apparent au cours de GUIBERT 2001. Les brigades britannique et allemande fonctionnaient sur un mode "otanien", donc s'attendaient à recevoir des Ordres d'opération (OPO) couvrant toutes les phases d'une opération définie par une mission. Dans ce cadre, les ordres fragmentaires (FRAGO) émis n'auraient servi qu'à ajuster ou modifier l'action en cours. Dans les faits, le Corps, maintenant une

approche "française", n'hésitait pas à modifier l'action en cours bien en deçà des 48 heures de planification de la division.

De fait, la division tombait en "réactivité" et les FRAGO émis par cette dernière changeaient fondamentalement l'action en cours. Les comptes-rendus verbaux des commandants de brigade reflétaient clairement ce malaise. De placer deux méthodes basées sur deux doctrines antagonistes à un niveau ne permettra pas le travail multinational de ce niveau. En d'autres mots, moyennant une certaine flexibilité intellectuelle, la division pourrait fonctionner avec deux méthodes si, et seulement si, ses grandes unités subordonnées sont mono-nationales (françaises).

LA BONNE QUESTION

La question à se poser au sein de l'Armée de terre n'est pas celle de la méthode. Celle-ci découlera naturellement de la doctrine adoptée. Il faut en revanche avoir la réelle volonté d'aborder la question doctrinaire. Cette dernière risque d'ébranler le fondement sur lequel est assise l'Armée de terre et devrait provoquer l'évolution de son enseignement. Mais la doctrine elle-même doit répondre à un besoin. Ce besoin doit être recherché dans les attributions du politique vis-à-vis de ses Armées, retrouvées dans le livre blanc de la défense. C'est de là que tout part. Nos systèmes démocratiques nous forcent, avec raison, à servir nos pays selon la volonté de nos concitoyens par l'entremise des élus. Il ne nous appartient pas d'avancer une doctrine nous plaisant, mais plutôt de trouver celle qui répondra le mieux au besoin national. Cette recherche nous amènera indubitablement à la solution répondant aux besoins des exécutants ♦

1) Cette note est primordiale. Tout ce travail ne concerne que la guerre de haute intensité.

(2) Allusion aux "bureaux" plutôt qu'au S,G,J staff. Aussi l'appellation des bureaux : MANFUT, 2D, 3D etc ...

Freedom of Speech

In spite of the fact that our glorious precursors, such as Marshall Foch or General Pershing, to mention only two of them, had understood the limits of coalitions. Our western armed forces, motivated by various drives, rushed into implementing multinational work down to the lowest level, Corps and division (even brigade and battalion). Without presuming of their efficiency, these “coalitions” require a common doctrinal language to operate on a high intensity battlefield¹. This bringing down of the multinational level interferes directly with our military culture, confronting us to an alternative: either to adopt a doctrine translated into a method that can be understood by all or to keep a national specificity.

ABOUT PARTICULARISM

More than any other nation, the French policy, during the second half of the 20th century, participated to create French cultural and doctrinal particularisms. These particularisms can be perceived as well through the decision-making method (MEDO) as through the working organization meeting perfectly the French style of military thinking². Because of its colonial experience and its independence towards NATO, the French military thinker doesn't take anything as being established and, is generally less dependant of the dogmas, preferring unconsciously to react rather than planning.

This freedom of mind is harmed by the sudden rapprochement with NATO. All the efficiency of this organization (NATO), used to some heaviness due its posture facing East during half a century, is based on opposite values: estimate, planning, premeditation in a multinational world where decisions are frozen by a coalition of nations. All its intellectual and organizational structure is marked by this systematic cumbersomeness due to the system.

PARADOX AND CULTURE

The rapprochement policy of the tactical levels (Corps, divisions) compels the French military chain of command to revise the very foundations of its way of thinking. More than a question of method, these rapprochements will undoubtedly force to question its doctrinal thinking. The paradox lies in the antinomy of the competing doctrines. On the one side the “Frenchie” freedom, its independent, fast and definitive

approach. On the other side the systematic heaviness allowing a coalition work. This paradox might hurt, or even separate military theorists within the same armed forces. Because of this doctrinal antinomy, it would be useless to believe that it is possible to solve the problem through a vague compromise between both ways of thinking, for instance by using one method or the other depending on the hierarchical level which is considered.

DOCTRINE METHOD AND EDUCATION

So notwithstanding the choice of a doctrine, this one will have to be translated into a unique method that will have to be taught and implemented all along the soldier's career. This one has got about 20 years of experience when he tackles the division level, which is the predicted multinational mainspring. He has been living during 20 years with a method which he had accepted and with which he feels comfortable. It is difficult or even impossible to ask this officer to become bi-brained and to use a second method opposite to the first one. That approach is intellectually heretical. A doctrine (from where came the method) has no “level” (strategic/operational/tactical). It transcends them and works in continuity, each level complementing the previous one. For the soldier, the education must go from the lowest level to the highest one in a succession of steps. As a matter of fact, declaring that the MEDO will be adopted up to the brigade level and that the OPP will replace it at division level cannot solve this doctrinal antagonism.

IN THE FIELD

This doctrinal unrest became obvious during the exercise GUIBERT 2001. The British and German brigades worked “NATO style”, and thus expected to receive Operation Orders (OPO) that would cover all the phases of an operation defined by a mission. Within this framework, the fragmentary orders (FRAGO) would only be used to adjust or modify the on-going action. The fact is that, the Corps, keeping a French approach, had no hesitation to modify the on-going operations, well below the division's regular 48 hours planning cycle. So, the division had to be “reactive” and the issued FRAGOs changed fundamentally the on going operations. The oral reports of the brigade

commanders reflected clearly this uneasiness. Establishing at a given level two different methods based on conflicting doctrines will not enable any multinational work at that level. In other words, with some intellectual flexibility, the division could operate with two methods, if and only if, its subordinate units belong to a single nation (French ones).

THE RIGHT QUESTION

The question that should arise within the Army is not the one of the method. This one will derive logically from the adopted doctrine. On the other hand, there must be a strong will to tackle the doctrinal issue. This issue might shake the foundations of the Army and should induce an evolution of its teaching. But the doctrine itself must respond to a requirement which should be looked for in the role responsibilities of the political masters vis-à-vis their armed forces, as remembered in the defense “white book”. This is the starting point of the whole process. Our democratic systems compel us, with good reason, to serve our countries in accordance with the will of our fellow citizens through the elected representatives. We don't have to push forward a doctrine suiting us, but rather to find the one that will best meet the national requirements. That research will undoubtedly lead us to the solution meeting the needs of the ones implementing it ♦

1. This note is key. All this study relates only to high intensity conflict.

2. This is an allusion to the «bureau» organization instead of the G1...P.J1...9 staff organization.

Libres Réflexions

L'évolution du système divisionnaire français de 1945 à nos jours

par le lieutenant-colonel Franc,
chef du bureau études opérationnelles du Commandement de la force logistique terrestre

A la guerre, il y a des principes, mais il y en a peu.
Maréchal BUGEAUD

LE 1^{ER} JUILLET 1999, APRÈS PLUS DE DEUX SIÈCLES D'EXISTENCE ININTERROMPUE, L'ÉCHELON DIVISIONNAIRE DISPARAISAIT DE L'ORDRE DE BATAILLE PERMANENT DE L'ARMÉE FRANÇAISE. POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS NOTRE HISTOIRE DEPUIS LE RÈGNE DE LOUIS XVI, LA DIVISION DEVENAIT UN COMMANDEMENT DE CIRCONSTANCE. IL CONVIENT EN EFFET DE SE RAPPELER QUE LA DIVISION FUT EMPIRIQUEMENT MISE SUR PIED PAR LE MARÉCHAL DE BROGLIE DURANT LA CAMPAGNE DE BOHÈME EN 1757 AU COURS DE LA GUERRE DE SEPT ANS. CONÇUE ET CODIFIÉE PAR LES ÉCRITS DU COMTE DE GUIBERT, ELLE A ÉTÉ INSTITUTIONNALISÉE PAR LA GRANDE RÉFORME MILITAIRE DU COMTE DE SAINT GERMAIN EN 1776. IL NE S'AGIT PAS ICI DE REMONTER AUX SOURCES DU SYSTÈME DIVISIONNAIRE FRANÇAIS - CELA REVIENDRAIT À EMBRASSER DEUX SIÈCLES D'HISTOIRE MILITAIRE NATIONALE EXTRÊMEMENT RICHES - MAIS DE SE LIMITER À OBSERVER SON ÉVOLUTION DEPUIS LA FIN DU SECOND CONFLIT MONDIAL. EN FAIT, AU COURS DE CE DEMI-SIÈCLE ÉCOULÉ, ON A ASSISTÉ À DES OSCILLATIONS PERPÉTUELLES DU BALANCIER ENTRE UNE DIVISION LOURDE SUBDIVISÉE EN BRIGADES ET LA MISE SUR PIED D'UNE DIVISION BEAUCOUP PLUS LÉGÈRE MARQUÉE PAR UNE INTÉGRATION INTERARMES POUSSÉE PARFOIS EN DEÇÀ DU NIVEAU RÉGIMENTAIRE. IL EST D'AILLEURS FORT CURIEUX DE CONSTATER, QUE CE SOIT DANS LE CAS DE L'ALOURDISSEMENT DE LA DIVISION OU A CONTRARIO DANS CELUI DE SON ALLÈGEMENT, QUE L'ARGUMENT INVOQUÉ A TOUJOURS ÉTÉ IDENTIQUE : IL S'EST TOUJOURS AGI D'UN ÉTERNEL " RETOUR À LA MANŒUVRE ". CETTE OBSERVATION PERMET D'ACCÉRÉDITER L'HYPOTHÈSE QUE CE NE SONT PAS TOUJOURS DES IMPÉRATIFS OPÉRATIONNELS OU DE RÉNOVATION DE LA DOCTRINE QUI ONT PRÉSIDÉ À CES ÉVOLUTIONS EN MATIÈRE D'ORGANISATION. POUR ILLUSTRER CE MOUVEMENT DE BALANCIER, LES ÉTUDES " JAVELOT " DE 1955 ET " MASSÉNA-DAVOUT " DE 1963/64, AINSI QUE LES DIVISIONS DE TYPE 1959, 1967 ET 1977/84 SERONT RAPIDEMENT EXAMINÉES EN TERMES D'EMPLOI, PUIS QUELQUES JALONS SERONT POSÉS S'AGISSANT DES RÉFLEXIONS ACTUELLES.

En 1945, l'Armée de terre française achevait la guerre avec une organisation calquée sur celle des Américains. Les divisions, blindées (D.B.) ou d'infanterie (D.I.), sont articulées en trois lourds groupements, *combat command* pour les D.B. et *regimental combat team* pour les D.I., groupements parfaitement assimilables à des brigades, d'ailleurs commandés par des généraux¹. Ces divisions sont lourdes et peu mobiles, ce qui faisait écrire au célèbre chroniqueur militaire britannique *Liddell Hart* qu'elles étaient comparables " à un serpent dont la tête seule est armée d'un dard mais qui traîne une lourde et longue queue ".

Au début des années 1950, le feu nucléaire, cantonné initialement au seul domaine stratégique, semble devoir à brève échéance bouleverser la tactique. Sans commune mesure avec les effets des armes classiques, la nouvelle puissance de feu atomique imposait des dispositifs très aérés, non jointifs et laissant de grands intervalles non contrôlés pour éviter la destruction des unités. Mais, second terme de l'alternative, il était impératif que ce dispositif demeurât apte à se concentrer très rapidement pour retrouver une aptitude à des actions de puissance. Voilà le dilemme posé à la manœuvre : passer très rapidement de l'ordre dispersé à l'ordre serré. Les grandes unités devaient donc s'articuler en cellules interarmes suffisamment puissantes pour mener un combat en autonome, sans cependant offrir un objectif justiciable d'une frappe nucléaire². Ce furent là les attendus des études " Javelot " qui aboutirent

à la mise sur pied de la division mécanique rapide, la 7^e D.M.R. Cette division s'articulait autour d'un nouveau pion de base, le régiment interarmes, au sein duquel les unités de mêlée, qu'elles soient de l'A.B.C. ou de l'Infanterie, étaient fondues, et qui disposait, sous les ordres de son colonel, de ses appuis propres, tant d'artillerie que du génie. Mais cette division souffrait d'une faiblesse congénitale ; elle était ordonnée autour de matériels légers, que ce soient l'E.B.R. ou l'AMX 13, deux matériels aisément percés à 600 mètres par une simple mitrailleuse de 12,7 mm, ce qui limitait considérablement son aptitude aux actions de force. Fer de lance de la " Force A " durant l'expédition de Suez, la 7^e D.M.R. constituait l'outil rêvé pour lancer un raid depuis Port-Saïd vers Ismaïlia, opération mort-née pour cause de cessez-le-feu brutal et prématuré ! En tout état de cause, redéployée en Algérie dès le début 1957, elle y fut employée dans des tâches de pacification et perdit par là même ses capacités propres.

La division 1959 constitue un double compromis entre, d'une part, le tactiquement souhaitable et le budgétairement possible et, d'autre part, entre les impératifs de la participation à la défense de l'Europe face au Pacte de Varsovie et les contraintes des opérations de maintien de l'ordre en Algérie.

Par nature, ce sera donc une division hybride : les " gros bataillons " sur roues des brigades motorisées cohabitent avec les unités mécanisées et blindées sur chenilles des brigades blindées et

donc, la moitié de ses matériels n'est pas blindée ; la notion de régiment interarmes a disparu, ce qui nécessite une réarticulation pour l'emploi en une mosaïque de groupements et de sous-groupements. Enfin, le rythme de sa manœuvre souffre de cette double capacité motorisée et blindée, ce qui impose des actions continues de relève et de dépassement. Aussi, dès le rapatriement des unités d'Algérie en métropole, des nouvelles études sont lancées par le chef d'état-major de l'Armée de terre de l'époque, le général Le Pulloch, pour la définition d'une division expérimentale dans le cadre d'un plan à long terme (P.L.T.). Ce seront les études " Masséna-Davout ". Le cadre d'emploi redevient unique (la défense de l'Europe) et l'horizon budgétaire s'éclaircit du fait de la disparition du financement des opérations en Algérie et de la réduction des coûts de fonctionnement d'une armée aux effectifs imposants.

(1) Ces groupements étaient d'ailleurs directement issus de l'instruction sur l'emploi des grandes unités (I.G.U.), rédigée en 1936 en France sous la direction du général Georges et pratiquement intégralement reprise sur le plan doctrinal par l'armée américaine lors de son réarmement de 1942. Ceci tendrait à prouver que la doctrine française d'avant-guerre n'est peut-être pas vouée globalement et en bloc aux gémonies. Son application, elle, est une autre histoire...

(2) Il était également question, à cette époque, que l'armement nucléaire devint une composante de la manœuvre tactique sous la forme d'une super-artillerie du champ de bataille. Position relativement facile à défendre tant que la France n'avait pas accédé à la capacité nucléaire ; elle fut tout de suite abandonnée dès que ce fut le cas, au grand dam de certains artilleurs qui auraient très bien vu le Pluton tenir ce rôle...

(3) Rebaptisés pour la circonstance E.M.T., états-majors tactiques.

Freedom of Speech

The evolution of the division system from 1945 to now

by lieutenant-colonel Franc,
head of the policy branch, Land Logistic Force Command

At war there are principles, but not a lot.
Maréchal BUGEAUD

ON 1 JULY 1999, AFTER MORE THAN TWO CENTURIES OF UNINTERRUPTED EXISTENCE, THE DIVISION LEVEL DISAPPEARED FROM THE FRENCH PERMANENT ORDER OF BATTLE. FOR THE FIRST TIME IN OUR HISTORY SINCE THE DAYS OF LOUIS XVI, THE DIVISION WAS BECOMING A CONTINGENCY LEVEL OF COMMAND. IT IS IMPORTANT TO REMEMBER THAT THE DIVISION WAS SET UP EMPIRICALLY BY MARSHALL DE BROGLIE DURING THE BOHEMIA CAMPAIGN IN 1757 IN THE COURSE OF THE 7 YEARS WAR. DESIGNED AND CODIFIED BY COUNT DE GUIBERT'S WRITINGS, IT WAS INSTITUTIONALIZED BY THE 1776 GREAT MILITARY REFORM OF COUNT DE SAINT GERMAIN.

OUR PURPOSE IS NOT TO GO BACK TO THE ROOTS OF THE FRENCH DIVISIONAL SYSTEM – WHICH WOULD MEAN TO DESCRIBE TWO CENTURIES OF A VERY RICH MILITARY HISTORY – BUT ONLY TO OBSERVE ITS EVOLUTION SINCE THE END OF THE SECOND WORLD WAR. AS A MATTER OF FACT, DURING THIS LAST HALF CENTURY, WE OBSERVED THE PENDULUM PERMANENTLY SWINGING FROM A HEAVY DIVISION SPLIT INTO BRIGADES TO THE BUILDING UP OF A MUCH LIGHTER DIVISION CHARACTERIZED BY A COMBINED ARMS INTEGRATION THAT SOMETIMES WENT BELOW THE BATTALION LEVEL. IT IS STRANGE TO NOTICE THAT, EITHER WHEN INCREASING THE DIVISION WEIGHT OR, ON THE CONTRARY WHEN REDUCING IT, THE ARGUMENT PUT FORWARD WAS ALWAYS THE SAME: IT WAS FOREVER A WAY TO GO BACK TO MANEUVERING. THIS REMARK ENABLES US TO BACK UP THE ASSUMPTION THAT IT THE OPERATIONAL OR THE DOCTRINE RENEWAL REQUIREMENTS WERE NOT ALL THE TIME GOVERNING THESE ORGANIZATIONAL DEVELOPMENTS. TO ILLUSTRATE THESE PENDULUM MOVEMENTS, WE'LL OBSERVE QUICKLY THE EMPLOYMENT ASPECT OF THE 1955 "JAVELOT" AND 1963/64 "MASSENA" STUDIES AS WELL AS THE 1959, 1967 AND 1977/84 DIVISIONS, TYPES AND THEN WE'LL GIVE SOME INDICATIONS ABOUT THE ON GOING STUDIES.

In 1945, the French Army finished the war with an organization modelled on the American's one. The armored divisions were organized in three heavy combat commands and the infantry divisions in three regimental combat teams, these combat task forces being completely comparable to brigades, and besides they were commanded by General officers¹. These divisions were heavy and not very mobile, which allowed the famous British military correspondent Liddell Hart, to write that they could be compared to "a snake whose head only is armed with a sting but which must carry a heavy and very long tail".

In the early 50s, the nuclear fire, initially limited to strategic level, was likely to turn tactics upside down very soon. The nuclear firepower whose effects could not in any way, be compared to the conventional weapons' ones, imposed to adopt very well spaced out dispositions, non-contiguous and leaving big uncontrolled gaps to avoid units destruction. On the other hand, it was mandatory that this disposition remained able to quickly concentrate in order to keep its ability to perform power actions. Here is the maneuver dilemma: to shift very quickly from a dispersed disposition to a marching order. The major formations had therefore to be organized in combined arms units powerful enough to conduct combat operations in an autonomous way, without being worth of a nuclear strike².

This was the core of the "Javelot" studies that led to the set up of the rapid mechanized division, the

7th DMR. This division was organized around a new building block, the combined arms battalion within which the combat branches, armored or infantry were merged; this battalion had at its disposal, under its colonel's command, its own combat support elements, artillery and engineers. But that division was suffering of a congenital disease: its equipment was very light, either the EBR (wheeled) or the AMX 13 (tracked), both light tanks, could easily be pierced at a distance of 600m by a simple 50 cal machine-gun, which limited considerably its ability to perform power actions. Spearhead of the Suez expedition "A-force", the 7th DMR would have been the ideal tool to launch a raid from Port Said to Ismailia, but that operation was stillborn because of the abrupt and premature cease-fire! Anyway, redeployed in Algeria in early 1957, it has been employed for pacification tasks and thus lost its specific capabilities.

The 1959 division constitutes a double compromise: on the one hand, between what was tactically desirable and financially possible and, on the other hand, between the constraints due to the participation to the defense of Europe in front of the Warsaw Pact and the ones linked to law and order operations in Algeria. By essence, it has thus become a dual faceted division: the big wheeled battalions within the motorized brigades had to coexist with the tracked mechanized and armored units within the armored brigades; therefore, half of its equipment was not armored; the combined arms regiment's concept has

disappeared, which implied before employment a reorganization into one mix of task forces and combat teams. And last, its maneuver tempo had to suffer from this motorized and armored dual capability, which imposed actions of relief and passage of lines.

So, as soon as the units have been repatriated from Algeria to continental France, new studies were launched by General Le Pulloch who was the Army Chief of Staff. The goal was to design an experimental division within the framework of a long-term plan (PLT). It was the "Massena-Davout" studies. The new employment framework was again becoming unique (only the defense of Europe) and the financial horizon became brighter because there was no need anymore to finance the Algeria operations as well as the costs of functioning a huge Army.

1. As a matter of fact, these subdivisions had been directly derived from the "Instruction on the large units employment" written in 1936 in France under General Georges' supervision and almost entirely adopted as a doctrine by the US Army when it started its 1942 reconstruction. This could tend to prove that the French pre-war doctrine is not to be dumped as a whole. How it has been applied, is a different thing...

2. At that time, it was also envisioned that the nuke weapons could become a component of the tactical maneuver as a super-artillery on the battlefield. That position was rather easy to defend as long as France had not reached the nuclear status; when it happened, it has been immediately abandoned, which didn't please some artillerymen who would have very well imagined the Pluton missile to play that role...

Libres Réflexions

Les idées directrices de la D.M.R. reviennent : la manœuvre ne sera possible que dans le cadre d'une division dont les structures seront allégées et articulées de manière quaternaire autour de pions interarmes mécanisés. Innovation importante par rapport à la D.M.R., le matériel majeur ne sera plus l'AMX 13, mais l'AMX 30, ce qui confèrera à cette grande unité une réelle capacité de puissance. Mais les réticences à l'intégration interarmes et ce qu'il faut bien appeler "l'esprit de bouton" seront forts et auront raison du projet : l'artillerie refusera l'intégration de ses moyens au sein des unités de mêlée pour leur appui direct, l'Infanterie et l'A.B.C. voudront chacune conserver leur identité, l'idée un moment ébauchée, de créer des unités antichars à base de chasseurs de chars du type SU 100 soviétique s'opposera aux caciques de l'artillerie, de même que l'A.B.C. s'opposera à intégrer l'A.L.A.T. en son sein. Néanmoins, certaines idées perdureront et seront reprises lors de la mise sur pied de la division 1967.

L'articulation en régiments d'armes ayant prévalu, le niveau de la brigade est maintenu. Néanmoins, la quasi généralisation de la chenille et du maintien du personnel sous blindage est acquis, même si, pour des raisons budgétaires, une brigade motorisée est maintenue temporairement⁴ au sein de chaque division. La mobilité tout terrain de cette division est ainsi assurée. En outre, l'aspect interarmes demeure d'actualité puisque les régiments mécanisés sont répartis de manière égale entre l'Infanterie et l'A.B.C., sur une structure parfaitement identique. S'agissant de l'emploi, cette division révélera les mêmes défauts de lourdeur que la précédente, mais il faut reconnaître qu'elle possédait, en propre, toutes les capacités pour conduire une manœuvre autonome, le corps d'armée étant, quant à lui, en charge de la conception de la manœuvre globale et de la mise en œuvre du feu nucléaire.

En 1977, mettant à profit une profonde réorganisation des structures de l'Armée de terre, le général Lagarde, chef d'état-major de l'Armée de terre, abandonne le système de la division 67 et en revient à des divisions beaucoup plus légères au sein desquelles l'échelon de la brigade a disparu. A cette occasion, les vieux démons des chapelles d'armes réapparaissent et les régiments mécanisés de l'A.B.C. rejoignent tous le giron de l'Infanterie. Ce nouveau type divisionnaire n'a plus le caractère d'unicité qu'avaient les divisions précédentes et un *distingo* est établi entre divisions blindées et d'infanterie, accentué

quelques années plus tard par deux nouvelles divisions, la division légère blindée et la division aéromobile, elle, unique. Cette nouvelle division, quelle que soit son appellation, ne constitue plus qu'un pion de manœuvre, puisqu'elle est étroitement dépendante du niveau supérieur pour son engagement dans les domaines du renseignement et de la reconnaissance, des appuis, notamment en feu sol-sol et en défense antiaérienne, et enfin du soutien logistique. C'est le corps d'armée qui devient l'échelon de manœuvre complet et autonome. En outre, fortement organisée autour de régiments d'armes, son emploi demeure conditionné par un échange d'unités entre régiments en cours d'action. En outre, la réforme n'a pas été poussée jusqu'à son aboutissement naturel : les deux corps d'armée regroupant sept des huit divisions blindées originelles n'ont jamais pris la dénomination de corps d'armée blindés et n'ont jamais été considérés comme tels.

Au terme de ce rapide survol du système divisionnaire français du dernier demi-siècle, il est possible de constater que la panoplie de toutes les solutions envisageables a été mise en œuvre sans qu'il soit possible de définir une solution un tant soit peu définitive. Aujourd'hui la question se pose en d'autres termes puisque la division organique a disparu, au même titre d'ailleurs que le corps d'armée. Il ne demeure plus à titre permanent que l'échelon de la brigade, et encore, sous la forme d'un réservoir de moyens. Il serait sûrement erroné de croire pour autant qu'il faille faire table rase du passé. Le système divisionnaire engendrant des brigades est connu. Il a fonctionné au sein de l'Armée de terre française jusqu'en 1977. Par ailleurs, le problème de la dispersion et des dispositifs non jointifs, dénommés actuellement "espaces lacunaires" avait déjà été identifié par le général Beaufre en 1955.

Le problème de fond, semble-t-il est de trois ordres :

En premier lieu, il convient de trancher la question de savoir si la division qui sera mise sur pied en fonction des circonstances devra être en mesure de concevoir et de conduire une manœuvre autonome à son échelon ou si elle doit demeurer tributaire de l'échelon supérieur pour les appuis, le renseignement et la logistique. Selon la réponse qui sera apportée à cette question, devront alors ou non être mis sur pied des éléments organiques à son échelon. Et comme ils ne sont pas pléthoriques, le niveau supérieur en sera alors dépourvu dès lors que l'échelon divisionnaire sera retenu.

En deuxième lieu se pose la question liée à la multinationalité. Dans tous les systèmes précédents, la division s'engageait toujours dans un cadre national. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Ce facteur constitue une des rares certitudes qui peut être établie en principe. D'où la question posée de savoir jusqu'à quel niveau de commandement intégrer les unités étrangères, ou être intégré soi-même. L'expérience de la brigade franco-allemande ne prêche pas pour une intégration en deçà du niveau de la brigade.

Enfin, **en dernier lieu** se pose la question de la définition des conséquences sur la manœuvre des nouvelles capacités de commandement induites par la numérisation des unités. Dès lors que le commandement s'exerce sur des bases nouvelles liées à la mise en place des matériels en cours de dotation (SIC/E, SIR et SIT) en termes d'acquisition, de diffusion et de traitement de l'information, il convient d'en définir les conséquences sur la manœuvre de la division en termes de délais, de rythme et de portée des actions. Pour s'en convaincre il suffit de considérer la manœuvre de l'escadron Leclerc : dès lors que le char est en mesure d'acquiescer un objectif et de le traiter en roulant et qu'au sein de l'escadron, la répartition de ces objectifs est réalisée et diffusée en temps réel et automatiquement à *ipso facto* des conséquences considérables sur le rythme de la manœuvre de l'escadron, et ce, quel que soit le mode d'action considéré. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le problème est identique pour les artilleurs, s'agissant du ciblage⁵.

Pour conclure, une des questions actuelles revient à définir ce que devra être la manœuvre de la division française engagée en coercition de forces au sein d'une composante terrestre multinationale. Ce serait sûrement pêcher par immodestie que de faire table rase du passé et de ne pas mettre à profit l'expérience acquise au cours du demi-siècle écoulé en termes d'évolution du système divisionnaire. Il y a dans ce passé récent une foule d'enseignements qui, s'ils ne sont pas exploités, au cri facile et un peu présomptueux de "ne réinventons pas la guerre d'hier ou d'avant hier" risquent d'entraîner les chefs de demain à redécouvrir ce que leurs Anciens connaissaient déjà. Une démarche pragmatique vaut toujours mieux qu'une approche dogmatique, ce que voulait dire le général de Gaulle lors qu'il répétait "à la guerre, seules les circonstances comptent car tout y est contingent" ♦

(4) Cet aspect temporaire sera amené à perdurer, toujours pour des raisons budgétaires.

(5) Traduction actuelle du néologisme anglo-saxon *targeting*.

Freedom of Speech

The DMR concept came back again: maneuver is considered to be only possible within the framework of a division with streamlined structures, and articulated on a “ quaternary basis ”, around mechanized and combined arms units. A significant innovation in comparison with the DMR, the main piece of equipment is not anymore the AMX13 but the AMX 30, which will provide the division with an actual combat power. But the reluctance for the combined arms integration as well as the branch chauvinism will be very strong and will kill the project: Artillery will refuse the integration of its assets within the combat units to provide their own direct support. Infantry and Armour will both want to keep their identity. The idea, once envisioned, to create anti tank units based on tank killers, Soviet SU 100 type, will oppose to the artillery’s big bosses; as for the Armor which will resist integrating the Army Aviation. However, some of the ideas envisioned will last and will be utilized when division 1967 will be set up.

Since the task organization around branch battalions prevailed, the brigade level was kept. However, the almost complete generalization of the track and personnel armored protection is accepted, even if, for financial reasons, a motorized brigade is temporarily³ kept within each division. This division’s cross country mobility is thus guaranteed. In addition, the combined arms aspect remains up to date since the mechanized battalions are equally distributed between Infantry and Armor with a completely identical structure. Regarding employment, this division will present the same heaviness deficiencies as the previous one, however, it has to be admitted that this division had, specifically, all the capabilities to conduct an autonomous maneuver, the Corps being responsible for the global maneuver conception and for the implementation of the nuclear fires.

In 1977, taking advantage of an in-depth Army reorganization, general Lagarde, the Army Chief of Staff, drops the 67 type division system and goes back to lighter divisions within which the brigade level disappears. On this occasion, once again the branches chauvinisms reappear and the mechanized battalions belonging to the Armor branch join the Infantry Branch. This new type of division has not anymore the uniqueness characteristic that the previous divisions had and a clear distinction is established between armored and infantry divisions, stressed even more some years later by two new divisions, the light armored one and the airmobile, that last one being unique. This new division, whatever its name, is nothing more than a maneuver unit since it depends very closely on the higher echelon for its engagement in the areas of intelligence, reconnaissance, combat support (especially field artillery and air defence), and logistical support. It is the Corps which becomes the complete and autonomous maneuvering echelon. In addition, strongly structured around branch regiments, its employment remains dependant on an exchange of elementary units between regiments in the course of the action. In addition, the reform has not been brought to its natural conclusion: both of the two Corps that included seven of the eight original armored divisions have never been named “ armored corps ” and never considered as such. At the end of this rapid overview of the French divisional system in the course of the last half-century, it is possible to notice that any possible solution has been implemented without enabling anyone to design a more or less definitive solution.

Today, the issue is different since the organic division has disappeared as well as the Corps. The only echelon that remains on a permanent basis is the brigade one and just only as a pool providing assets. It would surely be wrong to believe that it is necessary to put the past behind us. The divisional system which includes brigades is well known. It has been implemented within the French Army until 1977. Besides the dispersion issue and the discontinuous dispositions currently named gaps had already been identified by general Beaufre in 1955.

The real problem seems to be linked to three different reasons

First of all, it is essential to decide if the division which will be set up according to the circumstances will have to be able to conceive and conduct an autonomous maneuver at its level or if it will have to remain dependant of the higher echelon as far as combat support, intelligence and logistics are concerned. Depending on the answer to that question, organic elements will have to be set up or not at division level. And since they are not so many, the higher echelon will be deprived of them as soon as the division echelon will be chosen.

Second: the multinationality issue. In all of the previous systems, the division was always committed within a national framework. Today it is not anymore the case. This aspect is one of the rare certainties which can be established as a principle. This entails the question to know until which level of command foreign units can be integrated or French units can be integrated to foreign forces. The French German brigade experience doesn’t recommend any integration at a lower level than the brigade one.

And last, is the issue about for consequences for the maneuver of the new command and control capabilities entailed by the digitization of the units? Since the command function is exercised on new bases linked to the on going fielding of new equipment for information data acquisition, dissemination and processing (SIC/F, SIR and SIT) it is necessary to define their consequences for the division’s maneuver as far as actions’ delays, tempo and range are concerned. To be convinced one should only consider the Leclerc Tank company’s maneuver: since the tank can acquire a target and shoot it while on the move, the target attribution within the company which is performed in real time and automatically, has significant consequences on the tempo of the company maneuver, whatever the type of action being considered. The same origins producing the same consequences, the issue is the same for the artillerymen regarding the targeting.

As a conclusion, one of the current issues is to define what should be the French division maneuver when engaged in force coercion operations within a multinational land component. It would be very immodest to forget what has been done in the past and not to take advantage of the experience acquired during the last half-century as far as the evolution of the divisional system is concerned. Many lessons can be learned from this recent past; which, if not exploited because referring to that easy and a little bit presumptuous statement: “ don’t invent again the war of yesterday or the one of the day before yesterday ”, – could lead tomorrow’s leaders to re-discover what their predecessors knew already well. A pragmatic approach is always better than a dogmatic one, this is what general De Gaulle meant when he used to say, “At war, only circumstances count because everything is contingent” ■

3. That temporary aspect will last, once again for financial reasons

Libres Réflexions

Calcul du potentiel tactique des unités de combat : une aide rapide à la décision à tous les échelons

par le chef d'escadron Guilloton,
de la 114^e promotion du CSEM

Le "RAPPORT DE FORCES" (RAPFOR), ENCORE APPELÉ "BALANCE DES POTENTIELS", PERMET DE COMPARER LES CAPACITÉS TACTIQUES RESPECTIVES DES FORCES EN PRÉSENCE, DANS LE CADRE ESPACE-TEMPS. DANS LE PASSÉ, CE RAPPORT ÉTAIT RELATIVEMENT FACILE À ÉTABLIR : LES 80 000 LÉGIONNAIRES ROMAINS DE JULES CÉSAR, OPPOSÉS AUX 320 000 COMBATTANTS GAULOIS D'ALÉSIA ET DE L'ARMÉE DE SECOURS, SE BATAIENT DONC À 1 CONTRE 4 ; POURTANT, CÉSAR DÉFIT VERCINGÉTORIX, CE QUI PROUVE QUE L'ARMEMENT, L'ENTRAÎNEMENT, LA COHÉSION ET D'UNE MANIÈRE GÉNÉRALE LES OPTIONS TACTIQUES RETENUES CONSTITUAIENT DÉJÀ DES CRITÈRES À PRENDRE EN COMPTE POUR CORRIGER UN RAPPORT BRUT ISSU DE LA SIMPLE MISE EN PARALLÈLE DES SEULS EFFECTIFS.

AUJOURD'HUI, IL EST TOUJOURS AUSSI DIFFICILE D'APPRÉHENDER DANS LEUR ENSEMBLE LES CRITÈRES CARACTÉRISANT LE POTENTIEL TACTIQUE DES UNITÉS SUR LE TERRAIN. C'EST POURQUOI UN LOGICIEL DE CALCUL AUTOMATIQUE DU RAPFOR A ÉTÉ INTÉGRÉ DANS LE SYSTÈME D'INFORMATION ET DE COMMANDEMENT DÉPLOYÉ POUR L'ARMÉE DE TERRE (SIC F V1). GRÂCE À CET OUTIL, ET AU TRAVERS DE LA SAISIE DE BASES DE DONNÉES DESCRIPTIVES DES UNITÉS, IL EST MAINTENANT POSSIBLE D'OBTENIR DIRECTEMENT UN RÉSULTAT CHIFFRÉ, PRENANT EN CONSIDÉRATION UN NOMBRE IMPORTANT DE PARAMÈTRES. CÉPENDANT, DANS LA PRATIQUE, CETTE APPLICATION N'EST PAS UTILISÉE DE FAÇON OPTIMALE, EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ ET DE LA LENTEUR DE SA MISE EN ŒUVRE EN SITUATION OPÉRATIONNELLE, CONSTATÉES LORS DE CERTAINS GRANDS EXERCICES.

IL APPARAÎT DONC UTILE DE DISPOSER D'UN OUTIL SUPPLÉMENTAIRE, PLUS RAPIDE ET MOINS AMBITIEUX, NON PAS POUR REMPLACER L'OUTIL ÉLECTRONIQUE INTÉGRÉ AU SIC F, MAIS POUR EN APPUYER LES RÉSULTATS EN OFFRANT LA POSSIBILITÉ DE LES CONTRÔLER PAR UN MOYEN DÉGRADÉ. UN SYSTÈME, UTILISÉ À L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR ET BASÉ SUR LE PRINCIPE DES "WARGAMES", PERMET JUSTEMENT DE MESURER RAPIDEMENT UN RAPFOR EN COMPARANT DIRECTEMENT LES UNITÉS DE COMBAT ENTRE ELLES, APRÈS LEUR AVOIR ATTRIBUÉ UN "POTENTIEL", QUI DÉPEND LUI-MÊME DU NOMBRE ET DE LA QUALITÉ DE LEURS MATÉRIELS MAJEURS. LE SICF N'ÉTANT DÉPLOYÉ QU'À PARTIR DU NIVEAU DE LA BRIGADE, CE SYSTÈME PERMETTRAIT EN OUTRE AUX UNITÉS SUBORDONNÉES DE CALCULER UN RAPFOR SELON UNE BASE SUFFISAMMENT FIABLE. APRÈS AVOIR PRÉSENTÉ LE RAPFOR TEL QU'IL EST CALCULÉ ACTUELLEMENT, NOUS NOUS ATTACHERONS À DÉVELOPPER LE SYSTÈME PROPOSÉ, ASSORTI DE QUELQUES REMARQUES COMPLÉMENTAIRES.

L'intégration d'un logiciel de calcul automatique du RAPFOR dans le SICF fait partie d'une démarche générale dont le but est de faire reposer la réflexion tactique sur des éléments d'appréciation tangibles. Un tel outil est parfaitement justifié au sein d'un PC de force. Cependant, ses conditions d'emploi limitent encore la portée de ses résultats.

Le calcul du RAPFOR est essentiel à la décision opérationnelle. En effet, étape à part entière de la réflexion, il permet de vérifier que l'adversaire est "à la pointe" des forces amies et que les moyens sont adaptés à la mission. L'attribution des missions aux subordonnés en fonction de leurs capacités réelles en dépend directement.

Mettant en lumière les vulnérabilités adverses, le RAPFOR concourt également à identifier les conditions optimales de la concentration des efforts des unités amies : lieu, moment et nature de l'adversaire désignés pour l'effet majeur interarmes. Pour cela, le repérage de la fameuse "bascule du RAPFOR" au bénéfice de l'un ou l'autre des protagonistes est primordial. Ensuite, lors de la confrontation des modes d'action amis et adverses, le RAPFOR indique les déséquilibres de forces dans le cadre espace-temps, contribuant ainsi à préciser les aménagements à consentir pour l'élaboration du mode d'action définitif. Enfin, le RAPFOR permet d'argumenter les demandes en renforcements jugées nécessaires pour rétablir une situation déséquilibrée. Le RAPFOR constitue donc une étape essentielle de la résolution d'un problème tactique, non seulement au

sein des PC des grandes unités, mais aussi au bénéfice des commandants de groupement, voire de sous-groupement.

Or, jusque récemment, avant la mise en œuvre généralisée des moyens modernes de bureautique opérationnelle, le RAPFOR était réalisé de manière empirique : pratiquement, la comparaison des unités s'effectuait par la réalisation de tableaux recensant les moyens jugés déterminants, matériels de combat majeurs et sections d'infanterie principalement. Cette méthode offrait une image grossière de la réalité. D'une part, elle n'était pas suffisamment fine pour distinguer la différence entre les qualités relatives des matériels servis : le potentiel tactique d'un char *M1 Abrams* est en effet sans commune mesure avec celui d'un T 55, ce que la Guerre du Golfe a démontré de façon éclatante.

D'autre part, des choix arbitraires étaient inévitables :

- l'*AMX 10 RC* entre-t-il dans la catégorie des "chars" ? ;

- le *BMP 1*, capable de tirer un missile AT 3, est-il un véhicule de combat de l'infanterie (VCI) et/ou une pièce antichar ?

Enfin, certaines unités spécialisées, qui pourtant participent directement à la bataille comme les unités de reconnaissance, n'étaient pas prises en considération.

Freedom of Speech

Calculating the tactical strength of combat units: a rapid decision-making enabler at all levels

*by major Guilloton,
from the 114th CSEM Course*

The “force ratio” (RAPFOR), also called “balance of forces” enables to compare the respective tactical capabilities of the forces facing each other within a time-space framework. In the past, it was relatively easy to set up this ratio: the 80 000 Roman legionnaires of Julius Caesar facing the 320 000 Gallic combatants in Alesia and their rescue Army were fighting 1 to 4; however, Caesar defeated Vercingetorix, which shows that weaponry, training, cohesion and more generally the selected tactical options were already factors to be taken into account in order to amend a rough ratio resulting only from a comparison between the various personnel strengths.

Today it is always also difficult to cope as a whole with the factors defining the tactical strength of the units in the field. This is the reason why the force automatic computation software has been integrated into the C2 (Command and Control) system fielded in the French Army (SICF V1). Thanks to this tool, and by inputting databases describing units, it is now possible to get a figure as an outcome, taking an important number of parameters into account. However, this tool is practically not used at the optimum, because its operational implementation is complex and slow, as learnt from some major exercises. Thus, it is useful to have an additional, more rapid and less ambitious tool available, to highlight the results by providing the capability to control them with a downgraded device and not to replace the electronic tool integrated into the SICF.

So, a system used at the Combined Arms & Service Staff School and based on the “war games” principle enables to measure a force ratio rapidly by comparing combat units directly to one another, after having granted them with a “strength”, which relies also on the quantity and quality of their majors assets. As the SIC F is only implemented from brigade level, this system could also enable subordinate units to calculate a force ratio on a reliable basis. After presenting the force ratio as it is reckoned today, we will focus on the proposed system together with a few additional remarks.

Integrating the force ratio automatic computation software into the SICF is part of a global approach, whose aim consists in having the tactical methodology based on actual facts. Using such a tool is perfectly justified within the framework of a force CP (Command Post). However, its scope is still limited by its implementation conditions.

The determination of the force ratio is essential to the operational decision. In fact, as a full stage of the thought process, it enables to check whether the enemy “matches” friendly forces and whether the assets are tailored to the mission. Tasking subordinate units according to their actual capabilities is a direct result of it.

By highlighting enemy weaknesses, the force ratio also enables to identify the best conditions to concentrate the efforts of the friendly forces: where, when, which type of enemy considered to carry out the combined-arms decisive maneuver. For this purpose, pointing the famous “force ratio turning point” to the benefit of one actor or the other is paramount. Then the force ratio shows lacks of balance for the forces within the time-space framework, when comparing the friendly and enemy COAs (Courses Of Action), and so contributing to precise the necessary changes to be brought in order to draft the final COA. Eventually, the force ratio enables to support the reinforcement requirements considered necessary to restore an unbalanced situation.

Thus the force ratio is an essential step to resolve a tactical issue, not only within major units’ CPs, but also to the benefit of Group commanders, even for sub-group ones.

Until recently, the force ratio was achieved rule-of-thumb, before the full implementation of modern operational computerized assets: in practice, comparing units was carried out by drafting tables encompassing all the assets considered as determining factors, mainly major combat assets and infantry platoons. This method resulted into a rough idea of reality. On the one hand it was not accurate enough to make a distinction among the relative features of operating assets: actually, the tactical capability of a M1 Abrams MBT (Main Battle Tank) is not to be compared with that of a T 55 MBT, what was highlighted during the Gulf War.

On the other hand, arbitrary choices could not be avoided:

- Is the AMX 10 RC to be considered as part of the “MBT” category?
- Is the BMP 1 which can fire an AT 3 missile to be considered as an IFV (Infantry Combat Vehicle) and/or an AT (Anti-Tank) asset?

Finally, some specialized units were not taken into consideration, though they directly took part in the battle, as reconnaissance units did.

Libres Réflexions

Le calcul automatique du RAPFOR intégré au SICF VI a été élaboré pour pallier ces imperfections. Son ambition est d'offrir la possibilité d'intégrer les paramètres chiffrables qui caractérisent le potentiel d'une unité au combat : effectifs, quantité et qualité des matériels et des munitions, pertes et dommages, posture tactique, renforcements... Toutes ces données interviennent ensuite dans le calcul direct du RAPFOR entre les unités sélectionnées par l'opérateur. Pourtant, cette tendance à l'exhaustivité dans la prise en compte des paramètres nuit au rendement du système, puisque des délais importants sont nécessaires :

- avant l'engagement, pour réaliser la base de données complète de l'ensemble des unités amies, nationales et alliées, puis de l'ensemble des unités adverses ;
- pendant l'engagement, pour actualiser les données ou créer les bases décrivant des unités nouvellement recensées.

Il s'ensuit la nécessité d'une véritable synergie de l'ensemble des cellules d'un PC de force pour tenir les bases à jour en fonction de l'évolution de la situation. Les risques sont alors d'avoir en permanence un temps de retard dans cette mise à jour, et donc de ne disposer que de résultats incomplets ou inexacts, ou bien, disposant de données actualisées, de douter de leur validité et de décider de ne pas les prendre en compte. En outre, le recueil des informations désirées, en particulier concernant les unités alliées et adverses, peut se révéler délicat. Un déséquilibre préjudiciable dans le degré de connaissance des unités peut apparaître : il devient alors contestable de comparer des chiffres précis avec des chiffres imprécis.

Enfin, le système SICF VI n'est pas universel : n'étant déployé qu'à partir du niveau de la brigade, toutes les unités de niveau inférieur ne peuvent y avoir recours.

C'est pourquoi il semble intéressant de disposer d'un système plus simple, accessible à tous les niveaux, et pouvant être mis en œuvre individuellement par simple calcul ou en utilisant des tableurs courants tels que EXCEL. Le principe proposé est basé sur la prise en compte de l'ensemble des éléments majeurs de combat d'une unité en leur attribuant individuellement un potentiel, afin d'obtenir un total chiffré comparable directement au total des autres unités. La base arbitraire de calcul est la suivante : un char de combat moyen vaut " 10 points ". Les autres matériels sont déclinés en fonction de cette base selon le tableau ci-dessous (les chiffres cités ont valeur d'exemple et servent uniquement à appuyer la démonstration) :

MATERIEL	POTENTIEL
Engin de reconnaissance	2
Engin roues-canon	5
Char moyen	10
VCI/VIT	5
Canon/obusier	15
Mortier lourd	5
Lance roquettes multiples	20
Pièce antichar (ACMP)	2,5
Véhicule antichar (ACLP)	7,5
Hélicoptère antichar	20

Les différences de performances entre les matériels au sein d'une même catégorie peuvent être ajustées en modifiant le potentiel de base de la catégorie considérée. Des chars de différentes générations sont présentés dans les tableaux ci-dessous : (*)

CHARS	POTENTIEL
AMX-13	2
AMX-30	8
AMX-30 B2	10
LECLERC	13
LEOPARD 1	10
LEOPARD 2	12,5
LEOPARD 2 A-5	20

CHARS	POTENTIEL
CHIEFTAIN	10
CHALLENGER 1	12,5
CHALLENGER 2	13
M-60 A3	12,5
ABRAMS M-1 A-1	11
ABRAMS M-1 A-2	12,5
ABRAMS M-1 A-3	13

CHARS	POTENTIEL
T-55	6
T-62	8
T-64 A	9
T-72	9
T-64B/T-72 M	10
T-80 BV	11,5
T-80 U/T-90	12

(*) Les chiffres cités ont valeur d'exemple et servent uniquement à appuyer la démonstration.

Freedom of Speech

The automatic computation of the force ratio integrated into the SICF V1 has been developed to overcome these defects. Its purpose consists in providing the capability to integrate the calculable parameters, which characterize the combat effectiveness of a unit in the field: strength, number and quality of assets and their ammunition, losses and damage, tactical posture, reinforcements... Then, all these data are being used for the direct computation of the force ratio between the units selected by the operator. However, this trend towards taking all the factors into account exhaustively is bad for the systems' efficiency because important additional time is required:

- Before being committed, in order to achieve the complete database encompassing all the friendly units, national and allied, then of all opposing units;
- While being committed, in order to update data or to create the databases describing the newly recorded units.

As a result, a real synergy between the different cells of a force CP is required, in order to keep the databases up to date, depending upon changes in the situation. Then we could run the risks, either to have a standing delay in this updating process and, as a consequence, only have incomplete or inaccurate outcomes, or to question their validity and decide not to take them into account, though having updated data available. Besides, gathering the required information, concerning especially allied and enemy units, may be tricky. A lack of balance jeopardizing the knowledge level about units may occur: then it is questionable to compare accurate figures with inaccurate ones. Eventually, the SICF V1 is not universal: being implemented only from brigade level, all lower level units cannot use it.

This is the reason why it seems interesting to have a simpler system available, open to all levels and which can be implemented individually merely by calculating or by using usual spreadsheets such as EXCEL. The proposed principle is based on taking the major combat elements for a unit into account, by providing them with an individual combat effectiveness, in order to have a calculated outcome, which can easily be compared to other units' ones. The arbitrary computation basis is the following: an average MBT worth "10 points". The other assets come according this basis in the following table:

ASSET	CAPABILITY
Reconnaissance vehicle	2
Wheeled vehicle equipped with a gun	5
Medium MBT	10
IFC/APC (Armored Personnel Carrier)	5
Gun/Howitzer	15
Heavy mortar	5
MLRS (Multiple Launch Rocket System)	20
AT weapon system	2,5
AT vehicle	7,5
AT Helicopter Gunship	20

Differences in capabilities between the assets among a same category can be adjusted by amending the basic combat effectiveness of the specific category. MBTs of various generations are displayed in the following tables :

MBTs	CAPABILITIES
AMX-13	2
AMX-30	8
AMX-30 B2	10
LECLERC	13
LEOPARD 1	10
LEOPARD 2	12,5
LEOPARD 2 A-5	20

MBTs	CAPABILITIES
CHIEFTAIN	10
CHALLENGER 1	12,5
CHALLENGER 2	13
M-60 A3	12,5
ABRAMS M-1 A-1	11
ABRAMS M-1 A-2	12,5
ABRAMS M-1 A-3	13

MBTs	CAPABILITIES
T-55	6
T-62	8
T-64 A	9
T-72	9
T-64B/T-72 M	10
T-80 BV	11,5
T-80 U/T-90	12

*All the mentioned figures are used as examples and only to support the demonstration.

Libres Réflexions



Il suffit maintenant d'additionner les potentiels de chaque matériel en dotation pour obtenir le potentiel tactique d'une unité. Ainsi, un escadron Leclerc équipé de 13 chars vaudra 13 fois 13, soit 169 points, pendant qu'une compagnie de T 72 M, équipée de 17 chars, vaudra 17 fois 10, soit 170 points. Le rapport de forces entre les deux est donc, dans le cas présent, de un contre un. La même compagnie de T 72 M, réduite à 80 % de son potentiel, ne vaudra plus que 136 points.

On mesure bien ici l'intérêt que représente le fait de disposer quasi immédiatement d'un chiffre caractérisant le potentiel tactique d'une unité de combat. Outre la lecture directe du RAPFOR, et au-delà du strict domaine opérationnel, cette méthode pourrait avoir d'autres applications :

- elle pourrait servir à mesurer la capacité résiduelle de combat d'une unité après son engagement, sachant que l'appréciation de ce renseignement, pourtant nécessaire à la rédaction du message OWNSITREP journalier (*own situation report*), est d'habitude laissée à la libre appréciation du rédacteur ;
- par ailleurs, en amont de l'emploi des forces terrestres, la capacité de comparer rapidement des unités trouverait une justification directe lors de la phase " génération de force " de la planification, à un moment où justement les bases de données peuvent ne pas être disponibles ;
- enfin, dans le cadre d'une coalition, cette méthode permettrait de mesurer plus précisément le poids relatif de la participation des forces françaises par rapport aux participations des alliés.

Cependant, la simplicité du calcul présenté en exemple dans le paragraphe précédent mérite d'être complétée par la formulation de quelques précautions d'emploi.

En premier lieu, il peut sembler séduisant de pousser le raisonnement en cherchant à prendre en compte les caractéristiques propres à chaque situation tactique, à l'instar du SICF. En effet, il est théoriquement possible de moduler un RAPFOR brut en affectant au total de chaque unité des coefficients modérateurs ou amplificateurs selon les cas : ainsi, on pourra multiplier par 2 le coefficient d'une unité installée en défensive sur des ouvrages valorisés par le génie. Les critères pouvant être pris en compte sont aussi divers que le moral, le degré d'instruction et d'entraînement, l'efficacité de la maintenance, l'agressivité des modes d'action, le renforcement en appuis ou soutiens divers, l'étendue et la qualité des réseaux de commandement et de renseignement, la capacité de combattre pendant la nuit... Le défaut de cette démarche réside dans le fait que ces coefficients restent à l'appréciation arbitraire de chacun. Or, il faut garder à l'esprit que le but premier est de produire rapidement un résultat exploitable, et non de compliquer à l'envi une simple comparaison.

Il semble également utile de préciser que le système n'est valable que dans le cadre d'actions de coercition. Il est en effet peu réaliste, et moralement contestable, de chercher à chiffrer le potentiel tactique d'unités de miliciens ou de factions, voire de groupes de population, qui constituent pourtant les acteurs principaux des opérations de maîtrise de la violence. Considérer ces acteurs comme des adversaires potentiels, et non comme des partenaires, irait à l'encontre de l'état d'esprit dans lequel ces actions doivent être menées. De plus, dans ce cadre, le calcul d'un RAPFOR est faussé par le fait qu'une section d'infanterie légère sur camionnettes est souvent plus efficace qu'une batterie d'artillerie. Cette remarque est bien sûr valable également pour le SICF lui-même.

Aussi, il importe de s'en tenir à la comparaison d'unités aux volumes relativement réduits, la brigade constituant un maximum, car le calcul se complique à mesure qu'augmentent le nombre et la diversité des unités.



Ainsi, le système présenté ne prétend pas remplacer les outils automatiques développés en parallèle de la mise en service de la bureautique opérationnelle, mais au contraire à les compléter. Moyen dégradé certes, mais rapide à utiliser, il peut renforcer la valeur des données calculées automatiquement par le SICF en apportant des éléments d'appréciation préalables. Surtout, il permet aux chefs des petites unités de compter sur un outil simple pour mesurer leur force à celle de leur adversaire.

A un moment où le renouveau de la doctrine et la technologie des matériels rendent toute sa dimension à une imagination opérationnelle longtemps contenue dans le carcan des figures imposées de la Guerre froide, le RAPFOR constitue un des éléments permettant le retour au dynamisme et à l'audace dans l'élaboration de la manœuvre ◆

Freedom of Speech

Now it is only necessary to add the capabilities of each fielded asset to get the tactical combat effectiveness for a given unit. Thus, a Leclerc tank company equipped with 13 MBTs will be worth 13 times 13, i.e. 169 marks, whereas a T 72 M tank company, equipped with 17 MBTs, will be worth 17 times 10, i.e. 170 marks. Thus, the force ratio between them is, in this case, one versus one. The same T 72 M tank company with a 80 % CE (Combat Effectiveness) will be worth 136 marks only.

We fully appreciate here the interest of having a figure almost immediately available, featuring the tactical capability of a maneuver unit. In addition to a direct reading of the force ratio and beyond the strict operational area, this method is likely to have other applications:

- It could be used to measure the residual combat capability, once the unit has been committed, being aware that this information assessment is normally determined freely by a staff officer, whereas this piece of intelligence is required to draft the daily OWNSITREP (Own Situation Report) message;
- On the other hand, before using ground forces, the capability of comparing units with one another rapidly, would be justified directly during the planning “force generation” phase, at a time when databases could not precisely be available;
- Finally, within a coalition framework, this method could enable to measure more precisely the relative weight of the committed French forces, compared to the allied participations.

However, we have to be cautious when using the very simple computation presented as an example in the previous paragraph and complement it with some implementation precautions.

First of all, it could seem attractive to deepen the thought process by trying to take the specific features of each tactical situation into account, as the SICF does. In fact, it is theoretically possible to modulate a rough force ratio by assigning moderating or magnifying coefficients to the total figure for each unit, depending upon the situation: so, it will be possible to multiply by two the coefficient of a defending unit established on obstacles upgraded by engineers. The criteria, which can be taken into account are as different as morale, training level, maintenance efficiency, the COAs' (Courses Of Action) aggressiveness, reinforcements in various CS (Combat Support) and CSS (Combat Service Support), the extent scope and the quality of the various C3I (Command, Control and Intelligence) networks, the capability to conduct night warfare... What lacks in this approach is due to the fact that everyone arbitrarily defines these coefficients. But we have to bear in mind that the basic aim is to produce an exploitable outcome rapidly, and not to make a mere comparison even more complex.

It could also be useful to specify that this system can only be used within the framework of coercion operations. In fact, it is hardly realistic and morally questionable to try to figure out the tactical capability of a militia or warring factions unit, even of groups of people, which are nevertheless OOTW (Operations Other Than War) major

actors. Considering these actors as potential enemies and not as partners, would oppose the state of mind in which these operations should be carried out. Moreover and within this framework, the computation of a force ratio is often altered, due to the fact that a light infantry platoon mounted on light trucks is often more efficient than an artillery battery. This remark also applies to the very SICF.

So, it is important to compare only units with a relatively small strength - a brigade being a maximum, as the computation gets more and more difficult, as the number and the variety of units increases.



Thus, we do not intend to replace the automatic tools developed in parallel to the implementation of operational computerized systems by the system that has been presented, but on the contrary to complement them. Though being a downgraded asset, but being used rapidly and, it can strengthen the value of the data automatically computed by the SICF by providing previous appraising elements. It especially enables sub-unit commanders to rely on a tool easily implemented to compare their strength to that of their enemy.

At a time when the doctrine and assets' technology, renewal grant all its scope to operational imagination which has been longly caged in the yoke of the Cold War's compulsory figures, the force ratio is one element among others enabling to come back to dynamism and to boldness when developing a maneuver ◆

Libres Réflexions

Dégraissier le mammoth !

par le chef de bataillon Sanz,
stagiaire du Collège Interarmées de Défense

LA BATAILLE DE KASSERINE, PREMIER CHOC ENTRE LES ALLEMANDS ET LES AMÉRICAINS EN FÉVRIER 43, A ÉTÉ PERDUE PAR LE 2^e CORPS US PARCE QU'IL ÉTAIT CONDUIT PAR UN PC NOVICE, SANS ÂME ET DÉCONNECTÉ DE LA RÉALITÉ DU CONTACT. AUJOURD'HUI, LA FORMATION DES OFFICIERS BREVETÉS INSISTE SUR L'IMPORTANCE DES POSTES DE COMMANDEMENT DES GRANDES UNITÉS DU NIVEAU DE LA BRIGADE AU CORPS D'ARMÉE. OR LA PREMIÈRE VISION DE L'OFFICIER FÉRU DE MÉTHODES DE RAISONNEMENT INTÉGRÉ DANS UN EXERCICE DE PC EST CELLE D'UN ENSEMBLE COMPLEXE, VOIRE TENTACULAIRE ; À PARTIR DU NIVEAU DIVISION, DES CENTAINES D'OFFICIERS ARMENT CES PC. AUX RISQUES RECENSÉS À KASSERINE S'AJOUTE DONC UNE CERTAINE INERTIE. CES ORGANISMES SONT D'ABORD JUSTIFIÉS PAR L'ÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE : GAGNER LA GUERRE MODERNE S'APPRÉCIE EN TERME DE "SYNERGIE" DES HOMMES ET DES MOYENS...

EN OUTRE, L'EFFICACITÉ RECONNUE D'UN PC IMPORTANT RELÈVERAIT DE L'ENJEU POLITIQUE : IL S'AGIT POUR UNE NATION (OU UN GROUPE DE NATIONS) DE PESER DANS UNE COALITION. CES PC ACTEURS OU ENJEUX DIRIGENT POURTANT DE MOINS EN MOINS DE FORCES AVEC LA RÉDUCTION DES FORMATS DES ARMÉES. POUR DES RAISONS DE MODULARITÉ, ILS NE CONNAISSENT PAS LES UNITÉS QU'ILS COMMANDEMENT. QUELLE VOCATION ALORS POUR CES PC : AUTOSUFFISANCE, GESTION DU COMMANDEMENT OU PRISE DE LA MEILLEURE DÉCISION ? SI LE RÔLE DES PC DEMEURE TOUJOURS L'AIDE À L'EXERCICE DU COMMANDEMENT, ILS SONT EFFICACES LORSQUE LA MANŒUVRE DES SUBORDONNÉS EST EFFICACE. EN FAIT, CES NOUVEAUX PC ONT PLUTÔT TENDANCE À ADMINISTRER LA GUERRE... CAR LEUR DISPROPORTION NE GÉNÈRE PAS, COMME LE DIRAIT BERGSON, "UNE FORCE DE DIRECTION CONSTANTE ASSURANT LA DIRECTION DU GROUPE".

La démesure

Pour justifier l'ampleur affichée par ces nouveaux états-majors, on explique que le processus de prise de décision est de plus en plus codifié. Il mettrait en jeu un nombre croissant d'acteurs et de facteurs.

Par nature, le commandement en temps réel surprend par la masse de données que le chef devrait "contrôler". Collecte du renseignement, intégration de systèmes de plus en plus compliqués, extension du champ de bataille, nouvelles formes de manœuvre... nécessiteraient d'étoffer les PC. Une réponse simpliste réside dans le fait que la technique ou la mise en œuvre ne relèvent pas des PC. Entre commandement et contrôle se trouve également l'origine d'une ambiguïté plus conséquente, cette fois en direction des unités subordonnées : dans la pratique, la sensation de complexité génère le besoin de centralisation et d'assurance. Comme les systèmes, le subordonné peut être contrôlé (TACOM, TACON, OPCOM, OPCON) ! Cette pléthore de types de commandement n'était pas de mise lorsqu'une division blindée US détachait un combat command (groupement interarmes) durant la 2^e guerre mondiale. Le contrôle, division administrative du commandement, ne cloisonne-t-il pas une part de l'initiative du subordonné ? Ne vaut-il pas mieux délimiter un cadre général qui réponde avant tout aux impératifs tactiques ? L'ordre donné par le GAL Bittrich au 9^e corps blindé SS pour s'opposer à la saisie des ponts conduisant à Arnhem a été diffusé trois heures après le début des parachutages et ne fut pas changé pendant la semaine de combats ! Lorsque l'on sait que la réaction allemande mettait en œuvre de nombreuses troupes de "circonstance" jusqu'à former une division de marche dans le secteur, on comprend que la notion de contrôle à l'époque, pour être souple, n'en était pas moins adaptée.

Un PC surévalué n'est pas gage d'efficacité. Autre évolution moderne, le rôle dévolu dans les PC aux nouvelles fonctions dites "opérationnelles". La brigade française retient par principe six fonctions : commandement, renseignement, contact, appui feu, aménagement de l'espace terrestre, SIC. A cela peut s'ajouter la logistique et l'environnement procuré par la communication, également opérationnelle ainsi que les actions civilo-militaires. Evidemment, la direction dédiée de chaque fonction requiert des moyens et une ou plusieurs chaînes subordonnées. En présentant ces fonctions sur un pied d'égalité, cet ensemble alourdit le PC et congestionne la prise de décisions. En conséquence, un tel éventail d'activités transverses ne saurait être efficace, c'est-à-dire obtenir la victoire ou l'effet recherché, qu'en hiérarchisant ces fonctions. Sauf cas particulier, on admettra que la communication appuie le contact et non l'inverse ; ce qui n'exclut nullement un effort du chef en la matière mais le recentre sur l'essentiel. Il ne s'agit pas pour le PC de coordonner des actions mais bien d'élaborer des ordres.

Enfin, la multinationalité et la conception interarmées des opérations alourdiraient inévitablement aujourd'hui le cycle de décision sans que cette évolution puisse être remise en question. A première vue, ces tendances imposent de prendre en compte des facteurs de divergence : culture, doctrine, restrictions d'emploi et procédures particulières... Or posons le problème en terme d'opposition de style entre ce qui apparaît nécessaire dans un PC et ce qui est réellement suffisant pour commander. Dans les faits, une coalition est efficace lorsqu'elle est la plus homogène, donc lorsque les circuits de décision sont les moins complexes. Le combat de Dompierre (Lorraine) en 1944 a été gagné par la 2^e DB, pourtant en difficulté face à une brigade de Panther et de Mk IV, parce que le seul officier de liaison américain de la division était suffisant pour commander l'appui des chasseurs bombardiers P47. Cet officier n'était que "the right man at the right place". Personne n'en a tiré la conclusion qu'il fallait étoffer le PC...

Freedom of Speech

Trimming the Command Posts !

by major Sanz,
French Joint Defense College (CID)

KASSERINE HAS BEEN THE FIRST TOUGH BATTLE BETWEEN GERMANS AND AMERICANS IN FEBRUARY 43. THE US LOST BECAUSE THEIR CP WAS INEXPERIENCED, WITHOUT ANY SPIRIT AND DISCONNECTED FROM CONTACT REALITIES. TODAY, THE WAR COLLEGE TRAINING UNDERLINES THE IMPORTANCE OF THE MAJOR UNITS COMMAND POSTS FROM THE BRIGADE TO THE CORPS. AND THEN, THE FIRST UNDERSTANDING THAT CAN BE MADE BY AN OFFICER VERY KEEN OF THESE REASONING METHODS, WHEN PARTICIPATING TO A CPX, RELATES TO THE COMPLEXITY OR EVEN THE SPRAWLING OF THIS ORGANIZATION: AS STARTING FROM THE DIVISION LEVEL, HUNDREDS OF OFFICERS ARE MANNING THESE CPs. SOME INERTIA CAN THUS BE ADDED TO THE RISKS OBSERVED IN KASSERINE. THESE ORGANIZATIONS ARE FIRST JUSTIFIED BY THE TECHNOLOGICAL EVOLUTION: THE WINNING OF A MODERN WAR IS ASSESSED IN TERMS OF STAFF AND ASSETS SYNERGY...

IN ADDITION, THE RECOGNIZED EFFICIENCY OF A SIGNIFICANT CP SHOULD BE A POLITICAL STAKE: FOR A NATION (OR A GROUP OF NATIONS), THE GOAL IS TO HAVE A MAJOR INFLUENCE WITHIN A COALITION. THESE CPs, WHETHER THEY ARE ACTORS OR STAKES, CONTROL LESS AND LESS FORCES DUE TO THE ARMED FORCES FORMAT REDUCTION. BECAUSE OF MODULARITY, THEY DO NOT KNOW THE UNITS THEY CONTROL. SO, WHICH VOCATION SHOULD BE THESE CPs' ONE: SELF-SUFFICIENCY, COMMAND AND CONTROL MANAGEMENT OR THE BEST DECISION ENABLER? IF CPs' ROLE IS STILL TO ASSIST THE COMMANDER IN HIS COMMAND FUNCTION, THEY ARE EFFECTIVE WHEN THE MANEUVER OF THE SUBORDINATE FORCES IS EFFICIENT; AS A MATTER OF FACT, THESE NEW CPs TEND TO MANAGE THE WAR... BECAUSE THEIR DISPROPORTION DOES NOT ENTAILS, AS WOULD BERGSON SAY A "CONSTANT DIRECTION FORCE ENSURING THE GROUP LEADERSHIP".

GIGANTISM

To justify the displayed size of these new CPS, it is often stated that the decision-making process has become more and more codified, and it would need an always greater number of actors and factors. By nature, the real-time command and control is amazing because of the amount of data that should be "controlled" by the commander. Intelligence collection, always more complex systems integration, battlefield enlargement, new types of maneuvers... would require the CP's fleshing up. A superficial response would be: techniques and implementation are not CPs' responsibilities. Between the "command" and the "control", there is arising some important ambiguity, especially for subordinate units: practically, feeling the complexity generates a need for centralization and insurance. Like all systems, a subordinate can be controlled (TACOM, TACON, OPCOM, OPCON)! These excessive types of command organization were not in use when an US Armored division detached a Combat Command (Combined Arms task force) during WWII. Is control, an administrative element of command, restraining a part of the subordinate's initiative? Wouldn't it be better to set a general framework that would, first of all, meet the tactical requirements?

The order given by General Bittrich to the SS 9th Armored Corps to resist to the seizure or the bridges leading to Arnheim has been issued three hours after parachute landing started and it never changed during the week of fighting! When it is known that the German reaction included many "contingency" units, up to the building up of an ad-hoc division in the area, one can understand that, at that time, the control concept, as flexible it might have been, was however adapted. An overestimated CP doesn't guarantee its efficiency. Another modern evolution deals with the importance given in the CPs to the new so-

called "operational" functions. As a principle, the French brigade keeps six functions: command, intel, contact, fire support, ground space organization, CIS. Logistics and environment functions, such as "operational" communication and CIMIC, can be added. Obviously the dedicated direction linked to each of these functions requires assets and one or several subordinate chains of command. If these functions are considered as being of equivalent importance, this organization makes the CP heavier and slows down the decision-making process. As a consequence, such a wide range of transverse activities can only be effective (i.e. to win the battle or to achieve the major effect) through a hierarchical organization of these functions. With the exception of some very specific occasions, it has to be admitted that it is the operational communication function that must support the contact function and not the opposite; this doesn't prevent the commander from making an effort in that direction but helps him to refocus on what 'is essential. The CP is not intended to co-ordinate actions but to elaborate orders.

And last, today, multinationality and operations joint conception would inevitably weigh down the decision cycle without enabling this evolution to be questioned. At first sight, these trends impose to take into account discrepancy factors: culture, doctrine, restrictions of use and specific procedures... So, let's set the problem using the opposing styles of what appears to be necessary and what is actually sufficient in order to command within a CP. It is a fact that the more a coalition is homogenous the more it is efficient, i.e. when the decision-making circuits are the simplest. The Dompierre (Lorraine) combat, in 1944 has been won by the 2nd Armored Division, although it was in a difficult situation facing a Panther and MkIV brigade, because the division one and only US liaison officer was able to direct P. 47 fighters-bombers close air support. This officer was just "the right man at the right place". Nobody drew the conclusion that the CP had to be enlarged.

Libres Réflexions

Ainsi, les problèmes liés à la multinationalité ne peuvent polluer le débat sur la constitution des PC ; ils peuvent être contournés par des mesures simples : par exemple, une brigade demeure nationale ou un PC de division multinationale admet l'unicité du commandement comme fondamentale (unité de langage et procédures, reconnaissance absolue du chef par-delà les clivages nationaux).

Plus encore, l'approche interarmées fournit des arguments propres à combattre cette "administration" des forces. A bord d'un porte-avions, dans un état-major embarqué déjà simplifié pour des raisons de place disponible, un seul officier est en charge des sous-marins : son rôle consiste à synthétiser l'idée de manœuvre envisagée pour la "sous-marine" (pour des raisons de sécurité et de nécessaire brièveté des liaisons avec les SNA français ou étrangers). Ce chef opérations commande de fait sous le régime de la stricte suffisance : il n'y voit guère d'inconvénients... Justifier l'accroissement des PC par les nouveaux engagements n'apparaît pas de la sorte déterminant, puisque d'autres ont fait ou font plus simplement.

Un retour aux fondamentaux

Le mieux est l'ennemi du bien : la décision et sa diffusion demeurent les fondements de l'articulation du PC. La prise de décision est le cœur de l'activité du PC. Résultat d'une méthode, logique ou spontanée, la décision est naturelle pour le chef. Elle est d'abord "humaine", fondée sur des informations exploitées par un cerveau : leur nombre est forcément limité. Si un PC démesuré éparpille l'information, le chef procédera de lui-même à la synthèse avant la prise de décision. Raison de plus pour économiser son temps en raccourcissant les circuits et en limitant les niveaux de responsabilité dans l'état-major. Synthèse et décision conduisent alors à l'ordre d'opération. Comment peut-il se présenter ? Il semble bien qu'il n'ait rien à gagner, là encore, hors de la simplicité. Le grand Moltke, inventeur des états-majors modernes, disait "qu'aucun plan ne résistait au premier contact avec l'ennemi"... Surenchérir en termes de synchronisation, contrôle et planification engendrera doute et scepticisme sur un champ de bataille encore plus mouvant et complexe. Surtout, l'ordre simple issu d'une synthèse cohérente permet de se concentrer sur l'essentiel : la situation du moment et l'intention du chef. Dans celle-ci, l'effet majeur reste fondamental car il représente le "testament" du chef, suffisant pour comprendre et exécuter la manœuvre. Il y a d'ailleurs en la matière un avantage substantiel par rapport aux habitudes étrangères qui se contentent de lister des tâches à accomplir sans faire ressortir le fondement des idées du décideur. Le cadre limité mais déterminant de l'intention du supérieur favorise ainsi l'initiative et la performance des subordonnés.

En opération, le facteur temps est sans conteste décisif. En conséquence, la vitesse de diffusion d'un ordre d'opération paraît au moins aussi important que le contenu de l'ordre. Lors de l'exercice Guibert 2001, les stagiaires du CSEM ont noté des délais courant supérieurs à la demi-heure pour lire les *warning orders* comme les *frag orders*. Que penser alors de l'ordre préparatoire du corps blindé de Guderian pour le franchissement de la Meuse qui contenait onze phrases ? Il est paradoxal de constater que ce général inventeur d'une forme de guerre novatrice, performante et a priori complexe pour

l'époque, commandait le plus souvent à partir d'un blindé accompagné d'un officier et deux radios... Plus près de nous, des efforts dignes d'attentions sont marqués pour raccourcir les boucles. Lors d'opérations aériennes, le JFACC (commandant de la composante aérospatiale), plus haut niveau de commandement, dispose en son sein d'un CAOC (centre des opérations aériennes) en mesure d'adapter en temps réel et à son niveau toutes les opérations aériennes selon l'évolution de la situation. Ceci n'est pas forcément transposable ni souhaitable à l'identique dans l'Armée de terre ; il existe cependant une évolution de la tactique terrestre (combat lacunaire, manœuvre vectorielle) qui va bousculer le traditionnel centralisme en la matière. Vouloir une manœuvre d'ensemble dans toute la profondeur du terrain pour disloquer l'adversaire suppose un PC susceptible d'exploiter sur le champ toute opportunité. A fortiori d'adapter des structures de commandement ponctuelles très souples, diffusant ordres et réarticulations à temps. La prise en compte de la bataille des délais repose bien sur le décongestionnement des seuils de décision.

Ceci n'est pas finalement sans conséquences sur l'organisation des PC. Il s'agit maintenant de proposer des pistes pour "dégraisser" dans le but de recentrer le PC sur la prise de décision et sa diffusion. En premier lieu, la majeure partie des officiers d'un PC sont employés dans le traitement d'informations de routine ou de décisions mineures. Il semble qu'en matière de volume horaire de travail, ces tâches puissent facilement être diminuées grâce au développement des SIC. Ce qui a été réalisé dans les états-majors organiques durant la réorganisation de l'Armée de terre devrait pouvoir s'accomplir dans les PC. Plus important, le nombre d'officiers concerné par la prise de décision majeure peut être restreint. D'abord pour des raisons pratiques puisqu'il est légitime de simplifier la rédaction des ordres ; surtout car le travail en petite équipe rôdée s'avère généralement plus productif. Un chef, le chef d'état-major ou le chef opérations assisté d'un ou deux adjoints consultant les autres bureaux lorsque cela est nécessaire paraît suffisant pour des tâches de planification. A ce sujet, l'image d'un PC de brigade britannique travaillant dans une pièce unique "en miroir" mérite l'attention. Le principe est transposable aux bureaux d'un état-major plus grand. Enfin, l'implication fréquente du général dans le processus de réflexion guiderait plus rapidement vers la décision en évitant toute dispersion par rapport à son intention personnelle. La décision rapidement exploitable issue d'un petit comité peut donc offrir à la manœuvre envisagée les meilleures chances de réussite.



Mettre un frein à la démesure pour revenir à l'essentiel ne paraît pas une entreprise surréaliste sous le simple aspect de la cohérence opérationnelle des PC. Si recommander un contre-courant en la matière peut le cas échéant apparaître prétentieux, une expérimentation mettant en parallèle les deux systèmes aurait au moins le mérite de trancher d'une manière claire devant un enjeu qui s'apprécie en terme de "succès des armes de la France" ♦

Freedom of Speech

So, the problems linked to multinationality cannot pollute the debate about CPs' organization; they can be by-passed using simple measures: for instance, keeping a brigade national, or a division CP multinational may decide that command unity is essential (language and procedures unicity, total acceptance of the commander's leadership beyond the national divisions).

Even more, the joint approach brings in elements to fight against this forces "management". Aboard an aircraft carrier, with an embarked staff, reduced because of the space available, there is only one officer in charge of the submarines: his task is to synthesize the submarine concept of operation (for reasons of security and indispensable conciseness of the communications with national and foreign submarines). In fact, this operation officer is in control, under a regime of a strict sufficiency: he doesn't find many inconvenience to that fact... Justifying CPs' enlargement by the new types of commitments doesn't seem to be determining since others did or still do more simply.

BACK TO THE FUNDAMENTALS

The best is the enemy of the good: making and disseminating a decision remains the CPs organization's fundamentals. Decision-making is the core of the CP's activity. As a result of a logical or spontaneous method, the decision is normal for the commander. First it is a "human" one, based on brain-processed information: the amount of information is thus limited. Should a gigantic CP scatters the information, the commander will have to synthesize it by himself before making his decision. It's an additional reason to save his time by shortening the circuits and limiting the levels of responsibility within the staff. Synthesis and decision lead to the operation order. How should it look like? Once again, only simplicity can lead to success. The great Moltke, the modern staffs' inventor, used to say "no plan resists the first contact with the enemy"... Adding even more synchronization, control and planning to the traditional CP's functions would bring doubt and skepticism on an always more mobile and complex battlefield. And, above all, a simple order resulting from a coherent synthesis enables us to concentrate on what is essential: the current situation and the commander's intent. In the latter, the major effect remains essential since it represents the commander's will, enough to understand and carry out the maneuver. Besides, there is a significant advantage in that method in comparison with the foreign habits that consist mainly in listing the tasks to be accomplished without highlighting the foundations of the decision-maker's ideas. The limited but determining framework of the higher level commander's intent favors thus the subordinates' initiative and performance.

During an operation, time is without any doubt a decisive factor. As a consequence, the operation order's speed of dissemination appears to be at least as essential as the content of the order itself. During the Guibert 2001 exercise, the CGSC students observed that it usually took more than half an hour to read warning orders as well as fragos. Then, what would we think about Guderian's Armored Corps preparatory order for crossing the Meuse River, which consisted of only eleven sentences? It is paradoxical to notice that this general, who had invented a new type of war, efficient and rather complex for the time, used to command from an armored vehicle accompanied by one officer and two radio operators...

Closer touts, significant efforts are being made to shorten the circuits. During air operations, the JFACC (Joint Forces Component Command), the highest command level, has at its disposal a CAOC (Combined Air Operations Center) able to adapt in real time and at its level all air operations in accordance with the situation evolution. It is not to be obligatorily nor desirable to transfer directly this concept to the Army; however, an evolution of the ground tactics exists (discontinuous combat, vectorial maneuver) which is going to transform completely the traditional centralism that used to rule the operations. To design a global maneuver which includes the entire depth of the battlefield in order to break the enemy into pieces requires a CP able to exploit immediately any opportunity available. And even more, able to adapt ad-hoc very flexible command structures able to disseminate orders and changes of task organization in time. Taking into account the struggle for delays implies to decongest the decision-making levels.

This has an impact on the CPs organization. It is now important to propose where the trimmings should take place in order to refocus the command post on the decision-making and on its dissemination. First, most CP's officers are used to process routine information or to make minor decisions. It seems that, as far as working time is concerned, these tasks could easily be reduced thanks to the CIS development. What has been achieved within the organic staffs during the Army re-organization could be accomplished within the CPs. More important, the number of officers involved in a major decision-making process can be reduced. First, for practical reasons since it is legitimate to make orders' simple; especially because working with trained small teams is usually more fruitful. The commander, the chief of staff or the operation officer, assisted by one or two officers which, when necessary, consult the other staff groups (G1, G2, ...) seem to be sufficient for planning tasks. In that regard, the concept of the British brigade's CP working in a single room, where the officers are facing each other should be carefully studied. The concept can be transposed to the bigger staff's groups. And last, the frequent involvement of the General within the study process should lead the staff quicker towards the decision while avoiding any discrepancy with the General's intent. The quickly exploitable decision issued by a small group of people may provide the envisaged maneuver with the best probabilities of success.



Stopping the excessiveness in order to refocus on the essential doesn't seem to be a surrealist endeavor as far as CPs' operational coherence is concerned. Although, recommending to go against the current trends might appear to be pretentious, the parallel experimentation of both systems would allow to clearly make a definite choice in that matter which deals with "the success of France's armed forces" ◆

Site internet

www.cdes.terre.defense.gouv.fr



Pour vous tenir informé de la mise en ligne sur ce site, adressez-nous votre adresse mail et recevez un guide de visite vous facilitant la première navigation.



Dans ce site :

- **Le CDES et ses organismes** : présentation du CDES et des organismes qui le composent.
- **La base documentaire** : sont regroupés dans cette base de documents de doctrine de l'Armée de terre.
- **Forum Doctrine** : un lieu modéré où échanger des points de vue et des informations sur la doctrine militaire française.
- **Les grandes lignes de la doctrine militaire française** : permet une première introduction à la doctrine militaire française. Ce texte reprend les bases de la doctrine et, grâce à des liens hypertextes, permet d'accéder à des définitions de termes militaires et d'aller plus en profondeur.
- **Les matériels** : plus de 150 fiches techniques et une douzaine de vidéos sur les matériels de l'Armée de terre.

On this site :

- **The French CDES (French command Army Doctrine and Higher Military education) and its different components**: presentation of the CDES as well as of the different agencies which are part of it.
- **The documentary database**: doctrine documents about the French Army are grouped in this database.
- **The headlines of the French military doctrine**: it enables to get a first approach to the French military doctrine. This text encompasses doctrine basics, and thanks to hypertext links, it also enables to have access to the definitions of military terms and to deepen this approach.
- **Assets**: more than 150 technical sheets and a dozen videos pertaining to the French Army assets.